



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



## PREMIER JANVIER 2014: MARTELLY RELANCE LE DUVALIERISME !

Voir page 4

A gauche Evans Paul, victime des régimes militaires duvaliériste, a retrouvé sa famille idéologique de droite par sa participation aux côtés de Martelly, du dictateur Jean Claude Duvalier et de son tortionnaire, Prosper Avril.

## A QUOI ABOUTIRAIT LA RÉUNION DE OUANAMINTHE ?



Voir page 4

Le Ministre de la Présidence de la République dominicaine Gustavo Montalvo et le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe à Ouanaminthe, le 7 janvier 2014, au cours de la première réunion de la Commission binationale formée sur la proposition du président du Venezuela, Nicolas Maduro (Photo: DICOM)



12 Janvyè 2010-12  
Janvyè 2014: 4 lane  
aprè moun nan kan  
yo pa janm sispann  
viktim

Page 6

English  
Page 9



Questionnements  
sur les projets de  
logements de la  
reconstruction

Page 8



Discours de  
Raul Castro à  
l'occasion du  
55e anniversaire  
de la révolution  
cubaine

Page 10



Le New York  
Times propose la  
clémence pour  
Snowden: une  
tentative de limiter  
les dégâts

Page 17

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Wendell Polynice  
Daniel Tercier  
Oxygène David

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
647-499-6008  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

## La situation d'Haïti : malédiction ou punition ?

Par Berthony Dupont

Le 12 janvier 2010, un grand séisme avait frappé la République d'Haïti faisant plus de 300 000 morts sans oublier le nombre élevé de blessés et des dégâts matériels considérables et inestimables. Ce tremblement de terre, pourtant, avait été tout juste qualifié par certains comme une malédiction pour notre pays, et même c'était comme un « prix à payer ». Des gens mal intentionnés sont même arrivés à dire que « l'histoire d'Haïti a souvent ressemblé à un long chemin de croix », accréditant l'idée (saugrenue) que le pays vit dans un état de pauvreté, de misère et de délabrement, non parce qu'il n'y a pas de ressources, mais parce que nous sommes maudits (sic) ; et que c'est cette malédiction qui maintient encore la grande majorité de la population haïtienne dans ce sous-développement chronique expliquant la descente du pays dans l'abîme de la destruction.

Ceux-là qui pensent ainsi n'ont-ils pas raison jusqu'à un certain point ? N'y a-t-il pas un brin de vérité dans leur assertion, surtout quand ces mêmes phénomènes extraordinaires continuent à mettre en péril la vie de notre peuple ?

12 janvier 2014, quatre ans après, où en sommes nous, quand rien de sérieux et de valable n'a jamais été tenté pour nous sortir de l'impasse, malgré tous le tapage et le bavardage de promesses faites autour d'une fictive reconstruction.

Pourquoi ne pas profiter de ce moment pour souligner que beaucoup d'aide a été attribuée au pays; puisque l'attention de la planète entière était convergée vers Haïti. On ne peut guère nier cet immense élan de solidarité financière et humanitaire qui s'était manifesté à notre égard ; malheureusement, la partie financière a été utilisée pour ne pas dire saisie par ceux-là mêmes qui ont accouru militairement pour nous « secourir ».

Le tremblement de terre du 12 Janvier a tout bonnement servi de prétexte à la Communauté Internationale pour accélérer la mise en place de son programme néo-libéral et pour renforcer l'occupation du pays. C'est donc la raison pour laquelle l'aide n'a jamais été déployée pour servir les masses populaires, en créant des routes, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures, mais bien plutôt pour enrichir l'oligarchie et les gouvernements anti-populaires de Préval et de Martelly. En somme l'aide ne devrait favoriser que le maintien au pouvoir de gouvernements corrompus et encourager d'autres clans dans des réalisations politiques qui n'ont rien à voir avec nos problèmes économiques et sociaux.

Le fait de nous empêcher de reconstruire notre pays rentre dans leur plan de continuer à nous déstabiliser. De sorte que ce mal qui nous ronge encore, cette malédiction dont beaucoup se gargarisent, vient du fait que nous sommes un peuple combatif qui n'a jamais, de tout temps, accepté l'inacceptable. Ce refus de nous plier entraîne une sorte de confrontation perpétuelle entre les opprimés haïtiens et les oppresseurs, ces puissances capitalistes ci-devant esclavagistes que nous avons dépouillés de leur source de richesse: la traite négrière. Ces forces esclavagistes, aujourd'hui impérialistes, n'ont jamais pardonné à Haïti ni cessé de la déstabiliser pour non seulement la reconquérir mais la

punir, du fait d'avoir posé le jalon irréversible de mettre fin au colonialisme esclavagiste.

A ce compte, ce n'est pas une malédiction au sens propre du terme qui s'est abattue sur le pays ; mais bien, en vérité, une punition de l'ensemble des pays occidentaux afin de nous mettre en quarantaine, nous combattre, nous humilier par tous les moyens possibles et imaginables. Ils ne peuvent pas digérer ni admettre que l'armée indigène ait mis en déroute l'armée française, la meilleure armée du monde à l'époque. Voilà pourquoi, ils nous ont maudits, pour avoir, le 1er janvier 1804, donné une fierté, une dignité à l'homme noir, libre, qui prit en main la destinée de la plus riche des colonies de l'époque.

C'est une punition sociale née de la Communauté internationale du fait qu'Haïti a été le premier pays où la liberté universelle a réellement pris naissance par l'abolition de l'esclavage et du colonialisme espagnol, français et anglais. Thomas Jefferson, l'auteur principal de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, troisième président de ce pays, figure de la liberté et propriétaire d'esclaves, n'avait-il pas indiqué que d'Haïti provenait le mauvais exemple, et qu'il fallait « confiner la peste dans cette île »

L'autre, Franklin Delano Roosevelt, de déclarer plus tard « *Il faut constamment soulever les va-nu-pieds contre les gens à chaussures et mettre les gens à chaussures en état de s'entre-déchirer les uns les autres ; car c'est la seule façon pour nous d'avoir une prédominance continue sur ce pays de nègres qui a conquis son indépendance par les armes. Ce qui est un mauvais exemple pour les 26 millions de Noirs d'Amérique* ». C'est le prix à payer quand nous avons à gérer d'interminables coups d'état programmés par l'infamie trio Etats-Unis, France et Canada et les différentes occupations, élections truquées, le choléra, sabotage systématique. Nous avons observé l'une des plus évidentes illustrations de cette punition lorsque Hillary et Bill Clinton sont venus eux-mêmes nous imposer un mercenaire, trafiquant de drogue, à la tête du pays, en l'occurrence Joseph Michel Martelly.

Pour nous délivrer de ce carcan, nous n'avons qu'un seul choix, celui de maintenir hors de nos frontières, toutes les puissances impérialistes. Il faut que nous nous organisions dans la paysannerie comme nous l'avaient enseigné Jean-Jacques Dessalines, Charlemagne Péralte et Benoît Batraville. Il nous faut tenir vivante la mobilisation populaire.

A ce compte, le départ des renégats au pouvoir et de leurs bras armés des forces occupantes de la Minustah est une priorité incontournable. Leur présence est pour rassurer les capitalistes notamment les Etats-Unis, bastion et principale force du colonialisme contemporain et pour garantir une certaine stabilité afin qu'ils puissent atteindre sans aucune contrainte leur objectif à savoir nous imposer leur civilisation, leur pratique, leur idéologie, leur façon d'agir et de vivre et, en un mot, la recolonisation.

Cette instabilité chronique a anéanti tous les espoirs de développement de notre pays. Est-ce une malédiction ? Non, mais bien une punition, une guerre déclarée contre nos masses populaires luttant pour un avenir meilleur.

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$100 pour un an  
 \$50 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

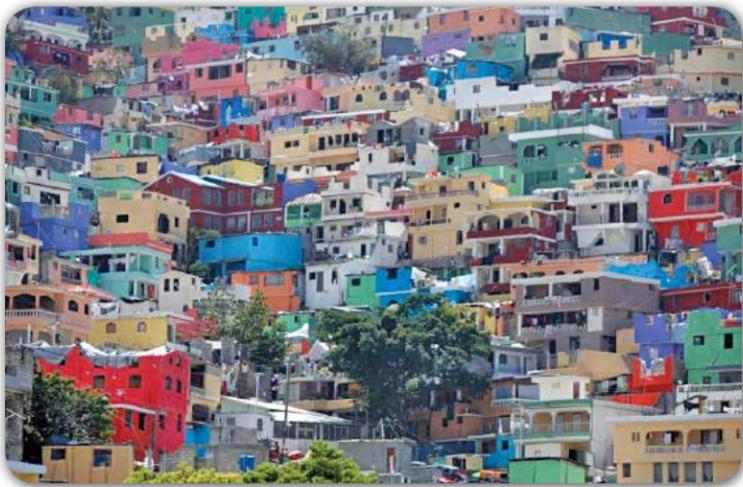
#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## Haiti, vue de l'intérieur (16) De la ville aux bidonvilles !



**Le bidonville chic de Pétion-Ville, Jalousie, depuis quelque temps ce bidonville maquillé fait couler beaucoup d'encre et de salive. Coincé au flanc de la montagne en face d'une série de résidences cossues, il ne pouvait pas mieux illustrer le contraste entre riches et pauvres**

Par Catherine Charlemagne

Quand on survole Port-au-Prince et sa région avant d'atterrir sur l'aéroport International Toussaint Louverture, on a l'impression qu'il n'y a aucune différence entre l'incontournable bidonville de Cité Soleil juxtaposant l'air de l'aéroport et le reste de la ville de Port-au-Prince.

Aujourd'hui, parler de quartiers populaires, c'est une gageure. Autrefois l'on pouvait identifier les quartiers populaires des autres quartiers huppés de Port-au-Prince entre autres Turgeau, Pacot, Bois-Vernat, Debussy, etc. Un quartier populaire n'a rien à voir avec un bidonville qui est un ensemble compact bien organisé avec ses codes et ses vices et coutumes. La capitale haïtienne est pratiquement un grand bidonville.

Avec ces bidonvilles du Fort National, de Poste Marchand, de La Saline, Cité de l'Eternel, Cité de Dieu, Martissant, Grande Ravine, Solino, du Canapé Vert, de Tibwa, etc tout le monde comprendra qu'il est inutile, voire impossible d'énumérer tous les bidonvilles entourant le centre ville historique qui lui-même n'a pas été épargné par le phénomène de bidonvillisation, le Port-au-Prince d'antan n'existe plus. Pour la commune de Carrefour, personne ne nous fera croire qu'il ne s'agit pas d'un grand bidonville agencé comme un millefeuille avec ses différents quartiers qui, certes, dans le temps étaient des lieux où l'on pouvait se sentir bien. Aujourd'hui, du centre de Carrefour et de ses alentours, il ne reste plus grand-chose de cette belle bourgade très recherchée pour sa tranquillité avec la mer des Caraïbes pour décor. Même le haut Turgeau et le quartier de Debussy n'ont pas été épargnés par la folie de bâtir n'importe comment et n'importe où.

Pour le moment à Port-au-Prince, il n'y a que le quartier de Pacot qui résiste plus ou moins à l'avancée des hordes d'habitants cherchant désespérément un lieu pour habiter. Et là encore, il suffit de prendre l'avenue N prolongée pour constater le dégât au sommet. Les constructions anarchiques arrivent déjà au milieu du Morne Hôpital. Ce morne d'ailleurs est quasi couvert d'habitations sauvages depuis son flanc Sud jusqu'à l'Est. Il ne s'agit en rien de constructions ordonnées érigées dans un plan d'urbanisme général et public. Du haut de la commune de Carrefour en passant par le haut du Fontamara, la Caridad, Savane Pistache, Boutilliers jusqu'au fameux bidonville de Jalousie, Morne Calvaire à Pétion-Ville, tout le flanc de cette chaîne montagneuse encerclant ces trois villes est couvert de maisonnettes. Jalousie est le bidonville chic de Pétion-Ville comme Pétion-Ville fut la banlieue chic de Port-

au-Prince. En tout cas, depuis quelque temps ce bidonville fait couler beaucoup d'encre et de salive. Coincé au flanc de la montagne en face d'une série de résidences cossues, il ne pouvait pas mieux illustrer le contraste entre riches et pauvres.

En effet, Jalousie fait partie intégrante de Pétion-Ville, la ville la plus riche de tout le pays. Surtout depuis la catastrophe de 2010, cette banlieue résidentielle a vu sa population augmenter énormément ; mais aussi sa richesse puisque bon nombre de banques, administrations et institutions, et commerces sont venus s'installer ici en fuyant une capitale devenue dysfonctionnelle. Il se trouve que c'est à Pétion-Ville aussi que les investisseurs haïtiens et étrangers décident de relancer l'économie du pays à commencer par la construction des beaux et luxueux hôtels pour un tourisme haut de gamme. Mais voilà, ces bidonvilles ne cadrent pas non seulement avec le paysage de la ville mais surtout avec l'image que les entrepreneurs locaux et le gouvernement souhaitent envoyer aux milliers de touristes attendus dans les mois, voire les années qui viennent. Surtout, un de ces bidonvilles, Jalousie se situe juste en face d'un complexe hôtelier de réputation internationale et de loin les occupants d'un autre fleuron du tourisme de luxe peuvent voir aisément ce bidonville moche accroché comme une plaie sur le flanc de la montagne.

Toutes ces circonstances mises ensembles ont provoqué une réaction rapide du gouvernement qui décida comme par enchantement de donner un coup de main aux habitants de Jalousie et faire d'une pierre deux coups « embellir » ce bidonville. Du coup Morne Calvaire, se voit entrer dans un plan dénommé 16-6 qui consiste à rénover ou du moins à installer un écran de peinture devant chaque maisonnette de Jalousie. En deux temps trois mouvements, l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP) a mis en place son plan de rénovation. En effet, le gouvernement a décidé de repeindre la façade de chaque immeuble de l'ensemble des bidonvilles de Jalousie, Morne Lazare, Morne Hercule, Nerette, Tchétchénie, Desermith, Morne Calvaire, etc. Un mariage multicolore a été fomenté afin de redonner une nouvelle image à ces bidonvilles qui font face comme une provocation à des habitations dont seuls leurs propriétaires connaissent leurs prix.

Les villes de province aussi se laissent envahir par les bidonvilles. Au Cap-Haïtien avec les bidonvilles de Shada, de Cité Lescot, de La Fossette. Les Cayes avec les bidonvilles des bords de la Ravine du Sud et de Nan Savane. Les Gonaïves avec

*Suite à la page (15)*

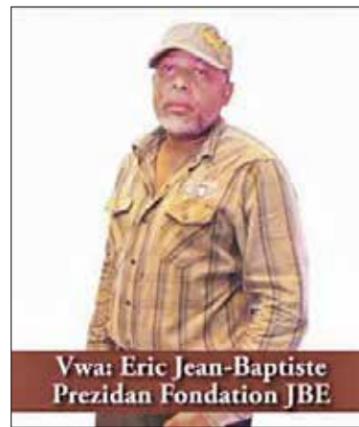
## Des malheureuses en quête de nourriture, échauffourée, 8 morts

Par Jackson Rateau

À travers un pays où des gens vivent de galettes de boue cuites pour ne pas crever de faim, le gouvernement Martelly/Lamothe se targue, au grand renfort de propagande et de mensonges, d'être le sauveur du peuple haïtien. C'est la première fois, disent-ils, qu'il existe en Haïti des programmes sociaux tels Timanman Chéri, Ede Pèp, Kore Etidyan, etc. Toutefois, ces programmes, très vilipendés par la population, compte tenu de leur portée précaire et de leurs exigences de participation, ne visent qu'à humilier les bénéficiaires.

Dans celui de Ede pèp ou Timanman Chéri, par exemple, on a distribué dans certains quartiers populaires, des kits alimentaires qui ne sont que des petits sachets contenant 1/16e de gallon d'huile de cuisine, une livre de riz, une livre de maïs et une livre de haricots.

C'est dans cette atmosphère de programmes bidon que, le mardi 24 Décembre dernier, chez les Sœurs



Vwa: Eric Jean-Baptiste  
Prezidan Fondation JBE

Eric Jean Baptiste

Salésiennes de Carrefour, banlieue sud de Port-au-Prince, lors d'une distribution de produits alimentaires sous les auspices de la Fondation Eric Jean Baptiste, 8 femmes haïtiennes sont mortes asphyxiées, alors que dans une foule très dense où les bénéficiaires s'entrechoquaient, elles attendaient pour recevoir leur portion de ce cadeau annuel. Le juge de paix de Carrefour

Auriol Alexis, après avoir procédé au constat du drame, avait ordonné le transport des cadavres à la morgue. Eric Jean Baptiste, le responsable de la fondation du même nom, a exprimé ses regrets devant cette tragédie survenue à cause d'une situation de misère accrue. Il dit avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour accompagner les proches des victimes.

D'autre part, de manière récurrente, pendant toute l'année 2013 d'ailleurs, des compatriotes qui s'obstinent à fuir la misère du pays, ont été victimes une fois de plus, au large des océans. Le mercredi 25 Décembre dernier, en effet, le jour de la Noël, un esquif ayant à bord 51 compatriotes haïtiens, a fait naufrage au large des îles chicken & Caïkos. 18 des voyageurs clandestins sont morts noyés, tandis que les 33 autres rescapés ont échoué en taule sur l'île. Le chef des gardes côtes de l'île, Coling Farakya, a tenté de sauver le voilier haïtien au moyen d'un navire remorqueur ; mais quand même, l'esquif en détresse, très chargé d'ailleurs, a fini par couler. C'est ce qu'a rapporté l'Agence

## Quel rôle veut jouer l'Eglise catholique ?

Par Thomas Péralte

Les représentants de l'Eglise catholique romaine en Haïti, regroupés au sein de la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH) ont définitivement pris la décision de tenir les rênes du dialogue ou de la négociation entre certains acteurs politiques pour essayer de trouver une issue à la crise politique qui ronge la santé politique du pays, tantôt 3 ans, depuis l'arrivée du régime néoduvallériste, de Michel Joseph Martelly au timon des affaires. Pour ce faire, ils ont institué une autre structure dénommée, Conseil Episcopale de Médiation (CEM), composé de 5 membres, dont les noms n'ont pas jusqu'à présent été révélés, pour mener le processus du dialogue. C'est le président de la CEH, l'Evêque du Sud, Chibly Langlois, qui en a fait l'annonce, le mardi 24 décembre dernier.

L'année dernière (24 décembre 2012), les membres de la plateforme Religions pour la Paix Haïti, regroupant des représentants des Eglises : Catholique, protestante, vodouïsant et anglicane avaient accouché d'un « accord de Noël » qui donnait naissance à un organe électoral inconstitutionnel dénommé Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP). Ce Collège a eu pour mission d'organiser les élections partielles sénatoriales et des Collectivités territoriales, mais un (1) an plus tard rien n'a été fait. Entre-temps d'autres échéances électorales pointent à l'horizon, de nouvelles crises politiques rongent le pays. Le peuple gagne les rues en foule exigeant le départ du président Martelly pour non-respect de la constitution et des lois républicaines, quand corruption et népotisme gangrenent les institutions régaliennes.

Et alors, les représentants de l'Eglise Catholique vont-ils réussir là où ceux de la plateforme Religions pour la Paix Haïti ont échoué ? Les acteurs politiques ont-ils du reste la volonté de résoudre cette crise ? Et ont-ils intérêt à le faire ? Où se trouve la communauté internationale dans tout cela ?

A la surprise de plus d'un, le mardi 24 décembre 2013, le président de la Conférence Episcopale d'Haïti, l'Evêque des Cayes, Chibly Langlois a convoqué la presse pour informer le peuple haïtien de sa décision de servir de médiation dans toute éventuelle né-



Le président de la CEH, l'Evêque du Sud, Chibly Langlois



Monseigneur Pierre André Dumas

gociation ou dialogue entre les acteurs politiques. Selon lui, les 5 membres de CEM se sont déjà entretenus à plusieurs reprises avec les représentants du pouvoir législatif et certains représentants de partis politiques et d'autres ont été contactés par leurs proches. Ils entendent poursuivre les discussions avec l'Exécutif, le Législatif, les partis et regroupements de partis et des membres de la Société Civile minoritaire. Les discussions se déroulent autour des thématiques suivantes : les élections, la constitution et la gouvernance.

Dans la foulée, monseigneur Chibly Langlois a eu à déclarer : « La Conférence Episcopale d'Haïti se fait toujours le devoir d'accompagner le peuple de Dieu et le peuple haïtien également. » Toutefois, certains acteurs politiques ont déclaré que : « L'Eglise catholique est le dernier rempart moral de la nation. » D'autres ne passent pas par quatre chemins pour critiquer le comportement de l'Eglise catholique qui se dit être une force morale face aux diverses dérives du pouvoir. Dans l'histoire de l'Eglise catholique, les plus hautes autorités de ladite Eglise se sont toujours mises du côté des oppresseurs contre les opprimés, du côté de la classe dominante contre les dominés, du côté des exploités contre les exploités, du côté des bourreaux contre les victimes, du côté des dictateurs contre le peuple. En Haïti, durant les 29 ans de la dictature des Duvalier la hiérarchie de l'Eglise catholique était toujours du côté des dictateurs.

Ce n'est qu'à la fin du règne de ce régime, avec le développement de la théologie de la libération à travers l'Amérique latine, que certains membres de l'Eglise catholique se sont ressaisis et ont accompagné le peuple

haïtien dans la lutte pour le renversement du régime fasciste des Duvalier. Le 7 Janvier 1991, suite aux élections libres, transparentes et démocratiques du 16 décembre 1990 que l'ex-prêtre de Saint-Bosco, Jean Bertrand Aristide, avait remportées haut la main à plus de 67% des scrutins, l'archevêque de Port-au-Prince, monseigneur François Rolph Ligondé, prêt à bénir le coup d'Etat « préventif » de Roger Lafontant, disait haut et fort à ce dernier : « N'ayez pas peur », l'Eglise est avec vous. La plus haute autorité de l'Eglise catholique a eu le toupet d'appuyer un Coup d'Etat criminel contre un président élu démocratiquement, lors des seules premières élections libres qu'ait connues le pays depuis son existence.

Récemment, après avoir imposé un étranger, en toute vraisemblance, à la tête de la première République noire du monde, l'un des hauts placés de l'Eglise catholique, en la personne de l'Evêque du Cap-Haïtien, monseigneur Louis Kébreau, à la manière de son grand frère Ligondé, a donné au président Martelly le conseil franc et sincère de s'habiller en Sweet-Micky pour diriger le pays. L'Eglise catholique à travers Religions pour la Paix où elle s'était fait représenter par Monseigneur Pierre André Dumas qui coordonnait les activités de ce groupe de religieux, avait participé au renforcement de la crise politique lors de l'affaire des faux ou vrais passeports de monsieur Martelly, liés au dossier brûlant de nationalité étrangère de ce dernier.

Les membres de Religions pour la Paix avaient jeté de l'eau froide sur ce dossier pour protéger un homme qui n'a pas les qualités requises pour devenir président d'Haïti. Elle a participé également à mettre en place en dehors de toutes les normes

*Suite à la page (15)*

# Premier Janvier 2014 : Martelly relance le duvalierisme !

Par Thomas Péralte

Après plus de 400 ans de vie dans l'esclavage, 13 ans de lutte acharnée et le kidnapping du pionnier de l'indépendance de la première République nègre du monde, Toussaint Louverture, les héros de la libération des esclaves, sous le leadership du père de la patrie, Jean Jacques Dessalines, proclament l'Indépendance d'Haïti le premier janvier 1804. Cette date marqua l'histoire de l'humanité, la rupture totale avec le colonialisme et mit fin ainsi au système esclavagiste. Par cet acte d'indépendance, la liberté des nègres fut proclamée, la nation haïtienne et l'Etat haïtien prirent naissance.

210 ans après, où en est-on? Haïti est-elle réellement indépendante sur le plan politique et autonome sur le plan économique ? A un moment où la première République nègre fait face à une crise politique aiguë, où sont les soi-disant intellectuels du Collectif NON et les dirigeants du mouvement GNBiste qui participèrent au boycott de la célébration du bicentenaire de l'Indépendance. Quel a été le comportement des classes dirigeantes haïtiennes en ce qui a trait à la célébration de 210 ans après de l'épopée de 1804. Quelle est la situation du peuple haïtien ?

Une fois de plus, cette année encore, après 210 ans d'indépendance, Haïti vit toujours sous une force d'occupation imposée depuis près de 10 ans par les puissances néocolonialistes et impérialistes à travers l'organisation des Nations Unies (ONU). Cette force d'occupation a introduit, il y a 3 ans déjà, l'épidémie de Choléra dans le pays qui a tué près de 9000 Haïtiens et en a contaminé plus de 800.000. Elle a non seulement piétiné la souveraineté nationale de cet Etat libre et indépendant, violé également le droit à l'autodétermination du peuple haïtien, commis des crimes qu'on peut classer comme des crimes contre l'humanité, mais elle a également imposé des dirigeants au plus haut niveau de l'Etat, après avoir participé activement à la déstabilisation du pays et à la destruction de son économie, qui repose essentiellement sur la production agricole. Dix ans plus tard, elle est devenue prédatrice de la souveraineté de la première République noire du monde.

Dix (10) ans après le boycott de la célébration de l'Indépendance par les intellectuels du Collectif NON et les dirigeants du mouvement anti-Lavalas dénommé Grenn nan Bouda, ces individus portant toujours des chaînes de colonisés dans leurs cerveaux (GNB), eux qui ont facilité le débarquement des forces étrangères, le premier juin 2004 pour une deuxième fois, après celui du 15 juillet 1915. Quelle est actuellement la situation du pays sur le plan politique et économique ? Le pays vit sous la dépendance des puissances étrangères avec la complicité de leurs collabos locaux de la classe politique traditionnelle, anti-changement. Les dirigeants placés à la tête de la République nègre par les forces occupantes s'amusent à fabriquer des crises dans le but de maintenir l'occupation et de restaurer le régime totalitaire duvalériste. C'est dans cette perspective que le pouvoir en place pro-occupation a invité l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier et ses sbires à la 210e commémoration de la libération des Noirs des chaînes colonialistes, à la place d'Armes des Gonaïves.

En effet, le mercredi premier janvier 2014, comme à l'accoutumée, les représentants des trois grands pou-



De gauche à droite Prosper Avril et son épouse Marie-Ange, Martelly et sa femme Sophia, Véronique Roy et Jean-Claude Duvalier

voirs de l'Etat ont participé aux cérémonies marquant le 210e anniversaire de des institutions indépendantes, d'un représentant du parti politique à savoir,



Un des membres du parti PHTK de Martelly

l'Indépendance d'Haïti. Cette année encore, deux événements ont marqué cette célébration : le Te Deum traditionnel à la cathédrale du Souvenir Saint-Charles Bohomé dans la Cité de l'Indépendance et un rassemblement commémoratif sur la place où fut proclamé l'Acte de l'indépendance par les héros de cette épopée. Le célébrant principal, l'Evêque de l'Artibonite, monseigneur Yves Marie Péan a délivré un message de paix, d'unité et de réconciliation nationale entre autres.

Ce fut en présence du président Michel Joseph Martelly et sa femme, Sophia, du Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, du président et du vice-président de l'Assemblée Nationale, respectivement Desras Simon Dieuseul, Jean Tholbert Alexis ; du président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, Me Anel Alexis Joseph, des membres du cabinet ministériel, des représentants

le responsable de la Konvansyon Inite Demokratik (KID), Evans Paul alias K-P ; de l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier, de l'ex-militaire putschiste, Prosper Avril et des représentants du corps diplomatique dont l'ambassadeur de l'ex-pays colonisateur, la France en Haïti..

De prime abord, monseigneur Yves Marie Péan a rappelé que le premier janvier marque une triple célébration : le jour de l'indépendance d'Haïti, la fête de Sainte-Marie et la journée mondiale de la paix. Dans son homélie, il a dénoncé l'injustice sociale et la corruption qui gangrènent les pouvoirs publics ; les écarts sociaux qui existent entre les nantis et les dépourvus, les conditions déplorables dans lesquelles vivent les familles haïtiennes. Il a souhaité que cette nouvelle année en soit une de réconciliation, de paix, de progrès social et économique, de dialogue constructif, de consensus, d'unité, d'évaluation et de



De gauche à droite, le président du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, Anel Alexis Joseph, le président de la chambre des députés Jean Tholbert Alexis, le président du Sénat Dieuseul Simon Desras, le Premier ministre Laurent Lamothe, Sophia et Michel Martelly

réflexions profondes, et de prise de résolution pour le bien être de la nation. Il a parlé également de la reconstruction d'Haïti, 4 ans après le tremblement de terre qui a ravagé le pays, le 12 janvier 2010. Pour lui la reconstruction ne devrait pas être une simple question de rebâtir les édifices publics, une initiative des pouvoirs publics, mais avant tout, avoir le sens du bien commun, prioriser les intérêts supérieurs de la nation et mieux gérer la chose publique.

En dépit du message de paix et de réconciliation lancé par monseigneur Yves Marie Péan, on pouvait remarquer sur les visages des deux représentants des deux grands pouvoirs, en l'occurrence le président du Sénat Desras Simon Dieuseul et le président Michel Martelly des signes de guerre. Certains se demandent, si les représentants des deux pouvoirs seront-ils vraiment prêts pour s'asseoir autour d'une table de dialogue ?

Après la cérémonie religieuse de la commémoration du 210e anniversaire de l'indépendance d'Haïti, les délégations se sont rendues sur la Place d'armes des Gonaïves pour la célébration politique de cette date. Le porte-parole de la présidence, Lucien Jura qui a fait office d'animateur, après un court rappel historique, a invité, comme le protocole le prévoyait, l'agent exécutif Stevens Saint-Fleur à la tête de la Marie de cette ville, à prendre la parole. Dans ses propos de circonstance, celui-ci a fait un bref rappel historique de la commune des Gonaïves devant quelques centaines de partisans, venus de la capitale et d'autres ville du pays, restés indifférents durant toute la cérémonie. Alors qu'il a rappelé quelques projets réalisés, selon lui, par le gouvernement, les participants ont répondu à l'oral et ils n'ont pas répondu aux appels d'applaudir dudit premier citoyen de la ville.

Avant l'allocution du président Martelly, Lucien Jura a rappelé que tous les anciens présidents qui sont au nombre de 8 et tous les représentants de la classe politique avaient été invités à prendre part à la célébration. La majorité d'entre eux ont brillé par leur absence dans cette cérémonie, même le député des Gonaïves, Sadrac Dieudonné a également brillé par son absence. On doit signaler aussi l'absence de la population des Gonaïves qui en a marre du mensonge et du bluff de la part du pouvoir Martelly-Lamothe.

Constatant l'indifférence des observateurs et des curieux présents sur la place de l'indépendance, le président Martelly a ordonné aux agents de sé-

curité de faire avancer plus près de lui quelques participants. Entre-temps, on voyait apparaître sur l'écran de la Télévision Nationale d'Haïti (TNH) le texte de quelques extraits de l'Acte de l'indépendance, tel que : « Du sol soyons seuls maîtres », ce qui n'existe pas depuis un certain temps avec la présence des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH.

A la manière du monseigneur Yves Marie Péan, le président Martelly a parlé de paix, de dialogue, d'unité, de stabilité politique facilitant la création d'emploi, de la réalisation (comme toujours) des élections, de promotion de la démocratie et de la sécurité pour l'année 2014, ce dans son discours qui n'avait aucune portée historique. Il a voulu rappeler que si nos ancêtres étaient là, ils lutteraient contre les forces du chômage, de la faim, de l'insécurité et de l'ignorance. Il a promis le décaissement de 5 millions de dollars US pour les préparatifs de carnaval national de 2014, qui se déroulera aux Gonaïves en février prochain.

Contrairement à ce que disait le président Martelly, il faut rappeler que si nos ancêtres étaient vivants aujourd'hui ils mèneraient un combat sans merci contre la présence des forces d'occupation de l'ONU, comme ils le firent contre la force napoléonienne de l'armée française. Resté fidèle à son idéologie d'extrême droite, il n'a pipé mot des forces d'occupation de la MINUSTAH. C'est pourquoi, il a délibérément choisi d'inviter l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier à la célébration du 210e anniversaire de notre indépendance. Justice n'est pas encore rendue aux parents des trois jeunes tués aux Gonaïves : Jean Robert Cius, Mackenson Michel et Daniel Israël par les sbires de Jean Claude Duvalier, les 29 novembre 1985, deux ans avant sa chute. Comble d'ironie et d'impudeur, Evans Paul, victime des régimes militaires duvalériste, a retrouvé sa famille idéologique de droite par sa participation aux côtés du dictateur, Jean Claude Duvalier et de son tortionnaire, Prosper Avril. Il était l'unique dirigeant de parti politique de l'opposition à prendre part à cette célébration éhontée du 210e anniversaire de la proclamation de l'indépendance haïtienne ce premier janvier 2014.

Cette commémoration a eu lieu dans une atmosphère de crise politique qui perdure tant que ce régime antidémocratique restera au pouvoir. Elle s'est également tenue sous l'occupation des forces de l'ONU.

## A quoi aboutirait la réunion de Ouanaminthe ?

Par Isabelle L. Papillon

Ouanaminthe, ce mardi 7 janvier 2014, s'est tenue la première réunion de la Commission binationale formée sur la proposition du président du Venezuela, Nicolas Maduro, lors de la réunion de l'ALBA en décembre de l'année dernière. Du côté d'Haïti, le pouvoir s'est fait représenter en majorité par des membres de son gouver-

nement, à savoir : le Premier ministre, Laurent Lamothe, les ministres, Wilson Laleau, de l'Economie et des Finances, également ministre a i du Commerce et de l'Industrie ; David Bazile de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales ; Pierre Richard Casimir, des Affaires Etrangères et des Cultes ; et de l'économiste Nesmy Manigat ; des représentants du secteur privé ; des organismes de défense des droits

de l'homme et de la communauté internationale, notamment le Venezuela, la CARICOM également présents à titre d'observateurs.

Selon les informations communiquées de la presse, l'objectif de cette réunion est claire : entamer une série de discussions sur la question migratoire, le marché binational, le commerce au niveau de la frontière, la sécurité frontalière entre autres. La question

de la décision raciste, discriminatoire de la Cour constitutionnelle dominicaine prise à l'endroit des Dominicains d'origine haïtienne n'ayant pas été à l'ordre du jour. Alors pourquoi la formation d'une autre commission se demande-t-on ; vu qu'une Commission binationale avait été constituée, il y a déjà 10 ans pour traiter les problèmes mentionnés ci-dessus !

Pour le Groupe d'Appui aux

Rapatrés et Réfugiés (GARR), Haïti doit continuer à dénoncer l'arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine, en dépit de la formation de cette commission et des discussions engagées aujourd'hui à la frontière.

« Nous pouvons continuer à dénoncer cette décision qui pose un problème majeur à l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme en

Suite à la page (15)

## Heureuse année au courageux peuple haïtien !

Par Fanfan la Tulipe

«C'est à l'épreuve du feu que l'on mesure la valeur d'un homme»

Jacques Stéphane Alexis

Les capricieux hasards de la vie nous ont laissés la possibilité de faire bel accueil à la nouvelle année 2014. Chanceux, nous sommes bien des milliards de femmes et d'hommes à avoir pu traverser cette invisible frontière du temps qui sépare une année morte de froid et de vieillesse d'une autre, naissant avec l'espoir d'un autre printemps, pas très éloigné, porteur de jeunesse et de sève féconde. La chaude amitié humaine au cœur, c'est avec ferveur, que je commence cette rubrique avec des vœux qu'en des temps meilleurs Jacques Stéphane Alexis formulait à l'endroit de son ami l'Homme :

*Heureuse année à mon ami l'Homme !*

*Heureuse année aussi à ceux qui se cherchent et ne se trouvent pas encore. Heureuse année aussi à ceux qui ont trébuché dans le chemin difficile. Heureuse année quand même à ceux qui ne croient à rien, même pas à eux-mêmes. Heureuse année, bien sûr, à tous ceux qui souffrent, luttent, espèrent et croient toujours. Heureuse année à tous mes frères, mes amis, à tous mes compagnons du spirituel qui combattent pour trouver la joie, la paix du cœur, et le sentiment du devoir accompli.*

Merci à l'ami Jacques Stéphane Alexis, que je n'ai jamais eu la chance de rencontrer. Quel vide n'aura-t-il pas laissé dans ma vie d'intellectuel militant et que je ne pourrai jamais combler ! Merci, Jacques, de nous avoir laissé ces vœux, témoins du bel et merveilleux humanisme qui t'a conduit jusques aux rives de «la belle amour humaine». Merci de nous avoir appris à chercher l'Homme en nous et autour de nous, à le trouver, à l'accompagner sur le chemin du devoir accompli, avec aussi le sentiment du devoir accompli.

Heureuse année à mes amis, lecteurs, lectrices, ceux et celles que je connais, que j'ai souvent rencontrés, ceux et celles que je ne connais pas encore et que je souhaite un jour rencontrer sur la route du chemin difficile d'une militance de tous les instants, debout dans nos fières sandales de principes sans concession, car notre lutte, aussi modeste soit-

elle, est à l'unisson des desiderata d'un peuple qui espère finalement voir la lumière de changements fondamentaux tant souhaités, à l'autre bout du tunnel de leur quête d'un autre monde, meilleur, digne d'être vécu, cet autre monde de justice, de fraternel internationalisme qui est possible.

Heureuse année à ceux qui se cherchent et ne se trouvent pas encore, parce qu'ils sont habités par le doute, les incertitudes du moment, les ambiguïtés de maints discours ambiants. Au détour d'une expérience vécue, ils croient avoir trouvé la bonne voie, le chemin qui les conduira vers une stabilité de pensée et de détermination dans l'action. Mais, c'est pour trébucher, vaciller et retomber dans leur doute. Comme Robert Bruce, ils doivent persévérer en observant la ténacité et l'intelligence du peuple à se battre, à résister et à gagner bien des batailles.

En effet, Robert Bruce, roi d'Ecosse entre 1306 et 1314, s'était réfugié dans une chaumière de l'île de Rachrin, au large des côtes irlandaises, après avoir été vaincu par le roi d'Angleterre Edouard 1er. Désespéré et prêt à renoncer au combat, Robert Bruce observait une araignée qui, suspendue au bout de son fil, tentait de sauter d'une poutre à l'autre. Six fois de suite l'araignée tomba dans le vide. La septième fois, elle réussit à atteindre la poutre. Bruce qui avait perdu six batailles prit courage, il reprit alors le combat et remporta de nombreuses victoires.

Heureuse année aussi à ceux qui ont trébuché dans le chemin difficile, ceux-là qui comme Bruce ont eu des moments de découragement, de lassitude aussi bien physique que morale, parce que la route qui mène à la victoire rêvée est abrupte, tortueuse, cahoteuse, rocailleuse, semée de crevasses. Dans cette longue lutte contre les forces de ténèbres qui, cruellement, retardent l'émergence de l'aube victorieuse des peuples, le mot d'ordre doit être au courage, à la persistance, à la détermination de réussir. Vertières, Dien Bien Phu, la Longue Marche de la Chine, le Vietnam victorieux, l'épopée de la Sierra Maestra, la force de combat socialiste du peuple vénézuélien sont là pour nous le rappeler.

Heureuse année quand même à ceux qui ne croient à rien, même pas à eux-mêmes. N'ayant ni boussole, ni étoile polaire pour se diriger, ils se laissent emporter comme des fé-



Jacques Alexis en Chine en 1961, troisième à partir de la gauche. Archives de Gérard Bloncourt

tus de paille par n'importe quel vent contraire. Au palmarès de leur vie ne brille même pas la lueur vacillante d'une quelconque réussite. N'ayant jamais cru à rien, n'ayant jamais eu la capacité de croire à eux-mêmes, de croire à la force de mobilisation, créatrice de changements, des êtres humains, ils n'ont jamais pu être de vrais guides, de vrais repères moraux. Le pouvoir actuel, dérisoire, palot, incohérent et aberrant, en est bien la preuve.

C'est surtout à tous ceux qui souffrent, luttent, espèrent et croient toujours que nous souhaitons une heureuse année, car ils sont la flamme vivante qui à la fois éclaire et réchauffe. Flamme qui, dans l'obscurité imposée par les forces du statu quo, éclaire la route du combat à livrer sans relâche contre les ténèbres du malheur. Flamme qui réchauffe du froid qu'il fait de vivre au sein de sociétés dont les élites irresponsables semblent avoir capitulé face aux forces du consumérisme morbide et du gain maximum au détriment de la force de travail des «damnés de la terre». Malgré les vicissitudes de toutes sortes, nous leur souhaitons une heureuse année, car eux aussi, ils ont droit à un peu de bonheur, un peu de chaleur humaine au fond du cœur, pour continuer à croire et à vaincre, éventuellement.

Heureuse année à mes frères et sœurs, camarades du journal, qui croient en la lutte du peuple haïtien

pour un avenir meilleur, pour une Haïti souveraine, pour une nouvelle indépendance, pour l'émergence d'une nation dont les citoyens n'aient plus honte de leurs dirigeants, de leurs élites et d'une catégorie d'intellectuels qui ont pactisé avec l'étranger pour saboter le bicentenaire d'Indépendance. Heureuse année que nous leur disons parce qu'ils auront toujours besoin de leur lucidité et de leur indéfectible attachement à la lutte du peuple haïtien pour mener à bien et à bon port un combat noble, généreux, digne du grand stratège de la victoire de Vertières.

Heureuse année à tous mes frères, mes amis, à tous mes compagnons du spirituel qui combattent pour trouver la joie, la paix du cœur, et le sentiment du devoir accompli. Heureuse année à tous les Haïtiens, toutes les Haïtiennes qui se sentent les compagnons du spirituel de Jacques Stéphane Alexis, Jacques Soleil, Jacques notre compère, dont le chant d'arbre musicien, sur un rythme de yanvalou, nous donne la force de continuer la lutte, avec au cœur la paix, la sérénité, le sentiment du devoir accompli, et la joie de faire partie de cette humanité qui s'est mise à marcher avec la Révolution cubaine et le Socialisme du XXIème siècle vénézuélien et que rien n'arrêtera.

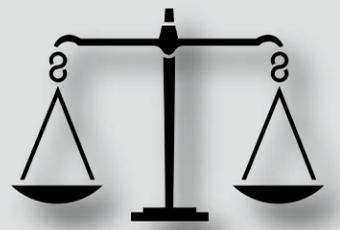
Soyons «des hommes de l'avenir, des premiers de cordée de la race des hommes» ! Heureuse année à mon

### PAUL J. JOURDAN ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
(718) 859-5725  
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation  
(Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



### RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

67 Khz  
www.radyopanou.com

- Depuis 2002
- Nouvelles
  - Analyse
  - Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:  
(718) 940- 3861

Studio:  
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702  
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992  
(718) 469- 8511

ami l'Homme ! Heureuse année au courageux peuple haïtien !

**G.K. Multi-Services**

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume

MoneyGram International Money Transfer

DHL WORLDWIDE EXPRESS

GIROSOL

nopin LONG DISTANCE

UNITTRANSFER a subsidiary of United Net

C.A.M.

(Guy & Vicky)

196-19 Jamaica Ave.  
Hollis, NY 11423

**718.217.6368**

**GET YOUR TAX REFUND FAST**

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269  
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226  
(between Clarendon Rd & Avenue D)

**CHERY'S BROKERAGE**

**Grenadier Multi-Service**

- Income Tax Preparation  
(Rapid Refund, Electronic Filing, Business Taxes)  
\$30 off tax preparation
- Translations (English, Français, Kreyòl)
- Immigration (Documentation Preparation)
- Faxing & Copies

1583 Albany Avenue,  
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718.421.0162  
Cell: 917.202.3833

## 2014 SAN BÈF

Bourik Kasayòl  
Chwal Wosiyòl  
Travay kou bouki  
Nan lanfè faktori  
Sou tout do tòl  
Nan gèp panyòl  
Pou bèf boujwazi  
Pou bèf pouriti  
Ki gen bon dyòl  
Garyonnen pou  
kò l

Twa lane trepase  
Nan chodyè lep-  
ase  
Vye bèf ap boloze  
Nan kouliwa ko-  
ridò  
Lalwèt Twoudinò  
Se gou fyèl lan-  
mò

Nan dyòl bèf woz  
Se ribanbèl laloze  
Mizè n pa gen  
poz  
Grangou move  
gou  
Kolonize tout  
lakou  
Met sante n aj-  
enou

Twa lane manti  
Anba lang pouriti  
Manti gwosè Ay-  
iti  
Pwomès aloral  
Plizyè bal kana-  
val  
Mizè a vin pi mal

Manti fè kenken  
Manti kou vye  
chen  
Manti se sèten  
Pepinyè lekòl  
gratis  
Pou pitit Ti Malis  
Sot Jeremi al  
Karis  
Manti men longè  
Sot nan fon palè  
Depase Mibalè

Yon lane pati  
Yon lane fini  
Ayiti toujou fouti  
Demokrasi pran  
lyann  
Dwadelòm sis-  
pann

Lasante pran ka-  
bann

Yon bèf senden-  
den  
Yon vye bèf vo-  
ryen  
Benyen n ak  
tenten  
Pèp Bèlè ap soufri  
Tout Solèy pran  
lari  
Ka bèf la se bèl  
plezi  
Benyen n ak  
manti

Ala bèl sa bèl  
Sou figi tout riyèl  
Jis Fon Jannwèl  
Yon lane nèf  
San okenn bèf  
Se t ap las trèf

Ala bèl sa va bèl  
Lè sou tout lotèl  
Anba tout chapèl  
Lè bourik sikren  
Fin byen goumen  
Bèf pap garyon-  
nen

Yon lane je klere  
Pou n ka de-  
maske  
Vye bèf mafweze  
Yon bèf tout bèt  
Yon bèf sousèt  
K ap souse lèt kèt  
Yon ane je klere  
Pou n mobilize  
Pou n dechouke  
Vye bèf malvey-  
an  
Vye bèf san man-  
man  
Vye bèf aganman

2014 yon lane  
nèf  
2014 san okenn  
bèf  
Pou tout las trèf  
Ka koupe tout wa  
Ki lage Ayiti  
Toma  
Nan ribanbèl  
traka

**J. fatal PIARD**

## 12 Janvye 2010-12 Janvye 2014: 4 lane aprè moun nan kan yo pa janm sispenn viktim



Moun k ap viv nan kan Kanaran yo nan yon reyinyon

Anviwon 4 lane aprè tranble-  
manntè 12 janvye 2010 la,  
malere yo kontinye ak viktim anba  
men grandon yo nan peyi a, ki pa  
janm sispenn pou do yo mete yo  
deyò sou tè kote yo te tabli tant  
yo. Grandon sa yo jwenn sipò nan  
men otorite ki nan pouvwa tètka-  
le a ak lajistis wòz la pou komèt tout  
kalte move zak sou malere yo. Se  
konsa moun nan kan Delma 2 ak  
Vilaj Mozayik la, ki te nan Delma  
30 lan kontinye ap viktim tout kalte  
move zak anba men swadizan met  
tè yo. Nan kan Delma 2 a, jedi 26  
desanm 2013 la, malgre pwotesta-  
syon moun yo nan kan an, lapolis  
debake epi kraze tant yo, voye gaz  
lakrimojèn sou moun yo, mete tout  
bagay yo deyò, lage moun yo nan  
lari a ak tout papye enpòtan yo,  
timoun sou bra yo, yo pa konn si  
pou yo monte, si pou yo desann.

Se menm sityasyon sa a, vik-  
tim ki nan kan Vilaj Mozayik yo ki  
nan Delma 30 ap viv. Aprè yo te fin  
pouse do yo mete yo deyò nan kan  
sa a, yo t al tabli tant yo sou wout  
nasyonal #1 a, zòn Sen-Kristòf.  
Jounen jodi a grandon yo ak gran  
chabrak nan pouvwa tètka-  
le a, k ap kale tèt pèp ayisyen an ap fè tout  
kalte magouy pou mete yo deyò. Se  
poutèt sa, yo te rele laprès Jounen  
lendi 30 desanm ki sot pase a pou  
mete nasyon an okouran sou tray  
y ap pase anba men moun sa yo e  
yo te deklare: Moun k ap viv nan  
Vilaj Mozayik nan zòn Sen-Kristòf,  
leve vwa yo byen wo pou yo rele  
anmwè pou zak kriminel Henry K.  
Thevenin voye fè sou yo, , jou ki  
te 7 desanm 2013 la depi 9vè nan  
maten pou rive 4trè nan aprèmidi.  
Nan misyon sa a, te gen 17 polisye  
ki gen UDMO ladan l e plis pase 20  
nèg ame ak manchèt.

Mèt Leblanc ta fè konprann  
Tribinal Kwadèboukè a ta voye yo  
egzekite yon òdonans pou degèpi  
tout sitwayen ki nan Vilaj la ; alòske  
dirijan yo pa t wè anyen ki pwouve  
sa. Gwoup sa te montre yo san pitye  
pou sitwayen ayisyen sa yo ; kote  
yo te kraze 66 tant ak kay yo te  
kòmanse konstwi, bat timoun, mal-  
trete fanm ansent kase tèt moun ak  
kout zam epi krabinen tout moun ki  
pa t dakò ak enjistis sa yo.

Jou lendi 9 desanm lan menm,  
yo te retounen ak traktè kote yo te  
mete atè tout kay ki te rete yo e yo  
mande pou otorite yo nan peyi a

pran responsabilite yo moun k ap  
viv nan Kanaran, ki lage pou kont  
yo kote asosyasyon malfektè ap fè  
lalwa chak jou.

Pou enstans ki konsène yo  
onivo Lajistis, pran responsabilite  
yo pou egzijè yo bay viktim yo jistis  
ak reparasyon; pou malere yo sis-  
pann viktim anba men kriminel yo.  
Pou lapolis la pran responsabilite l,  
nan pran mezi ki nesese kont tout  
moun ki bay lòd pase dwa pèp la  
anba pye ; kote plis pase 7 moun  
blese, yon tibebe pran gaz lakrimo-  
jèn.

Komite Vilaj Mozayik ap fè  
sonje lajistis pa gen mèt. Li pa la  
sèlman pou yon gwoup moun san  
pitye; men tou, pou tout sitwayen  
ki kwè nan chanjman pou yon de-  
men miyò.

Viv dwa tout Ayisyen k ap viv  
Kanaran. Viv dwa tout moun pou  
yon Leta dedwa.

Viktim yo kontinye ap mande  
ki kote 30 mil kay, Michel Martelly  
te di l genyen, se prezidan Préval ki  
pa t vle ba l tè pou mete yo ? Pwo-  
vèb la di : twou manti pa fon. Jodi  
a se pouvwa tètka-  
le a k ap kaletèt  
pèp la nan patisipe nan zak vyolans  
kont viktim yo.

## Dany Laferrière eli « Imòtel » nan Akademi Franse

Gade kijan y ap aplodi Dany pou-  
tèt yon lonmen l manm Akade-  
mi Franse. Si nan syèk ki sot pase a  
Ayisyen ki te konn li ak ekri te bat  
anpil bravo lè Lafrans te kouwone  
Etzer Vilaire, otè *Dizòm nwa* pou bèl  
kout plim li, mouche Dany menm  
yon moun pa kapab pale sou literati  
ayisyen san ou pa nonmen non l,  
jounen jodi a.

Mizè yon ayisyen ta dwe pou  
tout ayisyen, menmjan siksè yon  
ayisyen ta dwe pou tout ayisyen,  
men se pa konsa sa ye vre ; paske  
gen ayisyen k ap viv byen ki pa janm  
voye je gade sila yo ki nan lamizè.

Lè nou di moun ki save ak sa  
ki pa save yo bat bravo, nou vle fè  
konnen jounen jodi a wòl enpòtan  
medya yo ap jwe kote preske tout  
nouvèl ki bay nan lang manman  
nou, lang tout Ayisyen pale epi  
konprann nan rive nan zòrèy menm  
moun ki pa konn li ak ekri.

Se nan sans sa a, avèk gwo  
evènman sa a ki sot pase la a, n  
ap pwofite mande otorite ayisyen  
yo, tanpri, pou yo ta pibliye nan  
journal Monitè lwa ki mande pou ta  
mete chita Akademi kreyòl la nan  
peyi Ayiti. Menmsi li ta rele Aka-  
demi oubyen Kay Kreyòl, prezans  
li t ap enpòtan anpil pou lang nou  
an. Se yon bon okazyon, sitou tou  
de chanm yo deja vote lwa sou Aka-  
demi kreyòl la.

An n eseye retounen nan ane  
80 yo konsa. Lè UNICEF, USAID,  
te mande gouvènman Duvalier a  
pou l te mete enpe lòd nan dezòd  
ki gen lan ansèyman an sitou nan  
nivo primè a, li te lè li te tan. Ansè-  
yman riral ki te gen nan tèt li minis  
Agriculti ak ansèyman nan vil ki te  
gen minis Edikasyon nasyonal kòm  
majò jon l. Se konsa yon tèt te rache,  
Edikasyon Nasyonal te pran tout kò  
a. Joseph C. Bernard minis nan epòk  
la, te chaje pou l mete yon refòm sou  
pye anba lobyans USAID ak UNI-  
CEF. Prensipal bi refòm nan se te pou  
montre timoun li nan lang kreyòl.  
Malgre sabotaj chè Frè, chè Sè, ak  
kèk otorite nan gouvènman Baby  
Dòk la, lang kreyòl la te rive monte  
tab, li pa tèt kann ankò.

Konsa, anpil save te reyini pou

yo te estriktire kreyòl la. Pami sa ki  
te atire atansyon anpil nan nou se te  
kesyon òtograf kreyòl la. Dapre yon  
dekrè ki te soti, yo te mande pou  
tout moun k ap ekri kreyòl, respe-  
kte òtograf ofisyèl la. Depi jou sa a,  
gen anpil liv ki ekri e ki mache jan  
edikasyon nasyonal mande a. Konsa  
tou, majè pati nan moun k ap ekri  
kreyòl la fè fot nan òtograf ofisyèl  
la. Nou konn rive menm mande si  
jounen jodi a, edikasyon nasyonal li-  
menm bò kote pa l pa fè menm bagay  
la tou. Sa nou wè ak de nawè nou  
sou anpil bandwòl ki konn ekri an  
kreyòl, men yon kreyòl fransize. Si  
yon jou, nou ta rive poze Kay Kreyòl  
nou an, lang pa nou an, omwen ta  
jwenn yon ti kras respè menm jan  
nou respekte lang franse a.

Mesye otorite yo, balon an nan  
pye nou, tanpri pibliye lwa sou zafè  
Akademi Kreyòl la k ap pouri nan  
tiwa laprezidans lan.

**Jean Sorel Pompée**



**Radio  
Soleil d'Haïti**

**Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique**

[www.radiosoleil.com](http://www.radiosoleil.com)

**1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226**

**(718) 693-1025  
(718) 693-5100  
(718) 693-7806**

**Immaculé Bakery  
& Restaurant**  
2 Locations en Brooklyn




**Spécialités**

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

**1227 Nostrand Avenue  
(entre Hawthorne & Winthrop)  
Tél: 718.778.7188**

**1411 Nostrand Avenue  
(entre Linden & Martense)  
Tél: 718.941.2644**

**Envitasyon**  
**12 Janvye 2010 -12 Janvye 2014**



**Sa fè 4 lane depi yon tranblemanntè te vire Pòtoprens tètanba, kote plis pase (300.000) twasan mil moun te jwenn lanmò yo. Pou komemore doulè sa a, Klib Zanmi Ayiti Libète ap envite n nan yon sware refleksyon k ap genyen pwezi, chan, film ak temwayaj nan memwa tout viktim yo.**

**Dimanch 12 janvye 2014, soti 5 kè pou 9h diswa**  
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY

**Atis envite : powèt Tony Leroy, Kertha Georges ak lòt ankò**  
Vini ak balèn oubyen bouji, ap gen yon vijil nan lari a pou nou rann omaj ak tout moun nou pèdi yo.

**Tel: 718-421-0162**

**KAPTE  
BOUKAN**

**101.9 FM • SCA  
Radyo Pa Nou**

**Emisyon KAKOLA**  
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

**Pou yon Ayiti Libere**  
**(917) 251-6057**  
[www.RadyoPaNou.com](http://www.RadyoPaNou.com)  
**Mèkredi 9-10 pm**

# 2013 : l'année-Golgotha de la démocratie en Haïti

Par Jacques NESI

Les analystes sont incorrigibles: ils savent que toute réflexion sur le bilan annuel du régime mickiste d'Haïti est tissé de déceptions, de ratages, de gâchis, de promesses non tenues. Pourtant, ils sont forcés de se soumettre à cet exercice, parce qu'il permet avec le recul de mesurer l'immense gâchis d'un pays qui depuis l'assassinat de Dessalines, se lance dans des bouleversements inaboutis, des aventures dangereuses, avec la même constante: perdre son temps, ne jamais le récupérer. A la fin de chaque année, les analystes se donnent rendez-vous pour regarder dans le rétroviseur du temps perdu, du temps plombé par la désinvolture des gouvernants en place, par la résignation du peuple souffrant, tant d'années englouties par la combinaison des forces ténébreuses de l'intérieur et de l'extérieur. Haïti cette tortue indolente, cet animal hédoniste, cet oiseau volage adore perdre son temps! Haïti, ce pays confié aux vautours et rapaces vampirisant les ressources locales! Sachant qu'ils jouiront de leurs biens mal acquis, en toute quiétude, s'inspirant de la couardise de Jean Claude Duvalier!

Ces crocodiles -sangsues ont un rapport au temps différent du peuple. Combien de temps il leur reste pour amasser fortune, alors que les masses populaires, pliées sous le poids de la misère, implorant tous les dieux en vue d'écourter le temps qui leur paraît long et lassant ! Combien de temps encore ces disciples de danaïdes s'emparant de tout condamneront aux enfers les âmes, classes moyennes et populaires confondues, fragilisées par la misère et la déchéance! Au nom de la démocratie -simulacre diffusée à coups de dollars américains, d'expertise inadaptée et idiote, d'élections injustes, ils sacrifient l'avenir de la jeunesse haïtienne en creusant les déficits, en empilant la dette haïtienne, en anéantissant les ressorts de l'économie nationale.

Établir un bilan du pouvoir Martelly est risqué. En effet, il traduit un accord implicite sur le réveil gouvernemental. Prendre le temps de traiter des actions de l'année 2013 est un signe positif qui renseigne sur l'œuvre engagée, d'une part. Et si on décide d'ignorer ce qui a été accompli, on se heurterait aux diatribes du régime, de l'autre. Il y a eu certes, des initiatives éparses, mais que les «mickistes» présentent sous un jour révolutionnaire. Elles dénotent un rapport au temps nocif et néfaste par les effets sur l'avenir du pays: se moquer des défis urgents, perpétuer la domination de l'oligarchie sur la base de ce qu'Eric Sauray appelle «la pigmentocratie» (dans son livre *Haïti, une démocratie en perdition*, Paris: Dauphin noir, 2006)

Cette réflexion s'alimentera autour de deux pistes : l'état de la démocratie en Haïti en 2013 et la quête d'un cap de gouvernabilité.

## Abordons le premier point. La «démocratie» haïtienne a été à l'épreuve tout au long de l'année 2013.

Elle a été malmenée, ballotée au gré des séquences politiques conçues de toutes pièces ou survenues dans des circonstances fortuites. Elles ont touché ses acquis, elles se sont attaquées à ses fondements. Elles ont laminé les institutions d'arbitrage établies par la constitution de 1987. Elles ont suscité l'espoir des rentiers de crise, ceux qui les allument, et qui prennent le temps

à proposer des solutions qui sont néfastes aux intérêts nationaux. L'année 2013 diffère des années précédentes parce qu'elle a confirmé un déterminisme sociologique. Comme si le mot «crise» est celui qui correspond le mieux à la situation d'Haïti. Comme si la durée, l'intensité des luttes politiques sont déterminées à l'avance. Or cette analyse du déterminisme est à rejeter, parce que la démocratie est affaire de conflits entre les hommes. Comme les sociétés ont leur propre historicité, il revient à chaque société, comme l'explique Karl Marx, de retrouver sa spécificité et de marquer sans doute sa propre trajectoire sur la voie de la démocratie.

Citons quelques faits: la disparition du juge Jean Serge Joseph dans des circonstances troublantes, les menaces sur des journalistes, la bastonnade pour d'autres, l'arrestation des avocats opposants au régime «mickiste», la détention des opposants à la famille présidentielle, des tensions et des conflits permanents avec le parlement, la contestation et la non-publication des actes législatifs par le président de la république, la censure des groupes musicaux critiques du gouvernement lors du carnaval du Cap-Haïtien, la vassalisation de la justice à travers le CSPJ, la volonté de contrôler les résultats du scrutin, la captation du Conseil électoral provisoire, les violations flagrantes de la constitution par le président de la République...etc

A interpréter ces nombreux événements qui ont scandé la vie politique de 2013, on notera que les éléments de cette crise mettent en évidence des causalités bien plus profondes, et s'expliquent non pas depuis 1986 mais depuis 1806. En d'autres termes, la part conjoncturelle dans l'explication mérite d'être relativisée ; même s'il convient de remarquer que les dynamiques de radicalisation l'emportent sur tout besoin de dialogue, laissant place aux extrémismes des deux côtés de l'échiquier politique.

Il ne faut pas s'étonner que la société haïtienne est déstabilisée par les effets de cette crise politique: université, écoles, entreprises, médias, institutions religieuses, société civile...Mais le personnage Martelly n'assume pas la totale responsabilité de cette crise: sa marque personnelle, son style managérial, ses relations au pouvoir et aux institutions, les appuis qu'il obtient de ses tuteurs montrent bien qu'il y est pour quelque chose.

On ne glosera jamais assez sur l'impréparation et l'incapacité de Martelly qui exprime sa soif inassouvie pour le pouvoir. Il souhaite en faire un patrimoine aux ayants droits, à son épouse, ses enfants, comme si la république héréditaire des Duvalier devient contagieuse et transposable à un contexte démocratique. A ce point de vue, Martelly est un homme politique anachronique, en retard, sur son temps, un homme qui a du mal à s'acclimater à une époque de la critique permanente, de la rhétorique contestataire, d'une liberté d'expression incompressible en rébellion contre les nostalgiques de la censure et de la gène. Martelly représente un pouvoir menaçant qu'il faut combattre et affaiblir! Cette semaine encore, alors qu'il participait à la graduation d'une nouvelle promotion de policiers, Martelly ose affirmer que la police nationale «est le bras armé du gouvernement»! On voit bien que cet homme méprise les principes de neutralité auxquels sont soumis les policiers pour en faire des limiers de son gouvernement, des agents prêts à mater avec des moyens répressifs et intraitables les manifestants qui crient



Selon Martelly, la police nationale d'Haïti «est le bras armé du gouvernement»

leur colère contre le pouvoir obscurantiste, maffieux et prédateur.

## Abordons le second point de cette réflexion: L'absence de cap.

Le gouvernement et la présidence mickiste multiplient les initiatives qui ne sont influencées que par le principe de machiavel, recomposé par les communicants de la politique moderne: faire savoir, anticiper, attirer l'opinion publique. Martelly et Lamothe passent le plus clair de leur temps à faire des effets d'annonces. Ils sont avares d'initiatives qui visent à éblouir les yeux: le tourisme, la production d'énergie, l'éducation, l'agriculture... Au lieu par exemple d'investir dans des projets d'avenir des leviers de relance de l'économie locale, Martelly et Lamothe s'amuse à rafistoler les ponts, les chaussées, pour raconter qu'ils sont des modernisateurs. La rénovation peu ambitieuse de l'aéroport est captée par Lamothe et Martelly, présentée comme un vernis modernisateur, alors que ce sont des infrastructures rabougries, qui ne peuvent en aucune façon être considérées comme les clefs de l'avenir d'Haïti. Ils veulent faire un slogan creux et vide «Haïti is open for business» une politique. Ils rameutent l'opinion autour d'un activisme en faveur du développement local. Mais aucune infrastructure vertueuse qui aurait la capacité de recomposer le tissu industriel local, de faciliter la création des emplois, n'a été réalisée. Aucune clef n'est proposée aux problèmes de fond. Toutes les questions sont ramenées à la personnalisation politique. La situation exige des solutions rapides et audacieuses et le temps politique est une pâte à modeler qu'il faut arroser sans répit si l'on ne veut pas qu'elle soit jetée à la poubelle.

Lamothe et Martelly sont suspects de «fainéantisme» idéologique:



La disparition du juge Jean Serge Joseph

toute initiative trouve sa justification dans ce slogan jubilatoire: Haïti is open for business. C'est un slogan de marketing, un somnifère pour les naïfs, un masque pour les analystes. Alors que la politique de redistribution du gouvernement à travers des mesures homéopathiques «katye pa-m poze», «ti manman cheri», une politique malthusienne, qui ne vise qu'à conserver les pauvres dans leurs catégories de miséreux et de pouilleux, refoulés, comme des porteurs du choléra, dans des quartiers pauvres. La redistribution des subsides n'est qu'un pis aller pour renforcer la dynamique des inégalités.

Alors que le salaire des ouvriers qui vendent leur sang et commercialisent leur sueur pour des billets te gourdés conforte la légitimité des patrons -sangsues qui ne distribuent qu'une maigre portion congrue de la valeur ajoutée. Ce n'est pas le paradis des exploités, Haïti! C'est l'enfer des prolétaires, dépouillés de leurs terres, forcés de s'installer dans des bidonvilles de Port-au-Prince! L'année 2013 a été un enfer pour ces dominés, ces pauvres hères. L'année 2013 est celle du calvaire pour les pauvres affamés. Pensons à eux qui se sont entretués, dans une totale indifférence du pouvoir, le 24 décembre en cours,

par exemple, lors d'une distribution de produits alimentaires à Carrefour. En revanche, ce qui motive cette clique, c'est l'accumulation des rentes; celle-ci favorise la construction de réseaux maffieux, étendant leur emprise monopolistique sur divers marchés locaux.

On ne peut espérer une année différente de 2013. Elle s'annonce aussi orageuse que la précédente. La lâcheté du gouvernement face aux autorités dominicaines, la versatilité du président de la république face à une opposition divisée et peu crédible, la «déstructuration des affiliations partisans», l'abattement des militants semblent annoncer pour 2014 de mauvais augures. L'opposition aura une tâche compliquée: la démocratie haïtienne est dépouillée de garde-fous ; elle est livrée aux mains d'un Exécutif qui tire les masses par le ventre, personnalise les débats, suscite une tension permanente entre lui et les institutions de la république. Il reste à mobiliser cette troupe aguerrie, ce troupeau de rebelles insensibles aux sirènes, aux ressources financières et symboliques qui se mettront debout face aux tuteurs de Martelly, face aux parlementaires vénaux qui ont fait du parlement une structure de transactions marchandes, pour défendre ce qui est cher aux Haïtiens: défendre la liberté et son corollaire, l'accès aux conditions d'amélioration de leur bien-être.

Aux termes de ses deux années de pouvoir, Martelly présenté par les naïfs comme peu intéressé par le pouvoir, a su retrouver ses points d'appui. La consolidation de son pouvoir n'est qu'une nouvelle malédiction pour l'Etat de droit, une météo agitée pour l'environnement haïtien, un linceul qui inhume les âmes endolories par la misère et la résignation, un raz de marée aux effets destructeurs pour les pauvres et les faibles, un voile qui dissimule la criminalisation de l'économie (vente de drogues, marchandisation de postes politiques, privatisation des appareils de l'Etat, captation des subventions des marchés publics, pots-de-vin,) derrière les efforts de domination d'une oligarchie sur les richesses et la fiscalité d'Haïti. A ce point de vue, l'année 2014 ne s'annonce pas différente de 2013, année de Golgotha pour la démocratie.

Jacques NESI



**Papeterie & Imprimerie**

Nouvelle adresse:  
101 Lalue,  
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770  
3643-2906

**IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale**  
Furnitures de bureau,  
fournitures scolaires



Director: Florence Comeau

**Interlink Translation Services**

\* Translations \* Interpreters  
\* Immigration Services  
\* Resumé \* Fax Send & Receive  
\* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,  
Brooklyn, NY 11225

**GREAT LEGACY AUTO SCHOOL**



**“At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence”**

8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
(718) 676-4514  
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner  
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes  
Defensive Course Saturday 9AM

# Questionnements sur les projets de logements de la reconstruction

Par Ayiti Kale Je

Quatre ans après le séisme du 12 janvier 2010, des questionnements hantent les quatre principaux projets de logements des administrations René Prével et Michel Martelly dans le cadre du processus de la reconstruction d'Haïti. Qui habite ces logements? Qui contrôle les projets? Les résidents peuvent-ils payer les loyers? Et, sont-ils de véritables victimes du tremblement de terre?

Quatre ans après la catastrophe qui a tué plus de 200 000 personnes, fait au moins 1.3 million de sans abri et endommagé ou détruit près de 172 000 maisons ou appartements, ces nouveaux projets logent des personnes qui ne sont pas nécessairement des victimes, tandis qu'encre plus de 200 000 croupissent dans les camps ou trois nouveaux grands établissements informels appelés Canaan, Onaville et Jérusalem.

Au total, les projets ont permis de construire pas moins de 3 588 maisons ou appartements, pour un coût total avoisinant US\$ 88 millions, selon les chiffres du gouvernement. (Il convient de noter que, en revanche, les bailleurs des fonds internationaux et les agences humanitaires privées ont dépensé plus de cinq fois ce montant – environ US\$ 500 millions – pour les « abris provisoires », appelés « T Shelters ».)

Trois des nouveaux projets sont regroupés dans la zone de Zoranje, non loin du centre-ville, sur la frontière communale de Cité Soleil et de Croix-des-Bouquets. On y trouve, les maisons de l'« Expo Habitat », celles construites par le gouvernement du Venezuela, et le projet dit « 400% ». (La zone de Zoranje abrite aussi le projet de logements « Village de la Renaissance », construit pendant la présidence de Jean-Bertrand Aristide.) Le quatrième est le Village Lumane Casimir de Morne à Cabri, situé à 25 kilomètres au nord-ouest de la capitale sur l'autoroute menant vers Mirebalais.

Une enquête menée par Ayiti Kale Je (AKJ), qui a effectué plus d'une vingtaine d'interviews et plusieurs visites de terrain, a découvert que certains de ces projets sont marqués par la quasi inexistence des services de base, des actes de vandalisme, des vols et des soupçons de gaspillage.

## Expo : De l'inauguration à la squattérification

Le 21 juillet 2011, le Président Martelly, l'ex Président des États Unis Bill Clinton et le Premier Ministre de l'époque Jean Max Bellerive inaugurent l'Expo Habitat : une exposition d'à peu près 60 prototypes d'habitats à Zoranje.

Constituant un des premiers projets approuvés par la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), l'Expo a coûté plus de US\$ 2 millions en termes de financement public pour la reconstruction. Les compagnies étrangères et haïtiennes venues exposer leurs modèles ont dépensé au moins US\$ 2 millions de plus. L'idée était que les entreprises étrangères et haïtiennes parviennent à choisir parmi les modèles avant de s'engager dans la reconstruction.

L'Expo est considérée par tous comme un échec. Peu de gens l'ont visitée et très peu ont choisi un modèle pour reconstruire. Beaucoup parmi les modèles coûtaient chers. « Nous avions vu des solutions très atypiques, qui certaines fois ne correspondaient pas à notre manière de vivre. En tant qu'Haïtien, nous ne voyons pas la question de logements de cette manière. C'était des trucs importés »,

critique David Odnell, directeur de la division logement à l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiment Public (UCLBP), une des trois agences gouvernementales qui s'occupent du logement en Haïti, dans une entrevue le 19 novembre 2013.

Aujourd'hui, les maisons abîmées, avec la peinture écaillée, abritent plusieurs dizaines de personnes investissant bon gré mal gré la majorité de ces habitations nichées entre de nombreuses herbes folles et des dizaines de cabris. « Toutes les maisons ont de nouveaux propriétaires. Ils les ont accaparées », confie une jeune fille enceinte, dont les parents sont « les locataires », d'après elle.

A quelques pas, se trouve la maison d'une autre jeune femme se disant



Le bureau de recrutement pour les logements du Village Lumane Casimir au Morne à Cabri avec les candidats pleins d'espoir. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

« propriétaire » du logis de la fille. Elle porte un bébé sur les bras. Comme la fille, elle voulait garder l'anonymat, mais déclare : « Je n'ai suivi aucune procédure pour l'avoir. J'étais là, c'est mon frère qui assurait la sécurité de la maison... Non, personne n'est venu nous demander de payer. Personne ne vient nous parler. De toute façon, à qui irait-on payer? »

Selon au moins quatre sources, des évidences sur le terrain et un consultant dans un projet de l'État, ce sont des personnes déjà locataires dans l'urbanisation de Zoranje qui ont saisi la grande majorité des maisons de l'Expo tout en mettant quelques-unes en location. « C'est possible », reconnaît l'architecte Odnell de l'UCLBP. « Parce qu'il y a un vide. C'est parce qu'il y a absence de l'État. Je n'appellerai pas cela 'gaspillage', mais plutôt mauvaise planification, parce qu'on pourrait les récupérer dans l'avenir. »



Une jeune fille sortant d'un prototype de logement spolié dans le site de l'Expo Habitat. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

L'homologue d'Odnell à l'agence gouvernementale Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), qui est aussi impliquée dans la question logement, est du même avis. « En dehors de la semaine où les gens lui rendaient visite, l'Expo est tombée à l'eau. Personne ne va là-bas. Personne ne la maintient en vie. Les entrepreneurs

partent et ne font pas la promotion de leur logement », estime Patrick Anglade. « C'est un problème qu'on peut résoudre, mais il faut savoir comment s'y prendre. »

Appelée sur l'Expo, l'agence étatique de logements sociaux l'Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux (EPPLS) a répondu « absent ».

« Nous n'avons aucun rapport avec [l'Expo] », déclare Miaud Thys, directeur général de l'institution.

## Les maisons de Chavez : de la squattérification à l'anarchie

Non loin de l'Expo, se trouvent 128 appartements construits pour US\$ 4,9 millions par le gouvernement vénézuélien durant la présidence de Hugo Chavez, d'où le nom de « Kay Chavez



Un des résidents du projet 400% revenant avec un saut d'eau. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

yo », ou en français, « Les maisons de Chavez ».

La majorité de ces appartements parasismiques – de toutes les couleurs et comportant chacun deux chambres à coucher, une salle de bain, un salon et une salle à manger et cuisine – sont « squattérés ». Sur les 128 appartements « légaux », invités par l'ambassade du Venezuela. Vides pendant 15 mois, avant de connaître l'invasion, certains ont été vandalisés. De nombreux matériels et objets, dont des toilettes et des serrures, ont été emportés « Il n'y a rien, il n'y a rien, ce sont des gens qui ont investi de manière illégale les maisons » avoue Thys, directeur général de l'EPPLS. « A présent nous essayons de les récupérer. Nous le savons, nous sommes au courant de cela. »

Sur le terrain, les habitants vivent tant bien que mal dans leur domicile. Ils changent les portes et fenêtres,



Vue d'un carrefour se trouvant au cœur du site logeant les maisons vides du Village Lumane Casimir au Morne à Cabri ; Octobre 2013 Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

des révolutionnaires. Il y a des choses qu'il va nous dire, il sait bien que nous n'allons pas être d'accord avec lui », déclare-t-il.

Thys lui répond du tac au tac. « Nous ne pouvons pas les perdre. Révolutionnaires ou pas », dit-il. « Nous allons entamer le processus pour le récupérer. Nous allons leur envoyer des correspondances... On va débiter comme l'on devrait le faire. Le cas échéant, on va appliquer la politique de la carotte et du bâton ».

Jusqu'à présent, « Kay Chavez yo » ne disposent pas d'eau. Les habitants se plaignent de toilettes absentes ou qui ne fonctionnent pas bien à cause de cela. Ce qui explique le fait que des personnes se disent obligées de faire leurs besoins physiologiques à même le sol.

Dans une enquête effectuée par AKJ en juin 2013, sur un échantillon de dix personnes interrogées, 60% affirment qu'ils vont chercher de l'eau ailleurs. Parmi les enquêtés, 40% confient

néficier de logements sans avoir pour autant la capacité totale de payer », admet Anglade dans une entrevue le 2 octobre 2013.

Les prêts hypothécaires sont entre 1 500 (US\$ 39) et 2 000 gourdes (US\$ 46) par mois. Il est stipulé dans le contrat que « le non-paiement par le locataire-acquéreur de trois (3) mensualités consécutives entraîne l'application d'une pénalité de 5% du montant de la mensualité impayée » et que le « non-paiement pourrait entraîner l'expulsion. »

Le contrat provoque des grincements de dents. Des dizaines de personnes rencontrées sur le site s'en plaignent.

Le FAES admet qu'il a un défi. « Le taux de récupération n'atteint pas 100%. Il n'atteint même pas 70%. Ce qui veut dire que nous avons 30% de personnes qui sont en retard de paiement », explique Anglade.

Une mini-enquête faite par AKJ



Un des résidents du projet 400% revenant avec un saut d'eau. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

que leurs toilettes ne fonctionnent pas.

## De nouveaux propriétaires pas 400% contents

Connu sous le nom de « 400% » ou « 400 dans 100 » parce que le président Martelly a promis de construire 400 maisons en 100 jours, ce projet a été inauguré le 27 février 2012.

En plus des maisonnettes, le projet – construit grâce à une subvention de US\$ 30 millions de la Banque inter-américaine de développement – comportait, entre autres, la construction de trois kilomètres de routes en adoquin, un système d'adduction d'eau (mais l'eau est disponible seulement récemment), des circuits électriques, des lampadaires de rues, un terrain de basket et une place publique.

Cependant, seule une partie des bénéficiaires sont de véritables victimes du séisme. Nombreux sont les employés de l'administration publique. Il existait tout un empressement pour remplir les maisons au départ, ce qui a créé des complications, parce qu'elles ne sont pas des cadeaux. Les bénéficiaires doivent payer une hypothèque sur cinq ans. « Dans la première phase, et comme on était pressé... nous n'étions pas trop sévères. Des gens ont pu bé-

donne une idée de la raison de ces retards de paiements. Sur dix personnes interrogées, 50% affirment être des chômeurs. « Le président ne nous donne pas de maison. Il nous les vend. Les maisons sont trop chères. Quelle activité exerce-t-on dans le pays, on ne travaille pas, comment trouver 1 500 gourdes par mois ? », se questionne Yves Zéphyr, chômeur et père de deux enfants qui habite la cité depuis novembre 2012.

Lorsque le projet a été lancé, le gouvernement n'a reçu de financement que pour la préparation du terrain, les maisons et l'électricité. Aucun fonds pour les autres services nécessaires pour un projet de logements situé loin du centre-ville de Port-au-Prince, comme l'accès à l'eau et service de vidange, un marché, des écoles, une clinique et un système de transport abordable. « Il existait de l'espace pour tous les services. Tout ceci était dans le plan de base. Mais malheureusement on n'arrive pas à les implémenter. Donc, finalement, ce sont uniquement les logements qu'on a érigés. Et, l'eau, ce n'est que récemment que ça fonctionne. Ce n'est que récemment qu'on a pu trouver du financement pour le faire »,

Suite à la page (16)

# Housing Projects Still Plagued with Problems Four Years After the Earthquake

By Haiti Grassroots Watch

Four years after the Jan. 12, 2010 earthquake, questions haunt the four main post-disaster housing projects built by the governments of Presidents René Préval and Michel Martelly.

Who lives in them? Who runs them? Can the residents pay the rents or mortgages? Are the residents earthquake victims?

By some estimates, the earthquake killed over 200,000 people and made 1.3 million homeless overnight by destroying or damaging 172,000 buildings. But the new projects are not necessarily housing victims, over 200,000 of whom still live in tents or in the three large new slums called Canaan, Onaville, and Jerusalem.

In total, the new housing projects have built some 3,588 homes and apartments, costing US\$88 million, according to government figures. (In contrast, international donors and private agencies spent more than five times that amount – about US\$ 500 million – on “temporary shelters” or T-shelters.)

Three of the new housing projects are in Zoranje, not far from downtown, on the border between Cité Soleil and Croix des Bouquets. The “Housing Expo” homes sit between the housing constructed by the Venezuelan government and the project known as “400 Percent.” (They surround an earlier housing project, called “Renaissance Village,” built by President Jean-Bertrand Aristide’s government.) The fourth is the Lumane Casimir Village, at the foot of Morne à Cabri, about 25 kilometers north of the capital on the highway that leads to Mirebalais.

An investigation by Haiti Grassroots Watch (HGW) involving over 20 interviews and many visits discovered that, even though there are newly housed people, many – probably the majority – are not necessarily victims of the earthquake. Furthermore, several are plagued with lack of services, persistent acts of vandalism and theft, and charges of waste.

**Clinton’s pet-project home showcase now home to squatters**  
On Jul. 21, 2011, President Martelly, former U.S. President Bill Clinton, and former Haitian Prime Minister Jean Max Bellerive inaugurated the Expo Habitat, a housing exposition featuring about 60 prototype homes in Zoranje.

The “Housing Expo,” one of the first projects approved by the Interim Haiti Recovery Commission (IHRM), cost over US\$ 2 million in public reconstruction money. Foreign and Haitian engineering and architecture firms also spent at least US\$ 2 million more. The objective was to provide model homes for the agencies and businesses engaged in post-earthquake housing construction.

Everyone agrees the Expo was a failure. Few visited the site, and fewer still chose one of the model homes – many of which were very expensive by Haitian standards – for their project.

“There were some really odd designs,” according to David Odnell, director of the government’s Unit for the Construction of Housing and Public Buildings (UCLBP), one of three government agencies involved in Haitian housing. “Some of them had nothing to do with the way we Haitians live or think about housing. It was a completely imported thing.”

Today, surrounded by weeds and goats, the fading and cracked houses are home to dozens of squatters.

“All the houses have new owners,” explained a young pregnant girl. “They have been taken over.” She said her parents are “renters.”



A man carries water down the street of the 400% project, a post-earthquake housing development which still lacks many services.

Another young woman, who said she was the “owner” of the pregnant girl’s house, sat nearby with a child. Both women wanted to remain anonymous, but the “owner” was happy to share her story: “I didn’t follow any procedure to get this. I just took it. My brother was the security guard here. Nobody asked us to pay anything, and nobody said anything. And in any case, who would we pay?”

According to at least four residents as well as a government consultant, people who were already residents of Zoranje took over most of the Expo houses, some of which are now being rented out.

“Yes, that’s possible,” Odnell, an architect, acknowledged in a Nov. 19, 2013 interview. “And you know why? There is a void... and there is no authority there. But [the project] is not exactly a waste. I would call it poor planning, because the houses can always be reclaimed in the future.”

Odnell’s counterpart at the Fund for Social and Economic Assistance (FAES), a government agency also involved in housing, said much the same thing.

“After the inauguration week, the project has been forgotten,” explained Patrick Anglade. “Nobody goes over there because nobody was really managing the project. The entrepreneurs left and nobody promoted the houses. It’s a problem that can be solved, but we have to figure out how to do that.”

The director of the third government housing agency, the Public Enterprise for the Promotion of Social Housing (EPPLS), had little to say. (“Social housing” is known as “subsidized” or “public” housing in the U.S.)

“We have nothing to do with that,” director Miaud Thys told HGW.

## Anarchy Reigns in the Houses of Chavez

Another new project sits practically across the street from the Expo: 128 apartments built by the Venezuelan government for US\$ 4.9 million (according to its figures) during the presidency of Hugo Chavez. They are usually called “*Kay Chavez yo*” – “The Chavez Houses.” Earthquake-resistant, sporting two bedrooms, a bathroom, a living-room, and a kitchen, most of the homes, painted in bright colors, house people who simply broke down the doors and moved in. Only 42 of the 128 houses have “legal” inhabitants i.e. families invited by the Venezuelan Embassy. Empty for 15 months, some were vandalized. Fixtures, toilets, sinks, and other items, including water pumps, were stolen.

“Nobody is in control over there,” Thys admitted to HGW. “People just seized the homes. We know that. Now we are trying to recuperate them.”

The inhabitants of the “Chavez Houses” are making the best of their situation: changing doors and windows, building iron gates and walls.

Surrounded by neighborhood men, Jules Jamlee sits on a broken chair across the street from a home onto which an extra room is being added.

Like his friends, Jamlee insists on his right to “his” home.

“The president knows very well that we are revolutionaries,” he said. “He might make threats, but he knows that we will not agree with him.”

Told of this statement, Thys responded in kind. “Revolutionaries or not, we are not going to lose that housing,” he said. “We are going to send those people letters and invite them to leave so that we can reclaim them. Today, we are starting with the carrot. If that fails, we’ll use the stick later.”

The housing development still lacks water, and residents complain that the lack of adequate water means that the toilets don’t work well. Many residents instead use nearby weedy areas as a toilet.

When HGW visited in June 2013,



A soiled toilet in a house in the Village Lumane Casimir near Morne à Cabri. Only 1300 of the projected 3000 units have been finished, and up to 150 houses have been vandalized.

journalists learned that 60% of residents walk to get water by bucket. Forty percent said their toilets did not function.

## New Owners Not 400% Happy

The 400% or “400 in 100” project is so named because Martelly promised 400 homes would be built in 100 days. The US\$ 30 million project, funded by the Inter-American Development Bank, was inaugurated on Feb. 27, 2012. The development has three kilometers of paved streets, a water system (which lacked water until just recently), an electrical system, street lamps, and a square with a basketball court.

“Everything was in place so that residents would have all the basic services,” Anglade explained in an Oct. 2, 2013 interview. “In that sense, we proved that, in a short time and with minimal funding, we could do well.”

But not all of the new residents are earthquake victims. Many are public administration employees. There was a rush to fill the houses at the beginning.

And there are other complications, because the houses are not gifts. Residents must pay a five-year mortgage.

“During the first phase, and because we were in a hurry... we weren’t that choosy,” Anglade admitted. “Some people who got housing do not actually have the means to pay for it.”

The mortgages are between US\$

39 and US\$ 46 per month. The contract says that “non-payment by the renter/beneficiary for three consecutive months will result in a 5% penalty for each unpaid month” and that “non-payment could lead to expulsion.”

The contract has caused a great deal of grumbling. Dozens of residents complained to journalists.

“The president did not give us a house,” said Yves Zéphyr, an unemployed father of two who has lived in the development since November 2012. “He is selling it to us. They are too expensive. What can a person do in this country where there is no work? How can one find 1,500 gourdes (US\$ 39) each month?”

FAES admits it faces a challenge. “We are not achieving 100% payments, not even 70%,” Anglade said. “At least 30% are behind.”

A small poll by HGW gives an idea of why some people are behind. One-half of ten residents questioned said they are unemployed.

When the project was launched, the government received financing to prepare the land, build the houses, and set up the electricity system, but not for the actual services necessary for a housing development like water, septic tanks, a marketplace, schools, a clinic, and affordable transportation to downtown.

“We have space for all the necessary services,” explained the UCLBP’s

## Is Morne à Cabri a Public Housing Project?

The Village Lumane Casimir project was financed with US\$ 49 million from the Petro-Caribe fund, according to the government. The project, named after a famous Haitian singer, sits in a desert-like plain at the foot of Morne à Cabri and will eventually have 3,000 rental units. About 1,300 are ready.

During the May 16, 2013 inauguration, the president handed out keys to a group of families that had been assembled for the media. But they did not move in. From May to September, nobody actually lived in the apartments. Families only moved in starting in October. In the meantime, many houses were looted.

“Between 120 and 150 houses were vandalized,” the UCLBP’s Odnell admitted. UCLBP supervises the site.

More than 50 toilets, and dozens of locks, windows, brackets, bulbs, electrical cables, and outlets were stolen. Many apartments were also damaged by would-be thieves who used crowbars and other tools to pry sinks, doors, and windows from walls.

“The thieves still come,” Bélair Paulin told HGW. Paulin spends a lot of time in the area because he is waiting to see if he will be chosen as a renter.

About 200 families have already moved in and others have their keys. Some 1,100 homes remain empty.

During a visit to the site on Dec. 20, 2013, Martelly announced that 250 police officers will be getting apartments and handed over keys to 75 of them, again in front of the cameras. Several people later denounced the fact that they were asked to hand the keys back after the ceremony.

All of the apartments have water and electric systems, new trash cans, a gas stove, a container for capturing and purifying drinking water, plants growing in a regularly watered garden, and the promise of round-trip transportation to the capital for 20 gourdes (about 50 US cents).

Under the blazing sun, the sounds of the new residents echo though the site. Voices, doors opening and closing, cars coming and going. The village is coming to life.

According to Odnell, eventually the village will have “a waste disposal system, a police station, a health center, a drinking water reservoir, a public square, a soccer field, a connection with the electrical grid, a vocational school, an elementary school, and a marketplace.”

The government is also building an industrial park across the street, where – authorities hope – residents can work.

“The mini-industrial park will have all the facilities necessary to create local jobs for housing beneficiaries,” Odnell promised, noting that a Canadian company has already expressed interest.

The industrial park is not yet finished and – to date, at least – has not yet been registered as a “free trade zone.”

As in other projects, the new residents of Village Lumane Casimir are not necessarily earthquake victims.

“There are three criteria for being eligible,” according to Odnell. “1) You have to have been affected by the earthquake; 2) the person has to have a family of not more than 3-5 people; and 3) the person must have a revenue. That is the most important, so you can pay your rent, which will be between US\$163 and US\$233 per month.”

Christela Blaise is one of the new renters. A cosmetician, she has lived in the village with her older sister and baby since October.

continued on p(16)

# DISCOURS DE RAUL CASTRO RUZ À L'OCCASION DU 55<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

*Le général d'armée Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président des Conseils d'État et des ministres, en commémoration du 55<sup>ème</sup> anniversaire du triomphe de la Révolution, au parc Carlos Manuel de Céspedes, Santiago de Cuba, le 1er Janvier 2014 «Année 56 de la Révolution».*

Femmes et hommes de Santiago de Cuba

Compatriotes de la province d'Oriente ;

Combattants de l'Armée Rebelle, de la lutte clandestine et de tous les combats pour la défense de la Révolution tout au long de ces 55 années ;

Compatriotes

Le plus rêveur d'entre nous qui avisons accompagné Fidel dans une cérémonie comme celle-ci, le premier janvier 1959, n'aurait pu imaginer que nous serions ici, aujourd'hui.

Ce long et dangereux chemin n'a été en rien facile. Cela a été possible en premier lieu, grâce à l'immense capacité de résistance et de lutte de plusieurs générations du noble et héroïque peuple cubain, vrai protagoniste de cette Révolution, la vôtre, qui est le triomphe de l'idéal même des mambises qui en 1868, avec Céspedes à leur tête, ont commencé la guerre d'indépendance pour se soustraire de la domination espagnole; de Maceo et Gómez, avec qui José Martí en 1895 reprend le geste libertaire tronquée par l'intervention américaine en 1898, ce qui empêcha l'entrée à Santiago de Cuba de l'Armée de Libération.

C'est également la cause brandie contre la république bourgeoise et néocoloniale par Baliño, Mella, Rubén Martínez Villena, Guiteras et Jesús Menéndez, pour n'en citer que quelques-uns.

Ce fut ce souci qui a motivé la Génération du Centenaire, sous le commandement de Fidel, à monter à l'assaut de la caserne Moncada dans cette ville, et de la caserne Carlos Manuel de Céspedes à Bayamo ; à surmonter l'échec, résister aux rigueurs de la prison, faire partie de l'expédition sur le yacht Granma, endurer le revers d'Alegria de Pio et monter dans la Sierra Maestra pour lancer la guerre de guérilla par la naissante Armée Rebelle, dont le commandant en chef, exemple personnel de courage au combat, de ténacité et de foi inébranlable dans la victoire, sut forger l'unité de toutes les forces révolutionnaires pour les conduire à la victoire finale, grâce à sa vocation unitaire et à son incontestable leadership.

Exactement 60 ans après que les interventionnistes américains eurent ravi aux armées insurgées leur victoire, cette fois les mambises ont été en mesure d'entrer dans la ville de Santiago de Cuba.

Aujourd'hui, nous rendons un hommage mérité à ceux qui ont donné leur vie dans les montagnes, les champs et les villes, les combattants de l'armée rebelle et les combattants clandestins, ceux qui sont tombés après la victoire dans de nombreuses autres missions honorables, qui ont consacré toute leur jeunesse et leur énergie à construire le socialisme, guidés par la pensée de Martí à savoir que toute la gloire du monde tient dans un grain de maïs et qu'il n'y a ni satisfaction ni récompense plus grande que le devoir accompli.

Nous ne pouvons manquer de signaler la contribution décisive des femmes cubaines au cours du processus révolutionnaire, comme les dignes continuatrices de l'exemple de Mariana Grajales, mère des Maceo, aussi bien dans la guérilla que dans la clandestinité en particulier, soumises à la persécution brutale des sbires de la tyrannie. A l'occasion de ce 55<sup>ème</sup> anniversaire, la télévision cubaine s'est mise à diffuser la série historique *Clandestines* en guise d'hommage à ces braves filles qui ont risqué leur vie à plusieurs reprises. Certaines d'entre



**Le général d'armée Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président des Conseils d'État et des ministres, commémorant le 55<sup>ème</sup> anniversaire du triomphe de la Révolution, au parc Carlos Manuel de Céspedes, Santiago de Cuba, le 1er Janvier 2014 «Année 56 de la Révolution».**

elles sont présentes ici, à notre plus grande joie. (Applaudissements)

constant contre les desseins de onze administrations américaines qui,

paces de création, diffusion et accès à la culture.



**Des jeunes cubains « La Révolution c'est défier les forces dominantes, puissantes du milieu social et national, à l'intérieur et à l'extérieur »**

Ici même, en Janvier 1959, au milieu de la liesse populaire qui s'est emparée de l'ensemble du pays, Fidel, de façon prémonitoire avait averti, je cite: «La révolution commence maintenant. La révolution ne sera pas une tâche facile, la Révolution sera une entreprise difficile et pleine de dangers». Très tôt ont été déclenchés d'innombrables plans de déstabilisation, à commencer par l'abri offert aux Etats-Unis à des criminels et des tortionnaires du régime de Batista et également à toutes sortes d'escrocs qui s'étaient approprié du Trésor de la nation.

La Révolution triomphante a dû faire face au développement et à l'organisation du terrorisme d'Etat alimenté par le sabotage et le banditisme armé, qui à deux reprises se sont manifestés dans les six provinces que comptait le pays à l'époque, à l'exclusion de Cuba de l'OEA et à la rupture des relations diplomatiques avec tous les pays d'Amérique latine, avec l'honorable exception du Mexique ; à la baie des Cochons, au blocus économique, commercial et financier ; à la massive campagne médiatique pour diffamer le processus révolutionnaire et ses dirigeants, Fidel en particulier, objet de 600 tentatives d'assassinat ; à la crise des fusées en Octobre 1962, aux enlèvements et attaques contre les navires et les avions civils ; à l'assassinat d'enseignants et d'alphabétisateurs, de travailleurs, de paysans, d'étudiants et de diplomates qui ont causé, jusqu'à présent, 3478 morts et 2099 handicapés.

Cela a été 55 ans de lutte

avec plus ou moins d'hostilité, n'ont pas renoncé à changer le système économique et social, fruit de la révolution, à détruire son exemple et restaurer la domination impériale sur notre pays.

La Révolution cubaine a mis fin à divers mythes, entre autres, qu'il n'était pas possible de construire le socialisme dans une petite île à 90 miles des États-Unis. Une révolution qui n'a pas été le résultat d'une confrontation internationale ni n'a bénéficié d'un soutien massif de l'étranger. Une révolution qui ne s'est pas limitée au remplacement d'un pouvoir par un autre, mais qui dans moins de 24 heures a dissous la machine répressive du régime dictatorial et jeté les bases d'une société neuve. Une révolution qui a construit une armée qui est le peuple en uniforme, et a élaboré sa propre doctrine militaire pour se défendre.

Une révolution qui a accompli 55 ans de travail par et pour le peuple qu'elle a rendu maître de la terre et des industries, alphabétisant d'abord et formant des enseignants et des professeurs, construisant des écoles générales et spéciales pour tous les enfants, des universités, des écoles d'art et de sports, construisant des polycliniques et des hôpitaux, préparant des médecins pour Cuba et pour le monde. Une révolution qui nous a amené à atteindre des niveaux d'éducation et de santé qui sont aujourd'hui des références internationales.

Une révolution qui a jeté les bases pour la démocratisation des es-

En bref, une révolution qui est devenue une réalité et continuera à poursuivre le profond désir de Martí qui inspire la Constitution et signale, je cite : «Je veux que la loi première de notre République soit le culte des Cubains pour la pleine dignité de l'homme».

En parlant de ces questions, je me rappelle les paroles de Fidel le 26 Juillet 2003 en intervenant à la cérémonie du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Moncada quand il a dit, « éduquer le peuple dans la vérité, avec des mots et des faits irréfutables, a été peut-être le facteur fondamental de la grandiose prouesse qu'il a accompli».

Comment qualifier autrement la colossale capacité de résistance et de confiance en soi que notre peuple a offert au monde, lui qui a su résister de façon stoïque, supporter l'éprouvante période spéciale à laquelle nous avons été soumis à la suite de la disparition de l'Union soviétique et du camp socialiste, au milieu de la vague d'incertitude et de démolition que ces événements dramatiques ont produit au sein d'une bonne partie des forces progressistes de l'humanité.

L'image de Cuba, célèbre en Amérique avant la Révolution comme un paradis pour les jeux de hasard, la prostitution, refuge de truands et destination préférée de leurs sales investissements facilités par la corruption administrative généralisée de la tyrannie, a été transformé par le processus révolutionnaire en symbole de dignité, indépendance, humanisme et intransigeance dans la défense des principes.

En suivant la maxime de Martí, la Révolution cubaine n'a jamais demandé où est-ce que l'on vit mieux, mais où se trouve le devoir. Nous avons été cohérents et conséquents avec l'éthique de Martí. Au long de ces 55 années nous avons reçu la solidarité noble et généreuse de nombreux peuples frères, principalement de l'Union soviétique lorsqu'elle existait et en particulier dans les premières et difficiles années, en même temps que nous avons offert notre soutien solidaire dans différentes régions de la planète, tant au cours de glorieuses missions internationalistes de combat que dans des programmes de collaboration médicale, éducative, sportive et dans d'autres domaines, faisant une réalité de l'héritage à savoir que « la patrie est l'humanité».

Nous n'avons jamais cédé ni ne céderons à l'agression, au chantage ou aux menaces. La politique étrangère de la révolution a toujours été une arme

puissante pour défendre l'indépendance, l'autodétermination et la souveraineté nationale en faveur de la paix, du développement, de la justice sociale dans le monde et de la solidarité avec les peuples du Tiers-Monde.

La planète que nous habitons a beaucoup changé depuis le premier Janvier 1959. Cette petite île que des pressions brutales des gouvernements américains ont cherché à séparer de son environnement régional, est le président pro tempore de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et se prépare à tenir sa réunion au sommet à La Havane à la fin de ce mois-ci, animée par l'idéal de forger une nouvelle unité dans la diversité de notre Amérique.

Nous n'oublions pas la singulière coïncidence historique à savoir qu'aujourd'hui, 1er Janvier, il y a de cela 210 ans, triomphait dans la région latino-américaine et caribéenne la première révolution qui fut aussi la première et unique victoire d'un mouvement révolutionnaire dirigé par des esclaves noirs qui luttaient à la fois contre ce système honteux et pour l'indépendance nationale.

Les effets de ces événements dramatiques-là ont eu des répercussions à Cuba, puisque du sang haïtien court dans les veines de pas mal de gens de notre province orientale.

Les deux nations ont eu à payer un prix élevé pour avoir osé affronter les empires dominants.

En abordant ce sujet, je tiens à réitérer au peuple frère d'Haïti et son gouvernement que les Cubains ne les abandonneront jamais, et qu'ils pourront toujours compter sur notre modeste collaboration. (Applaudissements).

Camarades :

Je profite de l'occasion pour dire brièvement quelques mots à propos de deux importants programmes dans l'intérêt de Santiago de Cuba.

D'un coût de plus de 200 millions de dollars, la reconstruction de l'aqueduc de la deuxième plus grande ville du pays a été exécutée, là où un quart de million de personnes recevait des services d'eau entre 7 et 9 jours, 76 500 autres personnes avaient un cycle de plus de 15 jours et plus de 16 000 personnes n'avaient même pas un aqueduc, ce qui conduisait à environ 200 déplacements quotidiens des camions citernes pour les approvisionner, conduisant à une forte consommation de carburant.

Pour presque vous tous, la situation décrite aujourd'hui relève du passé, car des 32 zones hydrométriques existantes, 29 sont alimentées quotidiennement. Il en reste trois qui alternent. On travaille à la calibration du système de distribution en vue d'atteindre l'objectif fixé. En outre, ont été réhabilitées les trois usines de traitement d'eau et 22 stations de pompage.

Dans le cadre de ce programme, la construction d'égoûts et de drainage des eaux pluviales, en particulier dans le lotissement de San Pedrito, a également été lancée, qui sera étendue au reste de la ville en 2014.

L'entreprise Aqueducs et Égouts a été dotée de l'équipement nécessaire pour assurer la viabilité de ses services. C'est à vous maintenant de faire une utilisation rationnelle de l'eau.

Comme on le sait, dans la matinée du 25 Octobre 2012, cette ville a subi la furie des vents de l'ouragan Sandy qui a également affecté, bien que dans une moindre mesure, les provinces de Holguin et Guantanamo. La perte de 11 vies et les images désolantes de destruction de maisons, infrastructures et installations vitales dont nous avons eu à souffrir dans les premiers jours qui ont suivi l'événement, a rendu manifeste la capacité des habitants de Santiago à surmonter n'importe quel obstacle, compte tenu de la solidarité nationale et internationale, en premier lieu celle des frères vénézuéliens. (Applaudissements).

Après une année et deux mois de travail acharné, on a réussi à apporter une solution à 50 % des 171 380

*Suite à la page (15)*

Whether you're buying or selling a car,  
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.  
Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up

# START 2014 WITH OVER 3,000 CARS TO CHOOSE FROM!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

## '11 HYUNDAI SONATA

BUY FOR: **\$8,995**  
PLUS TAX & TAGS  
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

## '10 TOYOTA RAV4 4WD

BUY FOR: **\$9,995**  
PLUS TAX & TAGS  
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

## '10 HYUNDAI CIVIC

BUY FOR: **\$9,995** PLUS TAX & TAGS  
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

## '12 CHEVY CRUZE

BUY FOR: **\$9,995** PLUS TAX & TAGS  
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

## '12 TOYOTA CAMRY

BUY FOR: **\$10,995** PLUS TAX & TAGS  
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

## '11 TOYOTA SIENNA

Auto, 6 cyl, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236  
BUY FOR: **\$14,995**  
PLUS TAX & TAGS

## '12 NISSAN PATHFINDER

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422  
BUY FOR: **\$17,995**  
PLUS TAX & TAGS

## 2011 CHEVY MALIBU

BUY FOR: **\$99** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS  
Stk# 69396, 18k mi.

## 2012 TOYOTA COROLLA S

BUY FOR: **\$103** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS  
Stk# 84301, 35k mi.

## 2012 HONDA ACCORD LX

BUY FOR: **\$115** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS  
Stk# 82471, 32k mi.

## 2011 FORD EDGE

BUY FOR: **\$147** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS  
Stk# 82896, 51k mi.

## 2009 HONDA PILOT EX

BUY FOR: **\$199** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS  
Stk# 72824, 36k mi.

## 2011 MERCEDES C300<sup>+</sup>

BUY FOR: **\$18,995** PLUS TAX & TAGS  
Stk# 68924, 13k mi.

### CLIP IT. BRING IT. CASH IN!

UP TO **\$3,000**

• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE  
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT\*

Authorized Signature Required, General Manager

Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

## CARS STARTING AS LOW AS \$2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	\$2,995	2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	\$3,995	2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	\$4,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	\$2,995	1999	Toyota Rav4, 160k	218724	\$3,995	2005	Toyota Camry, 65k	62871	\$4,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	\$2,995	<b>MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!</b>		<b>MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!</b>					
YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	2008	Toyota Corolla, 7k	43265	\$6,995	2009	Toyota Camry, 87k	82713	\$7,995
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	\$5,995	2008	Honda Civic, 162k	JU17502	\$6,995	2010	Honda Fit, 17k	73329	\$7,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	\$5,995	2007	Toyota Corolla, 92k	74352	\$7,995	<b>MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!</b>			

### MANAGER SPECIALS

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	\$6,995	2009	Nissan Murano, 45k	73621	\$12,888
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	\$7,995	2011	Nissan Rogue, 50k	69968	\$13,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	\$7,995	2013	Nissan Altima, 16k	82570	\$13,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	\$7,995	2011	GMC Terrain, 51k	82272	\$13,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	\$8,995	2007	Lexus ES350, 53k	56974	\$14,888
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	\$9,495	2010	Infiniti G37, 28k	70898	\$18,995
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	\$9,995	2009	Acura MDX, 31k	73459	\$22,888
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	\$9,995	2010	Lexus LS 460, 39k	82704	\$31,995

**Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!**

# MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

**TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!\***



TAKE THE **RM** SUBWAY TO 46<sup>TH</sup> ST STOP IN QUEENS

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. †All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. \*Voucher available on vehicle purchase of \$10,000 or more. ^slight h2o damage. \*\*Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

## Deux heures avec Fidel Castro !

Par Ignacio Ramonet

C'était une de ces magiques journées du mois de décembre cubain : douceur printanière, lumière irisée, air transparent... Des odeurs iodées parvenaient de l'océan voisin, et on entendait le bruissement des palmiers bercés par la brise. Je déjeunais avec une amie dans un de ces « paladars [1] » si nombreux désormais à La Havane. Soudain le téléphone vibra. C'était mon contact : « La personne que tu souhaites voir t'attend dans une demi-heure. Hâte-toi. » Je pris congé de mon amie, quittai le restaurant et me dirigeai vers l'endroit indiqué. Un véhicule discret m'y attendait dont le chauffeur mit immédiatement le cap vers l'ouest de la capitale.

J'étais arrivé à Cuba quatre jours auparavant en provenance du Mexique, où j'avais présenté - au Salon du livre de Guadalajara - mon nouvel opus : Hugo Chavez, Mi primera vida [2], un livre de conversations avec le leader de la révolution bolivarienne. Comme chaque année à cette époque, La Havane vibrait au rythme du Festival du Nouveau Cinéma Latino-Américain. Et son directeur, Ivan Giroud, avait eu l'amabilité de m'inviter aux cérémonies d'hommage au fondateur du Festival, Alfredo Guevara, un ami très proche, authentique génie créateur et le plus grand promoteur du cinéma cubain, décédé en avril 2013.

Comme d'habitude, j'avais demandé des nouvelles de Fidel Castro. Cela faisait plus d'un an que je ne l'avais revu. La dernière fois, c'était le 10 février 2012 lors d'une grande réunion « pour la Paix et la préservation de l'Environnement », organisée à l'occasion du Salon du livre de La Havane, au cours de laquelle le Commandant avait discuté avec une quarantaine d'intellectuels venus de différents pays [3].

Les sujets les plus divers y avaient été abordés, à commencer par le « pouvoir médiatique et la manipulation des esprits » dont il me demanda de faire une sorte d'exposé liminaire. A la fin de mon intervention, Fidel fit une pertinente réflexion que je ne suis pas prêt d'oublier : « Le problème ce n'est pas les mensonges que colportent les médias dominants. Ce qu'il nous faut trouver, c'est comment dire nous mêmes la vérité et mieux savoir la diffuser. »

Pendant les neuf heures que dura cette rencontre, Fidel démontra que, à ses 85 ans, il conservait intactes sa vivacité d'esprit et sa curiosité intellectuelle. Il échangea des idées, pro-



Ignacio Ramonet et Fidel Castro

posa des thèmes de réflexion, traça des perspectives, se projetant constamment vers des horizons nouveaux, l'innovation, le futur. Toujours sensible, tel un vieux sage, aux nouvelles mutations du monde. « Aurait-il beaucoup changé au cours de ces dix-neuf mois ? », me demandais-je à bord de la voiture qui me conduisait vers lui. Durant les derniers mois, il avait fait peu d'apparitions publiques et avait diffusé moins d'articles ou de réflexions que les années précédentes [4].

Nous arrivâmes. Accompagné de sa souriante épouse, Dalia Soto del Valle, Fidel Castro m'attendait à l'entrée du salon, une vaste pièce lumineuse ouverte sur un jardin inondé de soleil. Nous donnâmes une chaleureuse accolade. Il paraissait très en forme, avec ses yeux brillants tels des stylets capables de sonder l'âme de son interlocuteur. Je le sentis impatient d'entamer le dialogue, comme s'il s'agissait, dix ans après, de poursuivre nos longues conversations pour le livre : Fidel Castro. Biographie à deux voix [5].

Nous n'étions pas encore assis que déjà, il m'assaillait de mille questions sur la situation économique de la France et l'attitude du gouvernement français... Pendant deux heures et demie, nous avons parlé de tout et de rien, sautant d'un sujet à l'autre, comme de vieux amis. Evidemment, il s'agissait d'une rencontre amicale, non professionnelle. Je n'ai pas enregistré notre conversation, ni pris la moindre note au cours de l'entretien [6]. Ce récit vise surtout, non seulement à faire connaître quelques réflexions actuelles du leader cubain, mais aussi à répondre à la curiosité de ceux qui se demandent, pour de bonnes ou de mauvaises raisons : comment va Fidel Castro ?

Je l'ai déjà dit : il se porte remar-

quablement bien. Je lui demandai pourquoi il n'avait encore rien publié sur son ami Nelson Mandela, décédé depuis déjà plus d'une semaine : « Je suis dessus, me dit-il, en train d'achever le brouillon d'un article [7]. Mandela était un symbole de la dignité humaine et de la liberté. Je l'ai bien connu. Un homme d'une qualité humaine exceptionnelle et d'une noblesse intellectuelle impressionnante. C'est curieux, ceux qui, hier, défendaient l'apartheid, se déclarent aujourd'hui amis de Mandela... Quel cynisme ! On en vient à se demander, puisqu'il n'avait que des amis : qui alors l'a condamné à la prison ? Comment cet odieux apartheid a-t-il pu durer si longtemps ? Mais Mandela connaissait ses véritables amis. Quand, enfin, il fut libéré, l'un de ses premiers gestes a été de venir à Cuba nous rendre visite. Il n'était même pas alors président de l'Afrique du Sud ! Il n'ignorait pas que, sans les succès des forces expéditionnaires cubaines qui avaient brisé l'échine des troupes d'élite racistes sud-africaines à la bataille de Cuito-Cuanavale [1988], favorisant ainsi l'indépendance de l'Angola et de la Namibie, le régime de l'apartheid ne se serait pas effondré, et Mandela serait mort en prison. Et pourtant les Sud-Africains possédaient plusieurs bombes nucléaires et étaient disposés à s'en servir ! »

Nous avons ensuite évoqué notre ami commun Hugo Chavez. Je sentis qu'il était encore sous le coup de cette terrible perte. Il parla du commandant bolivarien presque avec des larmes aux yeux. Il me dit qu'il avait lu « en deux jours » le livre Hugo Chavez, Mi primera vida. « Maintenant, il faut que tu écrives la deuxième partie. On veut la lire. Tu dois le faire. Pour Hugo. » A ce moment-là, Dalia nous signala que nous étions le 13 décembre et que, coïncidence insolite, cela faisait exactement dix-neuf ans ce jour-là que les deux commandants cubain et vénézuélien s'étaient rencontrés, à La Havane, pour la première fois... Il y eut un silence. Comme si cette circonstance conférerait soudain une indéfinissable solennité à notre visite.

Réfléchissant à voix haute, Fidel remémora alors ce premier tête-à-tête avec Chavez le 13 décembre 1994 : « Ce fut un pur hasard - raconta-t-il - J'ai appris, par un coup de chance, qu'Eusebio Leal [8] l'avait invité à venir faire une conférence sur Bolivar. Et j'ai voulu le connaître. J'ai donc décidé d'aller l'attendre au pied de l'avion qui l'amenait de Caracas. Ce qui a surpris beaucoup de monde, y compris Chavez lui-même. Mais j'étais impatient de le voir... Nous avons passé la nuit entière à discuter. » Chavez m'a confié - lui dis-je - qu'il avait plutôt l'impression que vous lui faisiez passer un examen... » Fidel éclata de rire : « C'est vrai ! Je voulais tout savoir de lui. Et il m'a impressionné... Par sa culture, son intelligence, son habileté politique, sa vision bolivarienne, sa gentillesse, son humour... Il avait toutes les qualités ! J'ai compris, dès ce moment-là, que j'avais en face de moi un géant de la taille des plus grands dirigeants de l'histoire de



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
à New York

## Lettre à Obama

### Libérez les Cinq Cubains !



Par Jacqueline Roussie

Premier janvier 2014

Monsieur le Président

J'ai fait un rêve. Des terroristes à la solde du gouvernement cubain avaient fait exploser en plein vol un avion de la US Airways faisant de nombreuses victimes. Comme si cela ne suffisait pas, des attentats meurtriers commandités par ce gouvernement se multipliaient sur votre territoire. Le grand amphithéâtre d'une université où vous deviez intervenir lors d'une rencontre internationale avait même failli sauter. Heureusement Monsieur le Président, vous aviez eu la sagesse de faire surveiller les milieux terroristes par vos agents qui avaient ainsi évité de justesse un carnage.

Deux petits avions cubains d'une organisation anti impérialiste avaient violé à plusieurs reprises votre espace aérien, allant jusqu'à survoler New York. Ils inondaient les zones survolées de tracts dénonçant votre politique. Après des protestations réitérées, voyant que vos mises en garde demeuraient sans effet, vous aviez mis fin à ces intrusions illégales en descendant ces petits avions. Le gouvernement Cubain prétendait que vous les aviez abattus dans l'espace aérien international, mais refusait d'en fournir les preuves.

Toujours dans mon rêve, des agents Nord Américains qui infiltraient à La Havane les milieux terroristes avaient appris que des sabotages étaient en préparation contre des avions de ligne desservant votre pays. Vous aviez alors demandé à une délégation officielle Cubaine de venir à Washington rencontrer des membres du FBI dans l'espoir que Cuba prendrait des mesures contre ces activités terroristes. Au cours de cette rencontre, le FBI avait fourni à la délégation une montagne de documents prouvant la responsabilité de Cuba dans ces attentats. Quelques mois plus tard, à la surprise générale, les autorités cubaines arrêtaient vos agents.

Après une parodie de jugement à la Havane, dans une ambiance hostile aux « agents de l'impérialisme », et attisée par des articles haineux de journalistes payés par le gouvernement cubain, vos agents étaient condamnés à de très lourdes peines de prison, allant jusqu'à

la perpétuité pour certains d'entre eux. Les autorités cubaines accusaient même l'un d'eux d'être responsable de votre attaque contre leurs petits avions.

Je me suis alors réveillée angoissée, imaginant qu'elle aurait été votre réaction si ce rêve avait été réalité. Nul doute que vous auriez demandé à la communauté internationale son soutien le plus total pour de violentes représailles contre le « régime » cubain.

Pourtant, Monsieur le Président, inversant les rôles de Cuba et des Etats-Unis, cette situation est celle que vivent les cinq agents cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González, arrêtés en septembre 1998 à Miami.

René González a été libéré cette année, mais ses quatre compagnons sont toujours incarcérés dans différentes prisons des Etats-Unis. Si ces patriotes innocents restent dignes et libres dans leur tête, ils n'en demeurent pas moins sous les verrous !

Gerardo Hernández ne peut même pas voir son épouse à qui vos autorités refusent systématiquement le visa d'entrée aux Etats-Unis. Cette femme courageuse met sans doute gravement en péril la sécurité de votre pays...

Quel beau cadeau pour la nouvelle année, vous feriez à votre propre pays et à Cuba en mettant un terme à cette injustice qui dure depuis plus de quinze ans ! De nouvelles relations entre vos deux pays seraient rendues possibles, basées sur des relations de respect mutuel. Cela vous inciterait aussi à lever l'embargo génocidaire contre Cuba, condamné le 29 octobre dernier par plus de 92% de la communauté internationale lors du vote à l'ONU.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie  
64360 Monein (France)

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler et à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Rand Beers, Harry Reid, Eric Holder, Denis MacDonough, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

l'Amérique latine. Son décès est une tragédie pour notre continent, et un très grand malheur personnel pour moi qui ai perdu le meilleur ami... »

« Avez-vous décelé, dès cette rencontre, que Chavez allait devenir ce qu'il a été, le fondateur de la révolution bolivarienne ? » « Il avait un handicap - me répondit Fidel - : c'était un militaire, et il s'était soulevé contre un président social-démocrate qui était, en réalité, un ultra-libéral [9]... Dans un contexte latino-américain marqué alors par le fait que de nombreux dictateurs militaires étaient au pouvoir, la plupart des gens de gauche se méfiaient de Chavez. C'était normal. Quand j'ai discuté avec lui - il y a donc aujourd'hui exactement dix-neuf ans -, j'ai immédiatement compris que Chavez se réclamait de la grande tradition des militaires de gauche en Amérique latine. A com-

mencer par Lazaro Cardenas [1895-1970], le général-président mexicain qui réalisa la plus grande réforme agraire et nationalisa le pétrole en 1938... »

A ce stade, Fidel fit un grand développement sur les « militaires de gauche » en Amérique latine et insista sur l'importance, pour le commandant bolivarien, de l'étude du modèle constitué par le général péruvien Juan Velasco Alvarado : « Chavez l'a connu en 1974, lors d'un voyage au Pérou quand il était encore élève-officier à l'Académie militaire. Moi aussi, j'avais rencontré Velasco quelques années auparavant, en décembre 1971. Je revenais de visiter le Chili de l'Unité populaire et de Salvador Allende. Velasco avait fait des réformes importantes, mais il avait aussi commis des erreurs. Chavez a analysé ces erreurs et il a su les éviter. »

Parmi toutes les qualités du

Suite à la page (19)



**• Vitamins**  
**• Herbs**  
**• Supplements**

**ALL NATURAL**

**1358 Flatbush Avenue**  
(between Farragut & E. 26th St.)  
**Brooklyn, NY 11210**

Toll Free: 855 **421-6030**  
Local: 718 **421-6030**

**www.PotentialVegetal.com**

## Les peuples amérindiens mettent en garde sur la destruction de la Terre-Mère

Par Vicky Peláez

*La Terre n'appartient pas à l'homme, C'est l'homme qui appartient à la Terre*

(Sagesse amérindienne).

Il est de ces événements internationaux que la presse mondialisée s'efforce de passer sous silence ou simplement d'occulter afin d'éviter qu'ils ne se propagent et perturbent l'agenda des multinationales, qualifiées de « club international des banquiers et des guerriers » par l'écrivain Eduardo Galeano. Leur dessein est de contrôler non seulement la vie humaine, mais aussi la nature. C'est ainsi qu'est passé inaperçu le « 5e Sommet continental », qui s'est tenu récemment dans le territoire autochtone La Maria dans le département du Cauca en Colombie, terre de la communauté indigène Nasa, où 4 000 représentants indigènes du continent américain ont formulé des propositions pour la défense de la Terre-Mère et ont exprimé leur rejet du modèle économique néolibéral dominant.

Les chefs de plus de 40 ethnies – parmi lesquelles, les Emberá, les Wayuu, les Guaraní, les Mapuche, les Arauco, les Machiguenga – ont exigé un arrêt des signatures de Traités Bilatéraux d'Investissement (TBI) et d'Accords de Libre Échange (TLC) qui créent des politiques d'expropriation de ressources naturelles et des règles permettant le pillage des biens et des cultures des peuples. Les communautés amérindiennes s'inquiètent de la décision prise par quatre pays d'Amérique latine (Chili, Colombie, Mexique et Pérou) de signer l'Accord de Partenariat Trans-pacifique (TPP en anglais) avec les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Vietnam, la Malaisie, Singapour et Brunei.

Le TPP, qui se négocie à huis clos et à l'initiative du gouvernement de Barack Obama, est qualifié de « cheval de Troie corporatiste » ou de « NAFTA (accord de libre-échange nord-américain : États-Unis, Canada, Mexique) élevé aux stéroïdes », car il fait prévaloir les intérêts des multinationales sur les intérêts nationaux des pays signataires. Bien entendu, cet accord répond aux règles d'un marché libéralisé à l'extrême, mais, selon ses créateurs, multiplierait par deux le volume des exportations nord-américaines, harmoniserait les lois environnementales des pays signataires en fonction des intérêts des entreprises, et modifierait les standards de sécurité alimentaire.

De plus, les multinationales prendront en charge la sécurité sociale, les fonds de pension et les mutuelles, restreignant le recours aux médicaments génériques, entre autres, comme le montre l'exemple du Guatemala : après que le pays a signé l'accord de libre échange États-Unis / pays d'Amérique Centrale (ALEAC), la vente de génériques a été interdite, faisant grimper immédiatement de 20% le prix des médicaments. Une des causes du coup d'État de 2009 au Honduras fut précisément la décision de l'ex-président Manuel Zelaya de conclure un accord avec Cuba afin de faire baisser le prix des médicaments. Les 4 000 représentants amérindiens ont exprimé un NON ferme et définitif à ces pratiques et exhortent leurs gouvernements à préserver la souveraineté de leurs pays en cessant de conclure des accords de libre-échange.

Les participants au Sommet Continental ont farouchement rejeté le



Le « 5e Sommet continental » des peuples indigènes sur le territoire autochtone La Maria dans le département du Cauca en Colombie, terre de la communauté indigène Nasa

recours aux cultures transgéniques de la multinationale Monsanto sur les territoires indigènes du continent et ont appelé en Colombie à l'abrogation de la résolution 9.70 du traité de libre-échange avec les États-Unis. Cette loi interdit l'usage par les agriculteurs de semences naturelles et les contraint à n'utiliser que les « semences certifiées ». Autrement dit, les 14 millions de paysans colombiens sont dans l'obligation d'utiliser exclusivement des semences transgéniques stériles produites par Monsanto, Cargill, Dupont, Dow Chemical Co. et par plusieurs autres entreprises. Selon Carlo Petrini, le pape de la gastronomie et de l'alimentation, à l'heure actuelle, « 80% des semences de la planète appartiennent à 5 multinationales ». Selon le spécialiste, quand l'industrie aura mis la main sur la totalité de la production, ce sera la mort des paysans et des agriculteurs.

Les peuples indigènes d'Amérique latine, à l'instar de tous les hommes de conscience, s'opposent au projet des multinationales de faire de la nature une marchandise, elles qui en sont déconnectées, alors que, comme l'explique Eduardo Galeano « les cultures amérindiennes la vivent de l'intérieur », et la considèrent comme partie intégrante de leur propre existence. Ils se rendent parfaitement compte que le système actuel mondialisé réunit les conditions idéales pour la destruction de l'environnement, et comme l'affirme Carlo Petrini, « produit un gâchis jamais vu dans toute l'histoire de l'humanité. Il n'a aucun respect pour les traditions, détruit les peuples et confisque l'avenir ».

Selon ce spécialiste, affirmer que « ces vingt dernières années, on a utilisé plus de produits chimiques qu'au cours des 120 années qui ont précédé » n'est pas une révélation. Les peuples amérindiens réunis en Colombie s'inquiètent du modèle prédateur et d'exploitation irrationnelle qui « met en péril la vie et la survie de l'ensemble des êtres vivants de la planète ». Les récentes critiques émises par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) des Nations Unies au gouvernement argentin confirment les inquiétudes exprimées lors du Sommet. Le déboisement, les engrais chimiques, le soja transgénique et les mines à ciel ouvert « ont contraint les peuples indigènes à abandonner leurs terres », de plus l'utilisation de pesticides chimiques a « affecté la santé de ces communautés », comme le dit le rapport, qui conclut que le modèle agricole actuel porte atteinte à l'agriculture indigène.

Les peuples amérindiens sont

extrêmement conscients de la situation, eux qui alertaient déjà il y a plusieurs décennies sur les dommages irréversibles qu'engendre la surexploitation des ressources, échappant à tout contrôle sur la Terre-Mère et la nature dans son ensemble. L'industrie agricole et les politiques économiques extractivistes imposées par le néolibéralisme afin d'obtenir le maximum de bénéfices provoquent des dommages majeurs à l'environnement et affaiblissent l'agriculture paysanne. De plus, les lois anti-terroristes en vigueur dans la majorité des pays d'Amérique latine, du Honduras à l'Argentine, ouvrent la voie à l'agro-industrie et permettent de chasser les peuples primitifs de leur terre ancestrale, une violation évidente des droits de l'homme.

Les représentants indigènes ont également exigé l'annulation des concessions minières qui occupent actuellement de nombreux territoires indigènes sur tout le continent, et de mettre un terme à la vente par lots de leurs territoires aux compagnies pétrolières et minières. Au Pérou, à titre d'exemple, 72% de l'Amazonie ont été divisés en lots pour plus de 30 multinationales productrices de gaz et de pétrole, en majorité américaines, européennes et chinoises, sur les zones les plus riches en termes de populations de mammifères, d'oiseaux et d'amphibiens. Le plus tragique est que 58 des 64 lots autorisés par les gouvernements d'Aléjandro Toledo (2001-2006) et d'Alan García (2006-2011) se situent sur les terres des communautés paysannes et indigènes. Le même phénomène se produit au Brésil, en Équateur, en Colombie et en Bolivie, où les explorations de pétrole et de gaz mettent en péril l'une des dernières forêts primitives à la biodiversité exceptionnelle.

Les projets d'extraction de gaz de schiste en Amérique latine suivent l'exemple des États-Unis et de l'Union européenne et représentent un nouveau danger pour la nature, puisqu'ils pollueraient les nappes phréatiques et mettraient en péril les générations futures. Il est d'ores et déjà prouvé que l'extraction de gaz naturel des formations géologiques appelées schiste gazifère par fracturation hydraulique (FH) pollue l'environnement. Selon des études scientifiques, chaque puits d'extraction nécessite entre 4 et 30 millions de litres d'eau et de 80 à 300 tonnes de produits chimiques cancérigènes, comme le benzène, le toluène, l'éthylbenzène ou le xylène.

Tous ces problèmes figurent dans la déclaration finale du 5e Sommet Continental, qui a déclaré le 12 octobre jour de la Résistance

*Suite à la page (14)*

## Al-Qaida, éternel supplétif de l'Otan



Recep Tayyip Erdoğan et Yasin al-Qadi

Par Thierry Meyssan

*La mise au jour des liens unissant le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, à Al-Qaida bouleverse la politique turque. Non seulement Ankara soutenait très activement le terrorisme en Syrie, mais il le faisait dans le cadre d'une stratégie de l'Otan. Pour Thierry Meyssan, l'affaire montre aussi le caractère factice des groupes armés qui luttent contre l'État et le peuple syriens. C'est la première fois depuis le 11-Septembre qu'un chef de gouvernement de l'Otan est surpris la main dans le sac, en train de travailler personnellement avec Al-Qaida.*

Jusqu'à présent, les autorités des États membres de l'Otan affirment que la mouvance jihadiste internationale, qu'elles soutenaient à sa formation, lors de la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques (1979), se serait retournée contre elles lors de la libération du Koweït (1991). Elles accusent Al-Qaida d'avoir attaqué les ambassades US au Kenya et en Somalie (1998) et d'avoir fomenté les attentats du 11 septembre 2001, mais admettent qu'après la mort officielle d'Oussama Ben Laden (2011), certains éléments jihadistes auraient à nouveau collaboré avec eux en Libye et en Syrie. Toutefois, Washington aurait mit fin à ce rapprochement tactique en décembre 2012.

Or, cette version est démentie par les faits : Al-Qaida a toujours combattu

les mêmes ennemis que l'Alliance atlantique, ainsi que le révèle une fois de plus le scandale qui secoue actuellement la Turquie.

On apprend que le « banquier d'Al-Qaida », Yasin al-Qadi —qui était désigné comme tel et recherché par les États-Unis depuis les attentats contre leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie (1998)— était un ami personnel à la fois de l'ancien vice-président US Dick Cheney et de l'actuel Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan. On découvre que ce « terroriste » menait grand train de vie et voyageait en avion privé en se moquant des sanctions des Nations Unies à son encontre. Ainsi, a-t-il rendu visite au moins quatre fois à M. Erdoğan en 2012, arrivant par le second aéroport d'Istanbul où, les caméras de surveillance ayant été déconnectées, il était accueilli par le chef de la garde du Premier ministre, sans passer par les douanes.

Selon les policiers et magistrats turcs qui ont révélé ces informations et incarcéré les enfants de plusieurs ministres impliqués dans l'affaire, le 17 décembre 2013 —avant d'être dessaisi de l'enquête voire relevés de leurs fonctions par le Premier ministre—, Yasin al-Qadi et Recep Tayyip Erdoğan avaient mis au point un vaste système de détournement de fonds pour financer Al-Qaida en Syrie.

Au moment même où cet incroyable double-jeu était mis en lumière, la gendarmerie turque arrêtait à proximité de la frontière syrienne un

*Suite à la page (14)*

## Je hais le nouvel an !

Par Antonio Gramsci

Chaque matin, à me réveiller encore sous la voûte céleste, je sens que c'est pour moi la nouvelle année. C'est pourquoi je hais ces « nouvel an » à échéance fixe qui font de la vie et de l'esprit humain une entreprise commerciale avec ses entrées et sorties en bonne et due forme, son bilan et son budget pour l'exercice à venir. Ils font perdre le sens de la continuité de la vie et de l'esprit. On finit par croire sérieusement que d'une année à l'autre existe une solution de continuité et que commence une nouvelle histoire. On fait des résolutions et l'on regrette ses erreurs etc. etc. C'est un travers des dates en général.

On dit que la chronologie est l'ossature de l'Histoire; on peut l'admettre. Mais il faut admettre aussi qu'il y a quatre ou cinq dates fondamentales que toute personne bien élevée conserve fichées dans un coin

de son cerveau et qui ont joué de vilains tours à l'Histoire. Elles aussi sont des « nouvel an ». Le nouvel an de l'Histoire romaine, ou du Moyen Âge, ou de l'Époque moderne. Et elles sont devenues tellement envahissantes et fossilisantes que nous nous surprisons nous-mêmes à penser quelquefois que la vie en Italie a commencé en 752, et que 1490 ou 1492 sont comme des montagnes que l'humanité a franchies d'un seul coup en se retrouvant dans un nouveau monde, en entrant dans une nouvelle vie. Ainsi la date devient un obstacle, un parapet qui empêche de voir que l'histoire continue de se dérouler avec la même ligne fondamentale et inchangée, sans arrêts brusques, comme lorsque au cinéma la pellicule se déchire et laisse place à un intervalle de lumière éblouissante.

Voilà pourquoi je déteste le nouvel an. Je veux que chaque matin soit pour moi une année nouvelle. Chaque jour je veux faire les comptes avec

*Suite à la page (14)*

# Le poète et neuro-linguiste haïtien Jean Métellus est mort

Jean Métellus nous a quittés. Il était né le 30 avril 1937 à Jacmel (Haïti), il émigre en France en 1959 à l'époque de la dictature des Duvalier. Il exerçait la profession de neuro-linguiste, en même temps que ses multiples activités littéraires de romancier, poète, dramaturge et essayiste.

Marié, père de trois enfants, il était médecin des Hôpitaux de Paris au Centre Hospitalier Émile Roux, en tant que neurologue spécialiste dans les troubles de la parole.

Après des études secondaires au Lycée Pinchinat de Jacmel, Jean Métellus occupe le poste de professeur de mathématiques au Lycée Célie Lamour de sa ville natale de 1957 à 1959. Il poursuit ses études en France à la Faculté des Sciences de Paris, suivi d'études de Médecine à la Faculté de Médecine de Paris. Docteur en Médecine en 1970 et Docteur en Linguistique en 1975, il conjugue harmonieusement ses deux spécialisations dans son quotidien médical et littéraire qui lui ont valu la reconnaissance de sociétés savantes. Il a été lauréat de l'Académie de Médecine en 1973, 1976, 1984 et de trois prix littéraires qui lui ont été décernés en 1982, 1984 et 1991. Jean Métellus ex-



Jean Métellus

erçait, en outre, le métier de professeur au Collège de Médecine des Hôpitaux de Paris.

À la liste de ses publications de romans, de poésies, de pièces de théâtre s'ajoutent des essais historiques et philosophiques sur Haïti, et tout particulièrement de nombreux écrits (près d'une centaine) sur les problèmes du langage. Son premier recueil de poésie *Au pipirite chantant* a retenu l'attention d'André Malraux et de Maurice Nadeau. Antoine Vitez a remarqué la puissance dramatique et poétique de son théâtre en montant *Anacaona* au Théâtre de Chaillot.

Poème extrait du recueil *Au pipirite chantant*, éditions Les lettres nouvelles, 1995

## Femme noire

La femme noire a un enfant qui la tient en alerte  
La femme noire a un enfant et des seins douloureux  
C'est une accouchée d'hier  
Les douleurs l'ont surprise à la cueillette du café  
Là sous le caféier sur la veste de son mari, la tête contre un palmier,  
les pieds plantés dans la terre, elle a poussé son enfant  
L'eau de la source est pure  
La chaleur du corps tendre  
Elle reprit son travail avec au sein l'enfant  
dans une main, la machette  
Le sarclage recommence, la cueillette de plus belle, la mère engrosse la terre pour donner du lait à son enfant.

L'Humanité 6 Janvier 2014

# USDC : Mémorial pour les victimes du 12 Janvier 2010 en Haïti

12 Janvier 2010 : 35 secondes d'enfer ont changé Port-au-Prince.

4:53 pm un tremblement de terre d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter a plongé Haïti dans l'enfer... 35 secondes plus tard... Port-au-Prince, la capitale était détruite à plus de 75%. On ne pourrait pas laisser passer cette date inaperçue sous les yeux du peuple Haïtien, plus précisément les personnes les plus touchées, car elles ont perdu chacune un membre de

leur famille ou des amis. Ce 12 Janvier 2014, le conseil de l'USDC veut rendre hommage à ces victimes. Pour commémorer cette date, nous aimerions avoir votre collaboration institutionnelle ou particulière pour réaliser des ambiances culturelles sous le thème: « Je raconte mon 12 Janvier en célébrant la vie »

Sur ce ; le conseil de gestion de l'USDC organisera une journée de réflexion à Titanyan sur la force commune des défunts pour déposer plusieurs Gerbes en leur mémoire.

**Tercier Daniel, Représentant USDC et Desmangles Jean Baptiste, Coordonnateur général des projets.**

**USDC** Delmas 31, Rue Lassegue # 16. Local : Ecole Jean Perrin. Tel : (509) 3854-4240 / 3674-3379. Adresse : #1, Route Nationale, Cite Soleil Rue Volcy 3bb # 115

Web site : [www.usdc.webs.com](http://www.usdc.webs.com) . E-mail: [usdc.haiti@yahoo.com](mailto:usdc.haiti@yahoo.com)

## Suite de la page (13) Les peuples amérindiens mettent en...

Continental « contre le capitalisme extractiviste et le pillage des ressources naturelles par l'extraction minière, l'exploitation pétrolière, le gaz et les mégaprojets ». Les participants exigent de même que les Nations Unies signent une Déclaration Universelle des Droits de la Pachamama (la Terre-Mère) afin de

pouvoir la défendre et la protéger sur l'ensemble de l'« Abya Yala », le continent américain.

Une prière maya dit :  
« Ô Grand Créateur, Cœur du Ciel, Cœur de la Terre, notre Mère :  
*Donne-nous la vie, beaucoup de vie et une existence utile pour que nos peuples trouvent la paix*

dans toutes les nations du monde ».

**Ria Novosti, Moscou, le 6 décembre 2013. Traduit de l'espagnol par : Audrey Garcia-Santina El Correo. Paris, 27 décembre 2013**

## Suite de la page (13) Je hais le nouvel an !

moi-même, et me renouveler chaque jour. Aucun jour prévu pour le repos. Les pauses je les choisis moi-même, quand je me sens ivre de vie intense et que je veux faire un plongeon dans l'animalité pour en retirer une vigueur nouvelle. Pas de ronds-de-cuir spirituels. Chaque heure de ma vie je la voudrais neuve, fût-ce en la rattachant

à celles déjà parcourues. Pas de jour de jubilation aux rimes obligées collectives, à partager avec des étrangers qui ne m'intéressent pas. Parce qu'ont jubilé les grands-parents de nos grands parents etc., nous devrions nous aussi ressentir le besoin de la jubilation. Tout cela est écoeurant.

(Antonio Gramsci, 1er janvier 1916 sur l'Avanti!, édition de Turin, rubrique « Sotto la Mole ») Traduit par Olivier Favier.

• - texte publié d'abord sur le site « Domira jamais » géré par Olivier Favier

**Solidarité Internationale 1 janvier 2014**

## Suite de la page (13)

camion transportant des armes destinées à Al-Qaïda. Parmi les trois personnes interpellées, l'une déclarait convoier le chargement pour le compte de l'IHH, l'association « humanitaire » des Frères musulmans turcs, tandis qu'une autre affirmait être un agent secret turc en mission. En définitive, le gouverneur interdisait à la police et à la justice de faire leur travail, confirmait que ce transport était une opération secrète du MIT (les services secrets turcs), et ordonnait que le camion et son chargement puissent reprendre la route.

L'enquête montre également que le financement turc d'Al-Qaïda utilisait une filière iranienne à la fois pour agir sous couverture en Syrie et

pour mener des opérations terroristes en Iran. L'Otan disposait déjà de complicités à Téhéran durant l'opération « Iran-Contras » dans des milieux proches de l'ancien président Rafsanjani, tel le cheikh Rohani, devenu l'actuel président.

Ces faits interviennent alors que l'opposition politique syrienne en exil lance une nouvelle théorie à la veille de la Conférence de Genève 2 : le Front al-Nosra et l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL) ne seraient que de faux nez des services secrets syriens chargés d'affoler la population pour la rabattre vers le régime. La seule opposition armée serait donc celle de l'Armée syrienne libre (ASL) qui reconnaît son auto-

rité. Il n'y aurait pas de problème de représentativité à la Conférence de paix.

Nous serions donc priés d'oublier tout le bien que la même opposition en exil disait d'Al-Qaïda depuis trois ans ainsi que le silence des États membres de l'Otan sur la généralisation du terrorisme en Syrie.

Dès lors, si l'on peut admettre que la plupart des dirigeants de l'Alliance atlantique ignoraient tout du soutien de leur organisation au terrorisme international, on doit aussi admettre que l'Otan est le principal responsable mondial du terrorisme.

**Réseau Voltaire 6 janvier 2014**

# Graduation



Mme Judith S. Polydor entourée de ses Gradués (es)



Marie V. Solitaire, lauréate de sa promotion en Microsoft Word entre l'avocat Me Coffy et Mme Polydor

Le 27 Décembre 2013 dernier à l'auditorium du journal Haiti Liberté et de Grenadier Books, la Haitian Technical Development Group que dirige Mme Judith S. Polydor, était heureuse de conduire à la graduation des compatriotes qu'elle avait aidés à percer la connaissance de l'Informatique.

Un grand merci de sa part à tous les récipiendaires et à tous ceux et celles qui s'intéresseraient à la connaissance et à la maîtrise de cette discipline.

## Gradués (es) en Windows :

Judith Rocher, Marie Carmel Metellus, Claude Charles, Marie Ruth Millien, Marc Gérard Augustin, Liliane Alcide, Joseph Compère, Bruneau Jean Joseph, Jean Robert Paul, Yvens Ulysse, Wilfrid Auberguste, Méritane Gabriel, Ghislaine François, Jean Metzger Desravines, Marie Kersaint, Ghislaine Jn Baptiste, Jocelyne Augustin, Sophonie Joseph, Maisonneuve Jn Louis, Maisonneuve Sophonie, Jean R. Abelard,

Loulou Pierre, Barbara Prévilon, Pompée François, Venita Bruneau, Paulema Balcin, Eloi Delanneau, Marie Andrée Adolphe, Dominique Azor, Louinis Antoine, Benita Barnes, Jn Joseph Paulemon, Marie St Germain, Serge Pierre-Louis, Jean Robert Pérard, Béatrice Jean Louis.

## Gradués (es) en Microsoft Word :

Marie V. Solitaire, Carole Alexis, Micheline Jeanty, Berty Mauril, Armand Claude Valery, Jean Constant Cadet, Josephine Jean Pierre, Mitta Calixte, Pierre Edwige Jeune, Jean Jonas Antoine, Irma Symby, Emmanuel Jeanine, Jacqueline Israel, Rita Maurice, Myrtha Julien, Stella Valery, Espa Elysée, Phenicien Jean Pierre, Darling Chatelain, Alexandre Mimose, Jean Blain.

Pour informations et inscription, sonnez le 718-859-2200, 646-377-8294 ; Fax 718-859-3693. Adresse : 1976 Nostrand Avenue, Brooklyn NY 11210

**Oui**  
CREOLE GRILL  
& SEAFOOD

**Grand Opening Special:**  
1/4 Grilled Chicken, Rice & Beans,  
Salad, Soda:  
**\$4.99**  
only  
Breakfast • Lunch • Dinner

Fast & Free Delivery - Catering

Nouveau Restaurant Haïtien  
[www.ouigrill.com](http://www.ouigrill.com)

944 Flatbush Avenue  
(Corner Snyder Ave.)  
Brooklyn, NY 11226

347.915.0866

**HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ**

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.  
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorçant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.  
En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.  
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

logements affectés et signalés au bureau de la protection civile; en outre, les établissements de santé publique ont été restaurés à 97 %, le système d'éducation à 88 %, celui de la culture et des sports à 82 %, ainsi que l'industrie alimentaire à cent pour cent.

Malgré l'échec du plan provincial de nouveaux logements, les 331 prévus dans le quartier de San Pedrito, historiquement l'un des plus humbles, ont été achevés, et les travaux se poursuivent dans d'autres quartiers de la ville.

Depuis le gouvernement central, nous continuerons de surveiller systématiquement ce travail jusqu'à rétablissement complet.

Pour arriver à construire une ville toujours plus belle, hygiénique, ordonnée et disciplinée, à la hauteur de son statut de ville héroïque, berceau de la Révolution, comme je l'ai exprimé exprimée le 26 Juillet l'année dernière pour commémorer le 60e anniversaire de la ville de Moncada, il revient maintenant, en premier lieu, aux autorités, avec le soutien de ses citoyens, de renforcer le respect, je le répète, renforcer le respect du rôle que doit jouer la Planification Physique, ce qui contribuera à la stricte application du nouveau Plan d'aménagement territorial de la ville, qui sera approuvé cette année par l'Assemblée provinciale du Pouvoir populaire.

Je pense que si nous faisons tous notre devoir, nous pourrions continuer à faire en sorte que «Santiago continue de rester Santiago» (cris de «Santiago»). Exactement (Applaudissements). Pour bien traduire notre idée, cela signifie que l'on peut construire, mais pas n'importe où au gré de chacun, autrement nous n'aurons jamais une ville comme nous le disions le 26 Juillet et aujourd'hui: belle, hygiénique, méthodique et disciplinée. Êtes-vous d'accord? (Cris de «Oui» et applaudissements.)

Jusqu'ici, c'est ce que je pensais à vous dire des deux programmes.

De suite, je vais aborder une question pour laquelle il y a encore un long chemin à parcourir. Je me réfère au défi que nous impose la campagne permanente de subversion politico-ideologique conçue et dirigée depuis les centres du pouvoir mondial pour recoloniser les esprits des peuples et annuler leurs aspirations de construire un monde meilleur.

Dans sa brillante définition du concept de «révolution» faite le premier du mois de mai 2000, sur la Place de la Révolution à La Havane, Fidel a énoncé, entre autres idées les suivantes :

«La Révolution c'est défier les forces dominantes, puissantes du milieu social et national, à l'intérieur et à l'extérieur;»



Une vue de l'assistance à Santiago le premier janvier 2014

« C'est défendre les valeurs auxquelles on croit au prix de n'importe quel sacrifice.

« C'est la conviction profonde qu'il n'existe pas de force au monde capable d'écraser la force de la vérité et des idées. »

Dans notre cas, comme dans de nombreuses régions du monde, on perçoit des tentatives d'introduire subtilement des plateformes de pensée néolibérale et de restauration du capitalisme néocolonial, orientées contre l'essence même de la Révolution socialiste, à partir d'une manipulation préméditée de l'histoire et de la situation actuelle de crise générale du système capitaliste, au détriment des valeurs, de l'identité et de la culture nationales, favorisant l'individualisme, l'égoïsme et l'intérêt commercial sur la morale.

En résumé, ils s'efforcent trompeusement de vendre aux plus jeunes les avantages supposés de faire abstraction des idéologies et de la conscience sociale, comme si ces dispositions ne représentent pas pleinement les intérêts de la classe dirigeante dans le monde capitaliste. Ainsi, ils prétendent, en outre, induire également la rupture entre la direction historique de la Révolution et les nouvelles générations et promouvoir l'incertitude et le pessimisme face à l'avenir, tout cela aux fins avérées de démanteler du dedans le socialisme à Cuba.

Dans les circonstances présentes, le défi se fait plus grand et nous sommes confiants que avec l'aide des forces dont dispose la Révolution, nous sortirions victorieux dans cette bataille décisive, rendant réalité les objectifs que dans le domaine idéologique la première conférence nationale du Parti a approuvés, il y a de cela deux ans, direction dans laquelle nous n'avons pas avancé suffisamment. Il reste énormément de travail à faire. Pour cela, nous comptons sur l'engagement patriotique de la grande

masse des intellectuels, artistes, professeurs et intellectuels, professeurs et enseignants révolutionnaires, ainsi que sur la force de nos centres d'investigations sociales, des universités et de leur population estudiantine, même sans utiliser pleinement leur potentiel.

Les efforts pour diffuser des idées qui nient la vitalité des concepts marxistes, léninistes et Martiens, devront être neutralisés, dans d'autres milieux, avec une conceptualisation théorique créatrice du socialisme possible dans les conditions de Cuba, comme unique alternative d'égalité et de justice pour tous.

Les nouvelles générations de leaders qui assument des responsabilités importantes de façon graduelle et ordonnée au niveau de la direction de la nation, ne pourront jamais oublier que c'est la révolution Socialiste des humbles, par les humbles et pour les humbles (Applaudissements et acclamations), prémisses indispensables et antidote efficace pour éviter de tomber sous le charme des sirènes de l'ennemi qui ne renoncera pas à l'objectif de les tenir à distance de notre peuple, afin de saper son unité avec le Parti Communiste, le seul héritier légitime de l'héritage et de l'autorité du commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz (Applaudissements et cris de « Vive ! »).

À cet égard, il convient de rappeler la pertinence du principe de continuer de consulter directement les décisions vitales de la population pour le développement de la société, tel que démontré durant le processus antérieur à l'approbation du nouveau Code du travail par notre Assemblée nationale, de même qu'elle l'a fait en temps opportun avec le projet des lignes directrices de la politique économique et sociale, lesquelles, suite à leur large et démocratique examen populaire, furent approuvées par le Sixième Congrès du Parti, puis postérieurement prises en charge par notre Parlement

Suite de la page (3)

constitutionnelles une institution électorale à la fin de l'année 2012, qui, au lieu de résoudre la crise électorale, l'a aggravée de toute évidence. De toute façon, le peuple haïtien qui se mobilise contre le gouvernement n'a aucune confiance dans ces institutions rétrogrades pour apporter une solution à la crise politique haïtienne, qui devrait aboutir en tout état de cause au départ de monsieur Martelly à la tête du pays.

De son côté, le Parlement haïtien, l'un des principaux protagonistes de la crise politique actuelle, maintient les conditions sine qua non à toutes négociations politiques. Les présidents des deux Chambres sont clairs là-dessus. Le président du Sénat, Simon Dieuseul Desras, pose un ensemble de conditions à sa participation à des discussions avec le président Michel Joseph Martelly telles que souhaitées par la Conférence Episcopale d'Haïti : la libération des prisonniers politiques, la confirmation des personnalités choisies par le Sénat pour la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif et l'arrêt des révocations dans l'administration publique d'employés ne partageant pas

la position du régime. Il doit envoyer un signal positif au Sénat disant qu'il accepte de retourner à la table des discussions, s'il adopte ces dispositions, a déclaré le président du Grand Corps. A l'instar de la Conférence Episcopale d'Haïti, Simon Dieuseul Desras souhaite que différents secteurs de la vie nationale participent aux discussions en vue de l'amélioration du climat politique.

Le sénateur Moïse Jean Charles, farouchement opposé au régime Martelly-Lamothe ne voit pas de bon œil l'implication de l'Église catholique dans la négociation visant à redorer le blason du régime corrompu, antidémocratique, prédateur de la constitution, des lois du pays et des institutions. Il annonce la poursuite de la mobilisation dans tout le pays dès le début de l'année 2014 pour arriver à déchouquer le monstre du palais national.

D'un autre côté, certains partis politiques du Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD), de la Fusion des Sociaux-Démocrates, de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) saluent la proposition de médiation de l'Église catholique

pour tenter d'apporter une solution à la crise politique.

Le pouvoir kaletèt, qui a plaidé d'un côté en faveur d'une trêve politique à l'occasion des fêtes de fin d'année, ne cesse d'exercer la persécution et de répression politique sur ses opposants des quartiers populaires. A Cité Soleil le samedi 28 décembre écoulé, la police a procédé à l'arrestation de 22 militants de Fanmi Lavalas, 21 d'entre eux ont été libérés, mais Louima Loujuste est toujours resté en garde-à-vue au commissariat de Port-au-Prince. Selon son avocat, Me. André Michel, son dossier a été transféré au Cabinet d'instruction pour les suites nécessaires.

De toute façon, la solution de la crise politique haïtienne n'est pas pour demain, même quand le président de la CEH annonce le début des négociations dès la première semaine du mois de janvier 2014. Les intérêts personnels, de clan ou de classe priment toujours du côté de chaque acteur sur les intérêts collectifs ou les intérêts supérieurs de la nation. L'Église Catholique parviendra-t-elle à faire asseoir les protagonistes pour essayer de dénouer cette crise profonde ?

devant lequel compte est rendu deux fois par an sur leur mise en application, et c'est de la même manière que l'on procède au sein du gouvernement et du Parti.

Cette méthode permettra d'assurer que le programme de la Révolution est mis à jour tous les cinq ans, de façon à toujours répondre aux véritables intérêts du peuple dans les questions fondamentales de la société et à rapidement corriger les erreurs. Cela permettra également d'assurer l'amélioration continue et le développement de notre démocratie socialiste.

Étroitement liée à ces concepts de portée stratégique, véritablement stratégique pour le présent et l'avenir de la Patrie, est la phrase prononcée

par Fidel ici, presque à cette même heure, depuis ce balcon exactement, il y a 55 années de cela aujourd'hui, qui, par son éternelle validité servira de conclusion à mes propos, je cite : « la révolution triomphe sans engagement envers qui que ce soit, sauf envers le peuple, le seul à qui elle doit ses victoires » (Applaudissements).

Cinquante-cinq ans plus tard, en ce même endroit, nous pouvons répéter avec fierté : La Révolution continue de la même façon, sans engagement envers qui que ce soit, seulement envers le peuple !

Merci beaucoup.  
(Cris de « Vive la Révolution, Vive Fidel ! Vive Raul ! »)  
(Ovation)

Suite de la page (3) Haïti, vue de l'intérieur (16)

Rabeauto, Port-de-Paix qui a été transformé tout simplement en bidonville peu ragoutant, sont les signes qui ne se trompent pas de l'avancée inexorable du phénomène des bidonvilles autour des endroits qui autrefois étaient des lieux agréables à vivre. Le plus inquiétant dans l'affaire, c'est que l'Etat décide tout bonnement soit de croiser les bras soit d'accompagner les gens dans leur misère en cautionnant d'une forme de vie totalement indigne de l'homme du vingt et unième siècle. Naturellement c'est un plus pour les habitants de jalousie et les autres bidonvilles de Pétiön-Ville que le gouvernement à travers son projet 16/6 tente de venir en aide en apportant quelques petites infrastructures comme la fosse septique, voire des routes pour accéder à ces pentes raides. Mais est-ce vraiment ça le progrès ?

Bien sûr, certains diront, c'est mieux que rien. En tout cas, ces bidonvilles qu'ils soient à Port-au-Prince et sa périphérie ou qu'ils se trouvent en province, le plus souvent se situent dans des zones dangereuses, installés près des rivières, à flanc de montagne ou dans des zones marécageuses et inondables ou de sol instable. L'on se souvient de l'effondrement d'un immeuble dans le bidonville de Nerette qui avait fait des dizaines de morts et de blessés. C'est à ce moment que le pays entier avait découvert que Haïti ne disposait même pas d'un vrai Corps

de sapeurs pompiers capable de porter secours à des victimes d'un seul immeuble. Le cas du bidonville de Jalousie est tout aussi inquiétant par sa situation géographique. Cette zone, tous les spécialistes le reconnaissent, est traversée par une faille sismique qui, d'un moment à l'autre peut se révéler mortelle.

Pétiön-Ville avait échappé au tremblement de terre du 12 janvier 2010. Imaginons un pareil désastre devant toucher cette commune avec tous ces bidonvilles alignés comme un collier de béton autour de la ville, c'eut été une horrible catastrophe. Aux Cayes, à chaque montée de la rivière la Ravine du Sud, c'est à une catastrophe humanitaire qu'on assiste puisque le bidonville situé en contrebas de la ville, quasiment dans le lit du fleuve, ne peut résister à la moindre crue. Dans la plaine du Cul de Sac au nord de la capitale les bidonvilles n'échappent pas à cette triste réalité de la montée des eaux en crue. Ce n'est certainement pas en badigeonnant de peinture ces maisons qui sont en fait des coffres en béton mortels qu'on protégera la population contre des éboulements et autres inondations. Et ce n'est pas non plus en rafistolant ces bidonvilles qui risquent d'ailleurs de donner des idées aux vendeurs de sommeil qu'on trouvera de solution à cette problématique qu'est le logement social dans le pays.

C.C

Suite de la page (4)

République Dominicaine, et nous avons l'obligation de dénoncer un tel acte qui peut être dangereux pour la République Dominicaine et tous les pays de la Caraïbe » a déclaré le coordonnateur du GARR, Jean Baptiste Azolin. Toutefois, Jean-Baptiste Azolin maintient qu'Haïti ne peut pas engager de négociation avec la République voisine autour de cet arrêt en raison que ce problème ne concerne qu'un groupe de Dominicains dont l'Etat dominicain viole leur droit.

Concernant les thématiques débattues lors de la réunion de ce mardi, le responsable du GARR dit espérer que les autorités haïtiennes arriveront à négocier effectivement sur plusieurs questions qui posent toujours problème avec la République Dominicaine, notamment les questions migratoires, le commerce et la politique.

Toutefois, il s'est dit « prudent » par rapport à la formation de la commission bilatérale haïtiano-dominicaine, par le fait qu'une commission bilatérale avait déjà été formée depuis environ 10 ans autour des mêmes problèmes. En prélude de la réunion du mardi 7 janvier, une rencontre s'était déroulée dans l'après-midi du lundi 6 janvier à Port-au-Prince entre les membres de la commission gouvernementale pour le dialogue binational et plusieurs groupes de la société civile notamment le GARR.

Le mandat de la commission bilatérale haïtiano-dominicaine est de « trouver un consensus et des solutions acceptables en vue de vider tous les contentieux entre les deux pays sur les questions migratoires, les échanges commerciaux, la sé-

curité frontalière et la régularisation des marchés binationaux », avait indiqué un communiqué du gouvernement Martelly-Lamothe. Le président du Venezuela Nicolas Maduro, sous la direction duquel cette commission a pris naissance, a déclaré que les Haïtiens sont "nos frères aînés et quiconque se met en face d'Haïti se met également en face du peuple vénézuélien ». Il a fait cette déclaration, le 23 décembre 2013, lors d'une interview accordée à un journal en ligne du parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), autour du conflit entre Haïti et la République Dominicaine, suite à l'arrêt 168-13 dénationalisant des Haïtiens d'origine haïtienne.

« Ils sont nos frères aînés et heureusement la République Dominicaine a fait preuve de sagesse en établissant un calendrier à partir de maintenant pour faciliter le dialogue », a-t-il expliqué. Le président vénézuélien a indiqué que dans le cadre du dialogue qui doit débiter le 7 janvier 2014 entre les représentants des deux pays de l'île, il va nommer un envoyé spécial qui a pour but notamment de veiller à ce que les droits fondamentaux des descendants haïtiens soient respectés et garantir à ce que les différends entre les deux pays soient résolus.

Plusieurs autorités dominicaines ne voient pas d'un bon œil cet avertissement de Nicolas Maduro notamment le chef de la Force nationale progressiste (FNP) Vinicio Castillo. M Castillo a dit que cette déclaration montre que le dialogue se fera contre les intérêts de la République Dominicaine. Aussi a-t-il appelé à la suspension du dialogue entre les deux pays.

continued from page (8)  
admet Odnell.

Sur le terrain AKJ a trouvé des maisons en manque. Certaines des habitations sont incapables de supporter la moindre pluie. Sur 10 familles, 80% ont des installations électriques, mais leur maison n'est que rarement alimentée en électricité, d'après eux.

Egalement, des fosses septiques de certaines maisons posent des problèmes. « Elles peuvent être remplies dans un quart d'heure », dénonce André Paul, habitant le projet depuis juillet 2013. « Certaines sont bloquées, d'autres remplies. »

L'EPPLS, qui partage la responsabilité du site avec le FAES promet d'agir : « Nous allons porter des corrections. Les fosses septiques sont mal établies. De toutes les façons, nous allons corriger ce qui requiert des corrections. »

« Le projet est inachevé », ajoute de son côté Odnell. « Les gens vont y rester, c'est à l'Etat de le continuer. Il faut améliorer le cadre de vie des occupants. Il faut leur donner les infrastructures nécessaires. Dans la réalisation d'un projet d'habitat, les infrastructures publiques précèdent les logements. Quand on planifie les services doivent être déjà disponibles. Dans le cas de 400%, c'est le contraire. »

**Morne à cabri – un projet de logement social ?**

Le projet de logement Village Lumane Casimir est financé par les fonds de Petro-Caribe pour au moins US\$ 49 millions, d'après le gouvernement. Cette urbanisation, dans une région désertique au pied du Morne à Cabri, comportera 3 000 logements locatifs, dont quelques 1 300 sont déjà prêts. Il tire son nom d'une célèbre chanteuse haïtienne.

Lors de l'inauguration le 16 mai 2013, le président a profité pour faire des remises de clef à des familles sous une couverture médiatique assez motivée et extraordinaire. Pourtant, de mai à septembre 2013, personne n'y vivait. Ce n'est qu'en octobre 2013 que le village commence à se remplir.

Plusieurs des maisons non encore occupées sont saccagées. « Entre 120 à 150 logements ont été vandalisés », accepte Odnell de l'UCLBP, l'organe qui gère et assure la supervision dudit projet.

Plus d'une cinquantaine de toilettes, plusieurs dizaines de serrures de portes, de fenêtres, d'étriers, d'ampoules, de prises et de fils électriques sont emportés, sans compter les mille et une tentatives visibles d'emporter des lavabos soudés au mur, des serrures. Certaines maisons ont des portes et fenêtres qui tiennent à peine. « Les voleurs y viennent toujours », raconte Bélaïr Paulin, un habitué de la zone, qui dit attendre qu'on l'appelle pour une entrevue lui permettant de savoir s'il est ou non un des prochains bénéficiaires.

Plus de 200 familles sont déjà installées. D'autres munies déjà de



Vue d'une des maisons envahies par des squatteurs sur le site de l'Expo Habitat. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

leur clé viennent au fil du temps. Pour le moment, environ 1 100 des appartements sont encore vides. Le 20 décembre dernier, lors d'une visite, le président Martelly a remis des clés à 75 policiers sur un total de 250 qui vont bénéficier d'un logement. Quelques policiers ont dénoncé des responsables de l'Etat qui leur ont demandé de remettre les clés sous prétexte que c'était une remise symbolique.

Toutes les maisons prêtes sont dotées d'une alimentation en eau et électricité, de poubelles flambant neuves, d'un réchaud à gaz, un récipient à traiter l'eau, des plantes en pleine croissance avec un service d'arrosage des parcelles de jardin, et d'une promesse de transport automobile aller-retour à la capitale pour 20 gourdes.

Sous un soleil de plomb, la voix de quelque centaines de nouveaux résidents, des portes qui s'ouvrent et se ferment, le vent qui se déchaine et les bruits de voitures qui roulent à toute vitesse, le village Lumane Casimir de Morne à Cabri commence une nouvelle vie.

Selon les déclarations d'Odnell, le village possédera : « Un système d'assainissement, un commissariat, un centre de santé, un réservoir d'alimentation en eau potable, une place publique, un terrain de football, une ligne électrique, un pôle commercial, une école professionnelle, un marché public et une école fondamentale ».

L'un des plans du projet, c'est que certains des résidents disposent d'un emploi dans un parc industriel de l'autre côté de la route. « Il y a un mini parc industriel qui aura toutes les facilités visant à créer des emplois pour sédentariser les bénéficiaires », promet Odnell, qui affirme qu'une entreprise canadienne se dit intéressée à y ouvrir une usine.

Le parc n'est pas encore terminé, et – à ce jour, au moins – il n'est pas été enregistré comme une « zone franche ». Comme dans les autres projets, les nouveaux résidents ne sont pas nécessairement des victimes du tremblement de terre. « Il y a trois critères clés pour être éligible : 1) Il faut que la personne ait été affectée par le séisme ; 2) la personne doit avoir une famille de 3-5 personnes et 3) il faut que la personne ait un revenu. C'est le plus important, afin

de pouvoir payer le loyer. Celui-ci doit être entre 7 000 (US\$ 163) et 10 000 gourdes (US\$ 233) », d'après Odnell.

Christela Blaise, est l'un des nouveaux locataires de ces maisons. Elle est cosmétologue et vit avec sa grande sœur et l'enfant de celle-ci depuis octobre 2013. « Après le séisme, on habitait Bon Repos aux abords de la route. Nous ne sommes pas des victimes directes du séisme, mais comme tout le monde on cherchait à s'abriter, on est allé dans un abri provisoire. Mais nous n'y sommes pas restés plus de trois mois avant de retourner dans notre maison. », dit-elle.

**La problématique de logements : Un défi immense**

L'Etat Haïtien reconnaît qu'il est face à un énorme défi. Jusqu'à maintenant quelques 150 000 victimes du séisme vivent encore dans environ 300 camps, et peut-être 50 000 autres dans les trois grands établissements informels appelés Canaan, Onaville et Jérusalem, la moitié des camps n'a pas des services sanitaires, et seulement 8% sont approvisionnée en eau, d'après un rapport de l'UCLBP et le « CCCM Cluster » de octobre 2013. A l'époque, 103 des camps ont été sous menace d'éviction. Dernièrement, les 7 et 9 décembre 2013, 126 familles ont été forcées de quitter les maisonnettes qu'elles avaient construites à Canaan, non loin du Village Lumane Casimir.

Selon le gouvernement, Haïti a un déficit de logements qui s'accroît à mesure que les gens laissent les villes de province pour rejoindre les villes. « Haïti devra faire face au défi de construire 500 000 nouveaux logements pour répondre au déficit actuel et aux besoins jusqu'à 2020 », note la Politique du logement et de l'habitat (PNLH) de l'UCLBP, publié en octobre 2013.

La Politique de l'UCLBP reste ambitieuse mais vague. Son résumé exécutif esquissant cinq « axes stratégiques » dit vouloir « accroître l'accès au logement », incluant le logement social répondant aux normes de construction établies et la promotion « des modèles de construction de logements avec un accès aux services urbains de base ».

Le langage du document implique que l'Etat cherchera à résoudre le déficit en partenariat avec le

Suite à la page (19)

continued from page (9)



Yves Zéphyr, an unemployed father of two, holds the receipt from his monthly mortgage payment in the 400% project. He says the houses there are too expensive. What can a person do in this country where there is no work? How can one find 1,500 gourdes (US\$ 39) each month?

« After the earthquake, we lived in Bon Repos on the main highway, » she said. « We were not direct victims of the earthquake, but like everyone who was looking for a place to live, we got a temporary shelter. But that didn't last beyond three months, so we moved back to our home. »

**Housing: An immense challenge**

The Haitian government recognizes that it faces an enormous challenge. Some 150,000 earthquake victims still live in about 300 camps and another 50,000 live in the new sprawling slums: Canaan, Onaville, and Jerusalem. Half of the camps have no sanitation services and only 8% are supplied with water, according to an October 2013 report from the UCLBP and the Camp Coordination and Camp Management (CCCM)/Shelter Cluster. Residents of over 100 camps are in imminent danger of being evicted. In December, 126 families were forced to leave the shacks in Canaan, near Village Lumane Casimir.

According to the government, the housing deficit will only continue to grow as people leave the countryside and smaller towns and move to cities.

« Haiti needs to meet the challenge of constructing 500,000 new homes in order to meet the current housing deficit and needs between now and 2020, » according to the UCLBP's new Policy of Housing and Urban Planning (PNLH), released in October.

The new policy is ambitious but vague. The Executive Summary sketches out five « strategic axes » that will help « grow access to housing, » including « social housing » that meets construction norms, and through the promotion of « models of housing that assure access to basic services. »

The language of the document implies that the government will seek to resolve the deficit in partnership with the private sector. In the introduction to the PNLH, for example, Prime Minister Laurent Lamothe notes that « under the coordination of the UCLBP, the PNLH also makes clear the important role that the private sector is being called upon to play, side-by-side with the state. »

While this kind of orientation should not necessarily be rejected out of hand, already with the Village Lumane Casimir, the 400% project, and the Chavez Houses, it appears that the government is no longer going to build public housing that is within reach of the majority of Haitians.

According to the World Bank, 80% of the population lives with a revenue of less than US\$ 2 per day. Even if a couple combines their revenues, they would have only about US\$ 60 a month. How could that family pay a rent that runs from US\$39 all the way up to US\$233 per month?

Speaking at an event at the Village Lumane Casimir on Nov. 11, 2013, Lamothe voiced his pride for the project, which is still called « social housing. »

But, if the housing is not for the poor – like, for example, the majority of the earthquake victims – and if, with monthly rents that reach US\$233, it is out of reach of 80% of the population, is it really correct to call it « social housing » ?

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

**KATOU RESTAURANT**  
5012 Ave M  
(Entre E. 51 et Utica)  
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir  
Appelez le **718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

**VENUS RESTAURANT**  
Specializing in Caribbean & American Cuisine

**We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..**  
670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226  
«Venus, l'endroit idéal!»  
**718-287-4949**

**kréole FLAVOR**

Caribbean Cuisine  
Catering & Take-Out  
1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210  
**718-258-0509**

**FRITAYE 5 STAR**

- Breakfast • Lunch
- Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

**Gran Pan-Pan Rice FOR SALE: Wholesale & Retail**

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226  
**718-975-0915-6**

**AMBIANCE EXPRESS**

- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY  
General Manager: Marie S  
**718.434.4287**

## Le New York Times propose la clémence pour Snowden: une tentative de limiter les dégâts

Par Eric London

La déclaration publiée le 1er janvier par le comité de rédaction du New York Times, qui appelle à une peine réduite pour Edward Snowden, sera accueillie par plusieurs comme une reconnaissance tardive des gestes héroïques de l'homme qui a démasqué les opérations totalitaires de l'Agence de sécurité nationale (NSA). Mais, inévitablement, l'éditorial montre la contribution du Times dans la diffamation et la persécution de Snowden après ses révélations initiales des opérations d'espionnage secrètes du gouvernement.

Dans un éditorial intitulé «Edward Snowden, dénonciateur», le Times demande que l'administration Obama fasse un accord avec Edward Snowden en échangeant la clémence contre son retour aux États-Unis. «Lorsque quelqu'un révèle que des responsables du gouvernement ont régulièrement et délibérément contrevenu à la loi, cette personne ne doit pas être menacée de prison à vie aux mains de ce même gouvernement», peut-on lire dans l'éditorial, qui ajoute que «le président Obama doit dire à ses conseillers de commencer à chercher une façon de mettre fin à la diffamation contre Snowden et de lui donner un incitatif pour revenir au pays.»

À première vue, l'éditorial paraît indiquer une importante volte-face dans la position du Times. Le Times a joué un rôle central dans la promotion d'un climat qui a forcé Snowden à fuir les États-Unis plus tôt cette année. C'est, en partie, en raison de la fidélité d'organisations comme le Times envers les administrations Bush et Obama que la responsabilité de démasquer la criminalité aux plus hauts échelons du gouvernement américain revient à des dénonciateurs comme Edward Snowden, Julian Assange et Bradley Manning.

Loin de défendre Snowden, le Times a rempli ses pages d'accusations catégoriques contre le jeune dénonciateur. En juin dernier, lorsque Snowden a rendu publiques ses premières révélations, le Times a répondu avec une hostilité sans équivoque. Le chroniqueur du Times, David Brooks, a écrit que Snowden avait «trahi la constitution» et que «les pères fondateurs n'ont pas créé les États-Unis pour qu'un solitaire de 29 ans prenne des décisions unilatérales sur ce qui doit être divulgué.»



Loin de défendre Snowden, le Times a rempli ses pages d'accusations catégoriques contre le jeune dénonciateur.

En août, le chroniqueur en chef des affaires étrangères, Thomas Friedman, écrivait ceci: «[Snowden] a lancé ses données et a fui dans des pays qui sont hostiles tant à nous qu'aux principes qu'il défend. Pour faire une seconde impression [pour prouver qu'il n'est «pas un traître» pour reprendre les mots de Friedman], Snowden devrait retourner au pays, se défendre et faire face à ses accusateurs», malgré le fait que Snowden ferait probablement face à une «longue peine de prison».

Lors d'une apparition télévisée en juillet, le chroniqueur financier du Times et le lèche-bottes de Wall Street, Ross Sorkin, a dit: «On a manqué notre coup et on a même laissé [Snowden] se rendre en Russie... Je l'arrêteraï et tant qu'à y être j'arrêteraï presque aussi Glenn Greenwald.»

Bill Keller, l'ancien éditeur exécutif du Times qui continue de superviser l'alignement du journal avec les intérêts de sécurité nationale du pays, a défendu de manière menaçante qu'une attaque terroriste réussie nécessiterait que le gouvernement américain «ajuste la sécurité nationale et aille encore plus loin que les excès de la guerre contre le terrorisme qui ont suivi la dernière grande attaque». Ainsi, conclut-il, les civils libertaires feraient mieux de donner une grande marge de manœuvre à la NSA.

L'hostilité du Times vis-à-vis d'Edward Snowden suit le modèle établi par le journal dans son attitude face à Julian Assange, qui a divulgué, entre autres, des preuves de crimes de guerre américains dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan. En janvier 2011, Keller a décrit Assange comme un «ancien pi-

rate informatique excentrique d'origine australienne et sans résidence fixe», qui est «évasif, manipulateur et volatile» et qui a jeté les médias dans «un état d'anarchie de l'information».

Sept mois après que Snowden se soit identifié en tant que dénonciateur de la NSA, pourquoi le Times change-t-il de ton?

Premièrement, l'étendue et la nature saisissante du contenu des révélations de Snowden ont été dévoilées au grand jour, montrant l'échafaudage d'un État policier aux États-Unis. L'éditorial du Times, indiquant que «des responsables du gouvernement ont régulièrement et délibérément contrevenu à la loi», énumère quelques-unes des plus stupéfiantes violations constitutionnelles commises par la NSA.

La liste non exhaustive comprend des actes criminels d'une gravité époustouflante: la «collecte en masse de données téléphoniques et internet», le décodage de systèmes cryptés, l'infiltration de liens de communication «permettant [à la NSA] d'espionner des centaines de millions de comptes d'utilisateurs» et la pratique officielle de l'agence consistant à «fournir régulièrement de l'information erronée sur ses pratiques de surveillance» au tribunal de surveillance des affaires étrangères ou FISA (Foreign Intelligence Surveillance Court).

L'éditorial aurait pu ajouter que le gouvernement américain suit les mouvements physiques de centaines de millions de personnes à travers le monde; retire et emmagasine du contenu provenant de conversations téléphoniques, de messageries textes et de courriels et civils innocents; espionne les chefs

de gouvernements à travers le monde, incluant des alliés formels; et fait de l'espionnage économique au profit des entreprises américaines. L'étendue des opérations montre clairement que le but de la surveillance n'est pas – comme le prétend l'administration Obama – de mener la «lutte contre le terrorisme» mais fait plutôt partie d'efforts pour suivre à la trace des Américains innocents en violation complète du quatrième amendement de la Constitution américaine.

Deuxièmement, tout l'establishment politique est maintenant très conscient du vaste gouffre entre l'opinion publique officielle – dont le Times fait partie – et les sentiments des masses. Au grand dam de l'administration Obama, du Times et de tous les médias de la grande entreprise, les efforts pour retourner la population contre Snowden ont été rejetés par le public.

Le fait que le supposé changement de ton du Times représentant un effort pour limiter l'hostilité publique à l'establishment politique est mis en relief par le fait que les propositions positives du journal sont très ambiguës et ambivalentes en termes du sort réservé à Snowden lorsqu'il reviendrait aux États-Unis. David Firestone, un membre du comité éditorial, a rappelé à ses lecteurs vendredi que le comité éditorial «n'a pas dit que [Snowden] devrait obtenir un pardon ou une médaille présidentielle».

Le Times ne réclame pas non plus des changements majeurs aux programmes de surveillance. L'éditorial du Times se plaint des «excès» de la surveillance de la population mondiale; mais il accepte entièrement la justification du gouvernement pour la construction d'un appareil totalitaire. «Une bonne partie des programmes de collecte de masse que M. Snowden a dévoilés fonctionnerait tout aussi bien s'ils étaient de moins grande envergure et étroitement contrôlés comme l'a recommandé le comité présidentiel», soutient l'éditorial.

Même si l'éditorial fait référence au fait que le directeur du renseignement national, James Clapper, est coupable de parjure, le Times indique simplement qu'«il n'y a pas eu de discussion sur la punition liée à ce mensonge».

Les révélations faites publiquement par Snowden ont mené à une prise de conscience dans la population américaine que les normes démocratiques

sont dans un état avancé de déclin. Snowden a dévoilé au grand jour un degré de criminalité gouvernementale sans précédent dans l'histoire des États-Unis.

Les nombreuses révélations ont discrédité les agences de l'appareil de sécurité nationale et ont montré comment les trois branches du gouvernement américain – le législatif, l'exécutif et le judiciaire – sont complices dans l'approbation et la justification de l'espionnage par le gouvernement sur des centaines de millions d'Américains, de leaders mondiaux et d'individus partout dans le monde.

Il a montré que l'idéologie de la «guerre contre le terrorisme» était un mensonge et a mis en doute les motifs derrière le dangereux tournant antidémocratique qui a sali tous les aspects de la vie politique, sociale et culturelle dans les dernières années. Il a aussi démasqué les mensonges qui se cachaient derrière les justifications fournies par l'équipe du Times et d'autres médias concernant sa propre persécution.

De plus, certains responsables du gouvernement sentent que l'information que Snowden n'a pas encore divulguée est tellement préjudiciable qu'il serait bon de le ramener aux États-Unis et de le «museler» d'une façon ou d'une autre. L'administration Obama, le Times et tout l'establishment politique sont inquiets, avec raison, de ce qui est encore à venir.

La question de base posée par les révélations et la réponse nerveuse du Times demeurent: quelle couche de la société va défendre les droits démocratiques de base inscrits dans la Constitution américaine?

Le sort d'Edward Snowden dépend entièrement du développement d'un mouvement de la classe ouvrière aux États-Unis et internationalement pour défendre les droits démocratiques.

En opposition aux efforts de tout l'establishment politique pour défendre et développer l'appareil de sécurité nationale, la classe ouvrière doit mettre de l'avant son propre programme et sa propre stratégie pour démanteler l'appareil de répression du gouvernement américain et mettre un terme aux attaques contre les droits démocratiques. Un mouvement politique de masse de la classe ouvrière doit être construit afin de défendre les droits sociaux sur la base d'une lutte pour une véritable égalité et pour le socialisme.

Wsws 7 janvier 2014



### DÉCÈS

Haiti Liberté annonce avec infiniment de peine la nouvelle de la mort de Mr. Frémont Aurélien survenue le Dimanche 22 Décembre 2013 dernier à l'âge de 77 ans après une maladie courageusement supportée.

Monsieur fut grand oncle de notre collaborateur au Journal Haiti Liberté Wendel Polynice. En cette douloureuse circonstance, nous envoyons nos chaleureuses sympathies et condoléances

à sa veuve; Mme Frémont Aurélien; ses enfants Aurélien, Ritha, Nener, Adrienne, Marie Lafleur, Cosette, Garry, Henitte, Holdritch; ses petits enfants Erick, Samson, Fleurimond, Widmark, Yvetha, Dony, Wedjy Micagny, Djenie, Fredelene, Yves Golna, Nadia, Darlene, Mirene, Katiana, Hececi, Naphthalie, Escaprima, Dadoune; ses neveux et nièces Volande, Cadone, Chango, Williame, Hiphonia, Samuel, Daniel, Wendel, Claudy, Celia, Hicelie, Mme Thomas, Louna, Ruth, Jean, ainsi qu'à tous les parents et alliés que ce deuil afflige.

Les funérailles de Monsieur Frémont Aurélien auront lieu ce dimanche 12 janvier 2014 à l'Église Bethléem de Rigaud sise à la Croix des Bouquets. Que son âme repose en paix!

### MESSE

Une messe de Requiem sera chantée le vendredi 10 janvier en cours en la Sainte Eglise Holly Innocents, coin de East 17 et de Beverley Rd Brooklyn à 10 heures du matin pour le repos de l'âme des milliers d'Haitiens engloutis dans les entrailles de la terre et ensevelis sous les murailles des maisons fauchées, lors du terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Pour information, Mme Gladys Thimmer 718-791-4763

### GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

## Élections municipales au Venezuela, symbole de la persistance du Chavisme?

Le point de vue de Christophe Ventura, chercheur associé à l'IRIS \*

*Les résultats provisoires annoncent une victoire significative du Parti socialiste uni du Venezuela (Psuv) au pouvoir, avec l'obtention de 196 municipalités contre 53 pour la coalition d'opposition. Le test est-il réussi pour le président Nicolas Maduro ?*

C'est une réussite indéniable. D'ailleurs, pour s'en convaincre, il suffit de lire la presse, y compris celle qui, d'habitude, n'est pas tendre avec le président Nicolas Maduro et le processus bolivarien en général. Je pense à des médias comme El País en Espagne ou Le Monde en France qui prennent acte du fait que le « chavisme » existe, et qu'il constitue un mouvement durable, au-delà de la personnalité fondatrice d'Hugo Chavez. Cette élection est une victoire incontestable pour Nicolas Maduro et pour le chavisme, aussi bien du point de vue des villes gagnées par la majorité présidentielle qu'en nombre de voix. En effet, il y avait un doute quant à la capacité du chavisme à conserver une majorité dans le pays en termes de voix. Le résultat parle de lui-même. Sur 97 % des votes dépouillés, le chavisme a obtenu, en additionnant les scores du Psuv et de ses alliés, 49,2 % des suffrages, soit un total 5,1 millions de voix. Pour sa part, la Table de l'unité démocratique (MUD), principale coalition d'opposition de droite menée par Henrique Capriles, a obtenu 42,7 % des voix (4,4 millions) et gagné un certain nombre de villes dynamiques du pays. Et ce, dans le cadre d'une participation d'environ 59% du corps électoral. Cette victoire est aussi celle de Nicolas Maduro. Elle confirme sa propre légitimité. C'est certainement un moment fondateur qui lui permet de s'installer désormais comme leader.

*Malgré cette quatrième défaite électorale consécutive, l'opposition de droite, menée par Henrique Capriles, a tout de même récolté plus de 40 % des suffrages au niveau national. La société vé-*



**Cette élection est une victoire incontestable pour Nicolas Maduro et pour le chavisme**

*nézélienne est-elle divisée ? Comment voyez-vous l'avenir du pays à court et moyen terme ?*

Cette élection a donné à l'opposition vénézuélienne un résultat relativement habituel. En d'autres termes, celle-ci pèse, toutes tendances confondues, entre 40 % et 45 % de l'électorat en général. Indépendamment des problèmes du pays et des critiques qui sont faites sur le parti au pouvoir, l'opposition ne suscite pas l'adhésion au-delà de ce pourcentage. Cela laisse le pays dans une situation polarisée. En effet, il est clair qu'au Venezuela il existe des blocs constitués, chacun ayant un avis très tranché sur l'avenir du pays. Et aujourd'hui, après 15 ans de révolution bolivarienne, il y existe incontestablement une majorité de Vénézuéliens qui restent attachés à ce processus et aux acquis qu'il a apportés à la société vénézuélienne. Même l'opposition est obligée d'en prendre acte puisque, pour cette élection, ses dirigeants avaient décidé de demander à la population de voter pour la MUD en tant que telle, comme pour appuyer le caractère national de ce scrutin local. Tandis que du côté de la majorité présidentielle, les gens pouvaient voter pour différents partis alliés, l'addition

des voix se faisant par la suite.

Concernant l'avenir du pays, s'il est difficile de le définir, une chose est sûre : le ciel politique se dégage pour Nicolas Maduro. En effet, le Venezuela va connaître une pause électorale puisqu'il n'y aura plus d'élections avant les législatives de 2015. Cela veut dire que le gouvernement dispose de deux années pour travailler - sauf événement imprévisible ou déstabilisation -. Il va devoir relever les nombreux défis auxquels il est confronté. Parmi ceux-ci, on trouve les questions préoccupantes de l'inflation, de la grande dépendance de l'économie au pétrole et aux importations, du double taux de la monnaie, de la sécurité publique, de la corruption. L'avenir représente d'abord beaucoup de travail pour Nicolas Maduro. Surtout dans un contexte où le Venezuela, comme tous les autres pays latino-américains, est confronté à une conjoncture économique internationale qui est moins favorable qu'elle ne l'a été pendant les années précédentes. La région est touchée par l'impact de la crise financière de 2008. Ses exportations baissent, ainsi que leur valeur, du fait du ralentissement de la croissance asiatique (chinoise notamment), de la réces-

sion européenne et de la stagnation de l'économie américaine. Des déficits commerciaux apparaissent dans plusieurs pays comme le Brésil, les monnaies se déprécient, les investisseurs internationaux amorcent un mouvement de reflux de leurs capitaux vers l'Europe et les Etats-Unis, l'inflation monte sensiblement.

*Justement, le gouvernement vénézuélien doit également faire face à des défis économiques importants. Le pouvoir en place est-il en mesure de relancer une économie en crise ?*

De toute manière, il n'a pas le choix : c'est le mandat qui lui a été confié par les Vénézuéliens. Il est certain que les dernières mesures prises par le gouvernement, assez radicales et volontaristes comme le contrôle des prix dans les magasins, ont porté leurs fruits dans les résultats des élections municipales. Manifestement, les gens ont considéré que c'était l'amorce d'une réelle prise en charge de la résolution des problèmes. De toute façon, le gouvernement vénézuélien est le premier à savoir que s'il ne va pas dans ce sens, son futur sera incertain.

Nicolas Maduro souhaite diversifier le modèle économique du pays. Il appelle de ses vœux une « révolution productive ». Il faudra observer les évolutions dans les semaines et mois à venir.

*Malgré la disparition d'Hugo Chavez, il semble que la révolution bolivarienne suit son chemin. Quelles sont les perspectives pour ce processus ?*

C'est indéniablement un des bilans que l'on peut tirer de cette élection : ce qui se passe au Venezuela ressemble, d'une certaine manière, à ce que l'on a pu connaître dans d'autres pays comme l'Argentine avec le péronisme. Il existe aujourd'hui une hégémonie politique et culturelle du chavisme qui perdure au-delà de son fondateur. En réalité, le chavisme semble s'être constitué, in fine, comme le cadre de référence de la vie politique

nationale. Pour le moment, force est de constater que tous les partis, y compris ceux de l'opposition, doivent inscrire leur action dans le périmètre des sujets imposés par lui. Dans le cas présent, il s'agit des politiques sociales, du thème de l'éducation, de la santé, etc.

Quant à l'avenir de ce processus, il dépendra en premier lieu de l'action de Nicolas Maduro et du gouvernement pour dépasser les difficultés actuelles et maintenir les promesses du chavisme, notamment auprès des secteurs populaires, des couches les plus modestes et d'une partie des classes moyennes.

Cet avenir dépendra aussi en partie de celui de l'intégration régionale sud et latino-américaines, de la solidarité politique et économique qui s'approfondira ou pas dans les espaces comme le Mercosur ou l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Il existe aujourd'hui de nombreux paramètres qui sont autant de défis, dans ce pays comme dans tous les autres Etats de la région. Mais le processus bolivarien continue à mobiliser sa population puisque, malgré les problèmes dont on a souvent parlé à juste titre, ce pays est encore cette année celui qui a obtenu, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (Cepal), le plus de résultats en matière de lutte contre la pauvreté en Amérique latine. Les conditions d'existence matérielle, l'éducation et la santé des gens s'améliorent d'année en année au Venezuela et les inégalités continuent d'y baisser. Cela explique aussi le soubassement solide de cette révolution bolivarienne qui, pour l'instant en tout cas, est encore bien vivante, quinze après son lancement et au-delà, effectivement, de la personnalité d'Hugo Chavez.

**Source : cuba si france provence / (Mémoire des Luites, 22 décembre 2013)**

\*IRIS : Institut de Relations Internationales et Stratégiques

### Rezilta raf Kakola a !

Kakola ap remèsye tout moun ki te patisipe nan raf la. Men nimewo ki genyen yo :

- 1e lot **4971**
- 2e lot **9770**
- 3e lot **1213**

Kakola voye di tout moun kontinye sipòte l pou l kenbe emisyon « Boukan an » sou Radyo Pa Nou, epi veye anons yo, gen lòt aktivite k ap vini pi devan, pou l kapab jwenn fon pou yo ede lit pèp la.

**Pou Kakola Marquez Osson**

### DÉCÈS

Nous annonçons avec infiniment de peine la nouvelle de la mort de Madame Suzanne Polynice, née Manigat, survenue en sa résidence privée à Robinson, Californie, à l'âge de 77 ans des suites d'une courte indisposition.

En cette douloureuse circonstance, Haïti Liberté envoie ses condoléances émues à son époux notre ami Lesthère Polynice; ses enfants, l'ancienne Star en Basketball Holden Polynice, Guillard dit Coicou, Nadia, Widmark, Woodley, Bélanda et Esther Polynice; à ses petits enfants Nicholas, Gabriella, Alexis, Kera, Amani, Bryan, Niki, Tamery, Dominique, Jordan, Mackay et Jean; ses frères André, Dèvèse, Yves, Rodrigue, Benoît et Arnold Manigat et leurs familles; à ses



soeurs Raymonde et Aline Manigat et leurs familles; à Madame Dolorès Baptiste et sa famille; à sa cousine Madame Yves Doxy et sa famille; ses belles soeurs Edelyne et Carinne Polynice et leurs familles; sa nièce Madame Micheline Jn Louis et sa famille; aux familles Polynice, Manigat, Baptiste, Jean Louis, Doxy ainsi qu'à tous les autres parents et alliés si brutalement éprouvés.

Les funérailles de Madame Suzanne Polynice, née Manigat ont été chantées en l'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Lyons Ave, New Hall Californie le Lundi 6 Janvier dernier et la dépouille incinérée.

Pour toutes informations, sonnez le 661 260 1660. Paix à son âme.

**RUSH SERVICE SAME DAY MOST**

TRADUCTIONS  
TRANSLATIONS  
RESUME PREPARATION

**FAX SERVICE HAITI & CARIBBEAN**

**TAXES** EMPLOYEE  
DRIVERS  
BABYSITTERS  
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED  
FILED YEAR-AROUND

**K-EXPRESS lakay se lakay**

1864 NOSTRAND AVE  
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY

OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM  
347-406-7823 / 718- 284-3156  
FAX 347- 529-2593

### MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate  
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600  
(914) 643-1226 CELL

commandant vénézuélien, Fidel m'en signale une en particulier : « Il a su former toute une génération de jeunes dirigeants. A ses côtés, ces hommes ont acquis une solide formation politique, ce qui s'est révélé fondamental après le décès de Chavez pour garantir la continuité de la révolution bolivarienne. Il y a, en particulier, Nicolas Maduro avec sa fermeté et sa lucidité qui lui ont permis de gagner brillamment les élections du 8 décembre dernier. Une victoire décisive qui renforce son leadership et confère une grande stabilité au processus. Et autour de Maduro, il y a également d'autres personnalités de grande valeur comme Elias Jaua, Diosdado Cabello, Rafael Ramirez, Jorge Rodriguez... Tous formés, parfois depuis qu'ils étaient très jeunes, par Hugo Chavez. »

A ce moment-là, son fils, Alex Castro, photographe et auteur de plusieurs livres exceptionnels [10], est venu se joindre à la réunion. Il a pris plusieurs photos « en souvenir » et il s'est ensuite éclipsé fort discrètement.

Nous avons aussi parlé, avec Fidel Castro, de l'Iran et de l'accord provisoire signé à Genève le 24 novembre dernier [11], un sujet que le Commandant connaît fort bien et dont il m'a fait une analyse très complète qu'il a conclu en ces termes : « L'Iran a le droit de produire de l'énergie nucléaire civile. » Mais Fidel a immédiatement mis en garde contre le danger nucléaire qui menace le monde à cause de la prolifération et en raison du nombre excessif de bombes atomiques que possèdent un très petit nombre de puissances « dotées du pouvoir de détruire plusieurs fois notre planète ».

Depuis longtemps, Fidel Castro est préoccupé par les effets du changement climatique. Il m'a parlé, à cet égard, du risque qu'il perçoit dans la relance, dans plusieurs régions du monde, de l'exploitation du charbon et ses néfastes conséquences en matière d'émissions de gaz à effet de serre : « De surcroît, chaque jour – me révéla-t-il

– une centaine de personnes trouvent la mort dans des accidents survenus dans des mines de charbon. Une hécatombe pire qu'au XIXe siècle... »

Fidel Castro continue de s'intéresser aux questions d'agronomie et de botanique. Il m'a montré des flacons pleins d'une matière verte : « Ce sont des semences de mûrier – me dit-il – un arbre très généreux dont on peut tirer d'infinis bienfaits et dont les feuilles servent de nourriture aux vers à soie... J'attends, dans un moment, l'arrivée d'un professeur, spécialiste en mûriers, pour parler avec lui de cette question... »

« Je vois que vous n'arrêtez pas d'étudier », lui dis-je. « Les dirigeants politiques – me répondit Fidel –, lorsqu'ils sont en activité, manquent terriblement de temps. Ils n'arrivent pas à lire un seul livre. C'est une tragédie. Mais moi, maintenant que je ne suis plus dans la politique active, je me rends compte que je n'ai pas de temps non plus. Parce que l'intérêt pour un problème te conduit à t'intéresser à des thèmes en rapport avec lui. Et tu accumules ainsi des lectures, des contacts et, très vite, tu t'aperçois que le temps te manque pour savoir un peu plus de tant de choses que tu voudrais connaître... »

Deux heures et demie s'étaient écoulées. Je ne les avais pas vu passer. La nuit sans crépuscule commençait à envelopper La Havane, et le Commandant avait encore d'autres rendez-vous. Je pris congé chaleureusement de lui et de Dalia. Et je me retirai. Heureux de constater que Fidel Castro conserve encore son spectaculaire enthousiasme intellectuel de toujours.

Notes

- [1] Restaurant privé.
- [2] Ignacio Ramonet, « Hugo Chávez. Mi primera vida », Debate (Penguin Random House), Barcelone, 2013, 728 pages, 40 photos. <http://www.agapea.com/ignacio-ramonet-miguez/hugo-chavez-mi-primera-vida>

[3] Lire un compte-rendu de cette rencontre in : <http://www.cubadebate.cu/nueve-horas-de-dialogo-con-el-lider-de-la-revolucion/>

[4] Cf. l'un de ses plus récents articles : Fidel Castro : « Las verdades objetivas y los sueños », Cubadebate, La Havane, 14 août 2013. <http://www.cubadebate.cu/fidel-castro-ruz/las-verdades-objetivas-y-los-suenos/>

[5] Ignacio Ramonet, Fidel Castro. Biographie à deux voix, Galilée-Fayard, Paris, 2007.

[6] Toutes les citations de Fidel Castro dans cet article sont de mémoire ; elles ne sont pas textuelles. Il s'agit d'une reconstruction a posteriori basée sur les souvenirs de l'auteur. On ne peut, en aucun cas, les attribuer telles quelles à Fidel Castro.

[7] Lire Fidel Castro, « Mandela est mort. Comment en Angola, Cuba contribua à la défaite du régime de l'apartheid », Mémoire des luttes, 26 décembre 2013.

[8] Historiographe de La Havane et maître d'œuvre de la restauration de la Vieille Havane.

[9] Il s'agit de Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela à deux reprises, de 1974 à 1979, et de 1989 à 1993. Il fut vice-président de l'Internationale socialiste. En 1989, il imposa au Venezuela une « thérapie de choc » ultralibérale qui provoqua le soulèvement de la population (le « Caracazo »). Le 4 février 1992, Hugo Chavez, à la tête d'une rébellion militaire, tenta de le renverser.

[10] Lire, notamment : Alex Castro et alii, « Fidel, fotografías », Editions Boloña, La Havane, 2012.

[11] Lire Ignacio Ramonet, « Iran-Etats-Unis : vers une 'entente héroïque' », Mémoire des luttes, 1 novembre 2013.

Mémoire des luttes  
1er janvier 2014



Une maison du projet de l'ex-président Vénézuélien Hugo Chavez, repeinte et clôturée par son propriétaire  
Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013



Une des maisons du projet de l'ex-président Vénézuélien Hugo Chavez, agrandie sans aucun contrôle.  
Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val ; Octobre 2013

secteur privé. Dans l'introduction du document, le premier ministre haïtien Laurent Lamothe relate que « la PNLH, dont la coordination de la mise en œuvre sera assurée par l'UCLBP, définit également le rôle important que le secteur privé est appelé à jouer aux côtés de l'Etat ».

Cette orientation n'est pas forcément à éviter, mais déjà il semble que l'Etat ne va plus construire des logements sociaux accessibles à la majorité de la population.

Selon la Banque Mondiale, 80% de la population vivent avec un revenu de US\$ 2 par jour. Même si un couple combine ses revenus, il aura seulement US\$ 60 par mois. Donc, comment pourraient-ils payer un loyer de US\$ 39 (pour un appartement à « 400% ») à US\$233 (Village Lumane Casimir) ? Parlant le 11 novembre 2013 du Village Lumane Casimir,

Lamothe affirmait sa fierté du projet, qu'il a classé comme « logement social. »

Mais, si le logement en question ne sert pas les pauvres, qui représentent la majorité des victimes du tremblement de terre, par exemple, et si il est hors de portée de 80% de la population, est-ce vraiment une classification correcte ?

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/ Université d'Etat d'Haïti.

Port-au-Prince, HAÏTI,  
janvier 2014

# Directory Classified

Tel: 718-421-0162  
editor@haitiliberte.com

**AUCTIONS**

Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

**HELP WANTED**

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

**HELP WANTED**

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

**HELP WANTED**

AIRLINE CAREERS begin here—Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students—Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

**HELP WANTED**

\$8,000 COMPENSATION. Women

21- 31. EGG DONORS NEEDED. 100% Confidential/Private. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

**LAND**

NYS LAND FOR SALE 8.6 Acres/\$19,995 With Financing! Beautiful Ridge Top Maple Forests With Evergreens, Wild Apple Trees, Babbling Brook & Major Deer Trails. Easy Access Off Rt 13. Minutes To Salmon River Fishing & State Game Lands. Call Now: 1-800-229-7843 or email info@

landandcamps.com

**PERSONAL**

Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

**REAL ESTATE**

Sebastian, Florida: Affordable custom factory constructed homes \$45,900+. Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes, minutes to Atlantic Ocean. 772-

581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

**USED ITEMS FOR SALE**

Reuse America Second Hand Store, 1158 Flatbush Ave. (Bus B41), B'klyn, NY. Hours: Sun-Thu 11am-7pm, Fri til 4pm. CHEAP clothes, linen, shoes, furniture, wall art, appliances, dishes, hundreds of items.

**WANTED**

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419.

**DAISLEY INSTITUTE**

495 Flatbush, Brooklyn, NY  
718-467-8497



TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course....\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

Call 718-467-8497

## GET ON TRACK TO A GREAT NEW JOB.

What kind of work would you like to do? Do you have the skills you need to find and keep a job?

**J O B M A P** from Queens Library. It's free.

Go to [jobmap.queenslibrary.org](http://jobmap.queenslibrary.org) to get started or phone 718-990-8625.



Queens Library

**BRAMSON ORT COLLEGE** [www.BramsonORT.edu](http://www.BramsonORT.edu)

Apply Today  
877-479-0705

Our mission is education. Our focus is your career.

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology
- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Affordable Tuition • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules  
National & Industry Exam Prep • Job Placement Services • Career Internships

**DONATE YOUR CAR**

Wheels For Wishes benefiting



Metro New York and Western New York



\*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE  
\*We Accept All Vehicles Running or Not  
[WheelsForWishes.org](http://WheelsForWishes.org)

Share the Power of a Wish

Call: (917) 336-1254



# AROMARK SHIPPING

AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS, HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS, TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY WEEK, SAILING TIME 10 to 12 DAYS.

**IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI  
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI**

EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE CARS, TRUCKS, BUSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL 143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE



**ONE CALL DOES IT ALL  
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.**

Please call **GABRIEL** or **ROBERT:**  
**973-690-5363**

Fax: (973) 690-5364  
Email: [solutions@vmtrucking.com](mailto:solutions@vmtrucking.com)  
[www.HaitiShipping.com](http://www.HaitiShipping.com)

## 2014 « année de solidarité avec le peuple palestinien » !



2014 sera l' « année de la solidarité avec le peuple palestinien », l'Assemblée générale du 28 novembre a tranché, c'est officiel depuis le 2 janvier 2014. C'est un point d'appui qui ne nous exonère pas de mener une campagne en France contre la complicité de notre impérialisme. Israël est plus que jamais isolé, dans sa politique colonialiste. Avec 110 voix pour le vote de cette résolution sur la « solidarité avec la Palestine » contre seulement 7 affirmant leur soutien à Israël, et 56 abstentions, la Palestine comme Cuba, n'est pas seule.

Parmi les soutiens d'Israël, les États-Unis, ses vaisseaux australiens et canadiens et quelques îles fantomatiques du Pacifique. Parmi les hypocrites, ceux qui s'abstiennent, on retrouve la quasi-totalité des États européens, dont la France.

L'Assemblée générale des Nations-unies a en réalité adopté six résolutions, condamnant toutes la politique d'Israël, appelant au respect des résolutions précédentes votées aux Nations unies : retrait des troupes israéliennes du Golan syrien, soutien aux agences onusiennes pour les droits du peuple palestinien, condamnation de la politique de colonisation israélienne en territoire occupé, dénonciation de l'occupation de Jérusalem-est, et enfin vote de la « résolution de solidarité ».

Ces résolutions, comme cette année 2014 de « solidarité internationale avec le peuple palestinien », sont un point d'appui pour la lutte à mener en France contre l'hypocrisie du gouvernement socialiste, contre la politique de notre impérialisme sur le terrain.

Dénoncer l'hypocrisie française, la collaboration de l'impérialisme français : une bonne résolution pour 2014 !

Double discours. François Hollande est prêt à sécher une larme sur le sort des Palestiniens, à s'abstenir pudiquement à l'ONU ... mais de confier au Parlement israélien en novembre dernier : « que la France a toujours été du côté d'Israël ». Hollande ne dit la vérité qu'à l'extérieur !

Le spectacle de la visite de novembre 2013 en Israël, c'était un acte d'allégeance du socialiste Hollande, il y avait même fait l'apologie de la « démocratie israélienne », synonyme selon lui de « démocratie, pluralisme, droits ».

La démocratie israélienne, c'est comme la démocratie sud-

africaine avant 1994, apartheid, racisme d'Etat, colonisation ! Hollande est allé déposer une gerbe sur la tombe de Mandela. Doit-on lui rappeler que Mandela considérait qu'Israël menait une « politique d'apartheid » en Palestine ?

Dénonçons ces hypocrites, ces Valls, Fabius, Delanoë, Hollande, premiers thuriféraires de la politique sioniste !

Ce n'est pas nouveau, la SFIO (ancêtre du PS) a été un soutien de première date de l'État sioniste, c'est sous gouvernement socialiste que la France va offrir à Israël les bases de son programme nucléaire.

Depuis 1994, des accords de coopération militaire ont été signés dans la discrétion avec Israël. Sous Sarkozy, la coopération fut même plus concrète, en 2009 était actée la « réalisation d'exercices conjoints entre France et Israël ».

En 2011, la France a acheté pour 500 millions d'euros de drones israéliens. Le premier poste d'exportation israélien, ce sont les armements : 7,2 milliards de \$ l'an dernier. A Israël, c'est les armes, à Cuba, le premier poste, c'est la santé. Rien à ajouter.

### Dénoncer l'hypocrisie européenne, l'UE premier partenaire d'Israël !

Hypocrisie européenne aussi. En juillet 2012, l'Union européenne signait un accord de coopération dans 60 programmes concrets, sur 15 domaines d'action.

L'accord prévoyait une collaboration dans des secteurs stratégiques et hautement politiques : coopération policière (Europol), judiciaire (Eurojust), spatial (ESA), militaire enfin euphémisée derrière la collaboration dans les domaines de la « sécurité maritime et aérienne ».

Rappelons juste que l'UE est le premier partenaire commercial d'Israël (1/3 de ses importations, 30 % de ses exportations), 11 des 20 principaux fournisseurs d'armes à Israël sont de l'UE.

On a même retrouvé des inscriptions « Made in France » sur les missiles Hellfire qui s'abattirent sur Gaza en 2009 ! Amplifions le mouvement pour le désinvestissement, le boycott, les sanctions ! La plus grande hypocrisie, la plus grande collaboration, c'est la politique d'investissements économiques français en Israël.

C'est la banque franco-belge Dexia, renflouée à hauteur de 6,5 milliards d'euros par

nos impôts (ce que va reporter à l'État la TVA anti-sociale de Hollande !), Dexia qui collabore à une dizaine de projets de colonisation.

C'est aussi Véolia, Alstom, Bouygues, Orange, tous impliqués dans les projets de colonisation israéliens : construction du réseau électrique dans les colonies, finalement et construction des complexes immobiliers, réalisation du tramway d'apartheid de Jérusalem.

Disons stop, notre argent ne doit pas aller à des projets de colonisation, nous pouvons imposer le désinvestissement, nous pouvons faire avancer le mouvement pour le boycott des produits venant des territoires occupés !

La lutte contre le sionisme doit s'accompagner du combat contre l'anti-sémitisme !

Refusons la perfide opération de décrédibilisation de l'anti-sionisme assimilée à l'anti-sémitisme – à coups de bras tendus masquées en « quenelles » et de condamnation tartuffe d'Hollande depuis Riyad –, notre condamnation du sionisme s'alimente de la condamnation de toute forme de racisme et d'anti-sémitisme !

Elle rappelle même que sionistes et anti-sémites ont souvent collaboré de façon fructueuse. C'est l'Allemagne nazie entre 1933 et 1939 avec le projet coordonné avec les associations sionistes de déportation des Juifs en Palestine, ce fut le cas de l'Afrique du sud d'apartheid gouvernée par les anti-sémites philo-nazis du Parti national, premiers alliés de l'Etat d'Israël en 1948 !

Dénonçons la politique de l'Etat sioniste, combattons la complicité de notre Etat et de ses grandes entreprises. Refusons avec la plus grande fermeté le colonialisme au XXIème siècle, refusons sans la moindre ambiguïté toute forme de racisme et d'anti-sémitisme. « L'anti-sémitisme est le socialisme des imbéciles », disait le dirigeant socialiste allemand du XIXème siècle August Bebel. Une phrase toujours aussi juste que nous faisons nôtre !

Solidarité avec les militants de la paix et de la cause palestinienne, en particulier ceux en Israël qui refusent de combattre dans l'armée d'occupation, veulent une paix juste, luttent auprès des communistes et des pacifistes, Arabes et Juifs main dans la main !

**Solidarité Internationale  
4 janvier 2014**



## FREE BASIC ENGLISH CLASSES!!

**FREE ESL CLASSES  
(ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE)**

at  
**HAITI LIBERTE**  
1583 Albany Avenue  
Brooklyn, NY 11210

**DAYTIME/ EVENING CLASSES**

Space is Limited!  
Pre- Registration required

For more information and to find out if you are eligible please call  
**Mr. Berthony Dupont at 718-421-0162**

A project of the  
JCC of Greater Coney Island  
3001 West 37th Street Brooklyn, New York 11224  
[www.jccgci.org](http://www.jccgci.org)  
in conjunction with  
Friends of Haiti Liberte

Funded in part by : The New York State Education Department • NYC Department of Youth and Community Development • NYC Council

Jewish Community Council of Greater Coney Island is an equal opportunity employer/program.  
Auxiliary aids and services are available upon request to individuals with disabilities.